

35:10:10

Sans Visa : les survivants de la Longue Marche

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15128 7 F

SAMEDI 18 SEPTEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



GATT : images et culture

DE tous les enjeux des négociations du GATT entre l'Europe et les États-Unis, celui de la bataille que mène la France pour freiner le développement des images d'origine américaine dans les salles de cinéma et sur les écrans de télévision est sans doute essentiel : c'est la survie de certaines formes de la culture du Vieux Continent qui est en cause.

Il ne s'agit pas seulement d'un enjeu commercial. Le choc des intérêts, sur ce terrain, ne procède pas uniquement des éternelles querelles entre libéraux et protectionnistes.

La question n'est pas de savoir si le pacte des images américaines dans le cinéma en France peut, ou non, augmenter encore au détriment des producteurs « autochtones » : elle ne cesse de croître et représente aujourd'hui 57 % contre 31 % en 1979.

ELLE n'est pas non plus de savoir si une ouverture plus large du marché européen aux images made in USA mettrait vraiment en péril la production cinématographique française, bien que cette perspective ne soit nullement secondaire pour les trois mille entreprises et les quelques soixante-dix mille emplois concernés. La logique strictement commerciale qui prévaut dans les règles du GATT plaide en faveur des producteurs et diffuseurs américains qui capitalisent déjà la moitié des recettes en salles enregistrées en Europe.

La question primordiale n'est même pas de savoir si l'intrusion du groupe Turner, à partir de cette semaine, dans le paysage audiovisuel européen, via la Grande-Bretagne et le satellite Astra, constitue ou non un scandale parce qu'elle contrevient à la directive « Télévision sans frontières » de 1989 qui oblige, en principe, les télévisions de la Communauté européenne à diffuser au moins cinquante pour cent d'émissions européennes. Le développement des technologies nouvelles affaiblit déjà cette directive.

La France dispose au moment d'une « protection » - momentanée - contre cette concurrence puisque l'on n'y compte que 100 000 antennes paraboliques et que l'Etat dispose des moyens de contrôler l'accès des chaînes au réseau câblé, où ne s'alimentent jusqu'à présent que 1,2 million d'abonnés.

A l'ère de la mondialisation des échanges, exporter des images, c'est exporter, grâce à ces vecteurs, un mode de vie, un « modèle » de société. Sur ce terrain de l'imaginaire, celui qui l'emporte dans les esprits gagne aussi dans le commerce : à images « standard », aspirations « standard ».

Ce n'est pas faire injure aux créateurs américains, qui ont tant donné au patrimoine universel, que de dire que l'émotion des créateurs français est compréhensible, à charge pour eux de se défendre sur le plan de la créativité et du talent. Ce n'est pas parce que la France semble isolée, dans cette autre bataille, après avoir trop longtemps sous-estimé l'importance, qu'elle n'a pas raison dans sa revendication d'une « exception culturelle ».

En permettant la sécession des Serbes et des Croates de la future Union

Le nouveau plan de paix ouvre la voie à l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine

Le président bosniaque, Alija Izetbegovic, et le chef du Parlement serbe de Bosnie, Momcilo Krajisnik, ont signé, jeudi 16 septembre à Genève, un document prévoyant notamment un cessez-le-feu et des aménagements au plan de paix proposé par Thorvald Stoltenberg et David Owen. Les Républiques serbe, croate et musulmane de la future « Union »

pourront notamment faire sécession sur simple référendum. Les dirigeants des trois communautés sont invités à adopter ce nouveau plan de règlement global, mardi 21 septembre, à Sarajevo. En Bosnie centrale, les combats entre forces croates et musulmanes se poursuivaient, en particulier autour de Vitez, et plus au sud, à Mostar.

par Alain Debove

Rendez-vous mardi 21 septembre. A la demande des médiateurs internationaux, David Owen et Thorvald Stoltenberg, les dirigeants des trois communautés de Bosnie-Herzégovine devraient - si tout se passe selon les plans - se retrouver à Sarajevo pour signer un projet de règlement global de la crise bosniaque, crise qui dure maintenant depuis dix-huit mois. Il s'agit d'un nouveau projet, négocié à Genève, en deux temps. Mardi dernier, d'abord, entre le président croate, Franjo Tudjman, et son homologue bosniaque, Alija Izetbegovic. Les deux hommes s'étaient entendus notamment sur un cessez-le-feu « rapide » et la libération de « tous les prisonniers ». Deux jours plus tard, toujours à Genève, M. Izetbegovic et le chef du « Parlement » serbe de Bosnie, Momcilo Krajisnik, concluaient un accord en cinq points calqué sur le précédent. Selon ce document, les parties

serbe et musulmane expriment leur détermination à « parvenir à la cessation de toutes les hostilités pas plus tard que le samedi 18 septembre à 12 heures et à établir des communications directes entre les commandants militaires à tous les niveaux ». Elles affirment vouloir « parvenir au démantèlement unilatéral et inconditionnel de tous les camps de détention et à la libération de tous les prisonniers pas plus tard que le 21 septembre ».

Lire la suite page 4

Double capitulation

par Claire Tréan

Un autre accord de paix, après celui du Proche-Orient, se profile à Sarajevo. Tout à l'espoir que cessent enfin les souffrances quotidiennement infligées aux populations de Bosnie, on oublierait peut-être que cet accord, s'il se confirme, procède d'une double capitulation : celle de la communauté musulmane, vaincue, spolée, et celle de pays occidentaux qui, beaucoup plus tôt qu'elle, ont accepté d'être défaits sur le terrain des principes auxquels ils se prétendaient le plus fermement attachés.

Les choses au moins sont devenues plus claires depuis les discussions qui ont eu lieu jeudi à Genève : le plan de paix pour lequel la communauté internationale attend l'acquiescement définitif de M. Izetbegovic prévoit désormais explicitement la dissolution de la Bosnie-Herzégovine. Elle était en réalité déjà programmée dans tous les esprits : le projet de règlement concocté à Genève par les représentants de la CEE et de l'ONU, MM. Owen et Stoltenberg, maintenait une fiction d'Etat unitaire sur la viabilité duquel personne n'aurait parié et qui servait surtout de cache-misère à une communauté internationale censée protéger l'intégrité de la République de Bosnie-Herzégovine.

Lire la suite page 4

Edouard Balladur sur tous les fronts

Le premier ministre lance un « débat national » sur l'aménagement du territoire et exhorte les patrons à freiner les licenciements



Supplique pour l'emploi

par Alain Lebaube

Quand trop, c'est trop, il faut réagir. C'est précisément ce que vient de faire le premier ministre qui, par un communiqué publié le jeudi 16 septembre, a aussitôt répliqué à l'« accumulation de plans sociaux dans plusieurs entreprises du secteur privé mais aussi du secteur public ». « Préoccupé » par la déferlante qui, en vingt-quatre heures, a concentré l'annonce de la suppression de milliers d'emplois, charriant pêle-mêle les confirmations ou les réductions s'étalant sur plusieurs années, Edouard Balladur, forçant sa nature, a dû élever le ton.

Thomson, etc. - majoritaires dans ce regroupement fortuit des coupes claires, alors que l'Etat-actionnaire souhaite voir les « nationalistes » se comporter comme des entreprises du secteur privé. « Exemplaires » socialement, certes, mais compétitives.

Ce faisant, M. Balladur retrouve des accents qui ont été ceux de Pierre Mauroy, puis récemment, de Pierre Bérégovoy, aiguillonné par Martine Aubry, rendue célèbre par sa lutte contre les « mauvais plans sociaux » et ces chefs d'entreprise qui « en font trop, trop vite et trop fort ». A la manière du dernier des premiers ministres de la gauche, « il a donné toutes instructions aux ministres de toutes les entreprises publiques », les circonstances conduisant aux mêmes déclarations d'autorité.

Il ne faudrait cependant pas en déduire que, des socialistes au libéral tempéré, il y ait une vraie continuité. La conjoncture commande au moins autant que les options politiques, dès lors que surgissent les crises ou la récession, en 1981-1982 comme en 1992-1993. Confronté à la nécessité des restructurations, Laurent Fabius n'avait pas utilisé de tels discours, et pas davantage Jacques Chirac et Michel Rocard qui ont connu, eux, des périodes orientées vers la reprise.

Dans cet exercice, M. Balladur a fait la preuve de sa prudence coutumière, pratiquant une forme de double langage.

Lire la suite page 27

L'OLP invite les Etats arabes à différer la normalisation avec Israël

Mahmoud Abbas (Abou Mazen), chef du département des relations arabes et internationales de l'OLP, a estimé que la normalisation des relations israélo-arabes devrait être différée jusqu'à la conclusion d'un accord global de paix avec tous les Etats arabes ainsi qu'à la lumière de l'application de l'accord de principes israélo-palestiniens.

Soljenitsyne et le Goulag

A l'heure où Alexandre Soljenitsyne est interrogé, pour la troisième fois en vingt ans, par Bernard Pivot (sur France 2, vendredi à 20 h 50), les archives russes permettent de se faire une meilleure idée du système concentrationnaire soviétique. Si la population du Goulag se révèle très inférieure aux estimations généralement admises jusqu'à présent, le nombre total des victimes de la répression n'en reste pas moins impressionnant.

page 5

18 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 15 heures

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

Exposition de peintures

De 1890 à 1910, les peintures de la collection de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris, ont été exposées à la galerie de la ville de Paris, sous la direction de la Direction des Musées de la Ville de Paris.

AU COURRIER DU Monde

PROCHE-ORIENT

Chanter la paix dans les cimetières

VIVE la paix et ceux qui la font, mais quelle leçon d'histoire ! Soixante-seize ans après la déclaration Balfour qui bouleversa la Palestine, on va essayer la cohabitation des Juifs et des Arabes. Soixante-treize ans pour rallier l'évidence. L'impossible devient possible. Rien n'est acquis, même pas la guerre.

Comme nous gérons mal nos crises, nous qui nous piquons de gestion froide ! Soixante-seize ans de dérobades devant l'obstacle, canassons que nous sommes, avant de sauter. Le chaos avait ses avantages. C'était bon, n'était-ce pas, cette région émette comme du pain sec. Quiconque y possédait un morceau de pouvoir économique, partisan, national ou religieux, était sûr de le conserver puisqu'il n'était pas obligé de compter avec les autres. Quiconque, sauf les égarés, bien entendu.

Soixante-seize ans pour l'accord que l'on sait, un siècle pour mettre fin à la guerre franco-allemande, une page pour mal tourner la page du système colonial, la traite des Noirs jusqu'à la fin du XIX^e siècle, et pourquoi d'étonner que les batailles entre Yougoslaves n'en finissent pas. C'est la fatigue qui gagne la paix. Quand nous sommes rompus, nous changeons de chanson. Jamais avant. Pas étonnant qu'elle soit fragile, notre paix des essouffés.

Nous devrions essayer (certains l'ont proposé) de prévoir les crises avant qu'elles n'éclatent. Une politique prédictive, comme on commence à parler d'une médecine prédictive. Au lieu de la guerre fraîche achevée dans la paix moisie, la paix fraîche. Nous ne serions plus obligés de chanter la paix dans les cimetières au milieu des mères portant des fleurs.

ROBERT DE MONTVALON
Paris

HISTOIRE

« Le premier département libéré »

COMME chaque année à la même date, l'anniversaire de la libération de la Corse est signalé avec inexactitude : la formule fautive est : « La Corse fut le premier département français libéré... »

Serait-il possible de rectifier comme suit : « quatrième département français libéré... »

Que nos pouvoirs publics aient une mémoire sélective n'est pas un nouveau. Mais le Monde devrait préciser que les trois départements français libérés les premiers l'étaient, outre-Méditerranée, en Algérie et que l'opération « Torch » date du 8 novembre 1942 et permit dix mois plus tard la libération de la Corse.

YVES C. AQUATE
Ivry-sur-Seine

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

De quoi se mêlent-ils ?

LA démonstration du professeur L. Loïc Philip (*Le Monde* du 11 septembre) pêche par excès. C'est faire bien peu de cas de la démocratie que de prétendre que la censure du Conseil constitutionnel frappe davantage la technocratie administrative que la représentation parlementaire. Ignorons donc celle-ci, ce serait plus commode, et le Conseil constitutionnel deviendrait un juge administratif ! Il est malheureusement vrai que, depuis 1974, députés et sénateurs ont mis du leur pour accélérer la montée en puissance du Conseil.

Si « M. Pasqua et son cabinet » ne sont pas les premières victimes du Conseil constitutionnel – ce qui est tout à fait exact –, c'est bien la preuve qu'au-delà des péripéties partisanes attisées par les médias, se pose un vrai problème de fond : quels sont donc les pouvoirs du Conseil en face du principe démocratique énoncé par l'article 3 de la Constitution : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum » ?

La véritable question est bien celle qu'a posée François Mitterrand dès 1982 : « De quoi se mêlent-ils ? » Au nom de quoi se

prononcent ces « sages », désignés de façon discrétionnaire, pour donner des leçons de morale constitutionnelle, dans le secret, à des représentants du peuple se déterminant en pleine clarté en conclusion de débats publics et qui, eux, courent le risque de la sanction électorale ? Sur quoi repose leur infailibilité pour dire le fameux « état de droit » dont tout le monde se réclame ? Le débat reste ouvert.

MICHEL AMELLER
ancien secrétaire général de l'Assemblée nationale

FOOTBALL

L'autre Marseille

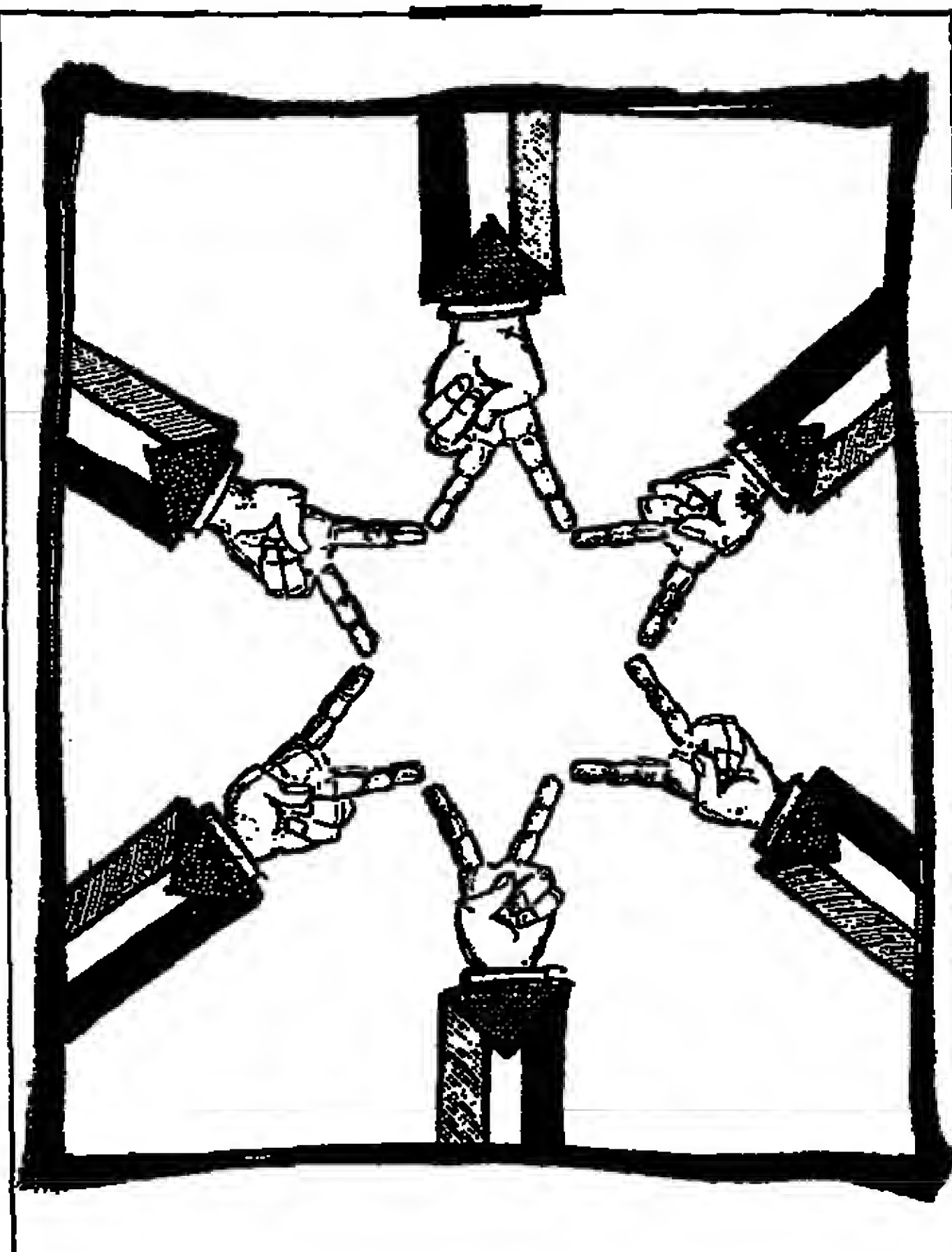
AINSI donc, à en croire les médias, l'Olympique de Marseille ayant été exclu de la Coupe d'Europe, tous les Marseillais se sont réveillés « groggy », « assommés », « indignés », « endeuillés », « désespérés », « humiliés », « saisis » encore ! Pour preuve, les témoignages télévisés de quelques supporters légitimement désemparés et de quelques retraités du Vieux-Port, prêts à toutes les pagnotades pour « passer à la télé ». Il faut croire que la Marseille où l'habite n'est pas la vraie, car je n'ai pas remarqué grand-chose, pour ma part, de cette universelle désolation.

Peut-être aussi qu'un jour un journaliste moins amateur de clichés que ses confrères réalisera-t-il que, si de nombreux Marseillais sont effectivement supporters de l'OM, il en existe beaucoup aussi qui ne s'intéressent ni au « foot » en général ni à l'OM en particulier, qui s'exaspèrent d'être systématiquement enrôlés sous une bannière qui n'est pas la leur... et qui s'indignent de voir une partie de leurs impôts locaux détournée, sous forme de subventions déguisées, pour payer les salaires indécentes de sportifs mercenaires !

Il est vrai que ces Marseillais-là ne « passent jamais à la télé » (pas assez folkloriques sans doute), mais on pourrait se souvenir d'eux de temps en temps, ne serait-ce que pour leur éviter l'humiliation (véritable celle-là) de constater que le seul qui ait dit des choses censées sur cette lamentable affaire, c'est Le Pen !

ROBERT CALISE
Marseille

TRAIT LIBRE



EST-OUEST

Ex-monnaie d'échange

LA reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP m'a fait pleurer de joie et d'espérance... tout en me laissant, néanmoins, un goût amer dans la bouche.

Cela fait de nombreuses années, déjà, que de grands hommes comme Arafat et Pérots occupent la scène et souhaitent la paix. Cela fait au moins d'aussi nombreuses années qu'une bonne partie des Palestiniens préféreraient s'entendre plutôt que se battre.

Mais il a fallu attendre. Attendre que cette zone du monde cesse d'être un enjeu, une monnaie d'échange économique et politique entre le bloc soviétique et le bloc nord-américain. Maintenant que l'Est et l'Ouest se promènent main dans la main – et c'est heureux –, Palestiniens et Israéliens peuvent enfin discuter.

Merci pour eux.

ALICE CENET
Paris

EXPOSITIONS

Périodes rouges et bleues

LES grandes expositions parisiennes (Matissse, par exemple) sont le lieu d'une cohue qui en interdit pratiquement l'accès aux handicapés et aux personnes en mauvaise santé. Pour tout un chacun, par ailleurs, l'afflux des visiteurs et les groupes organisés rendent impossible la contemplation dans le calme des œuvres exposées.

Il est bizarre que ces expositions soient les seules manifestations collectives pour lesquelles aucun choix n'est offert entre plusieurs niveaux de confort : car, qu'il s'agisse de matches sportifs, de théâtres ou de concerts, vous pouvez choisir la qualité des places que vous désirez. Ainsi, à l'Opéra populaire de la

Bastille, le prix des places s'échelonne entre environ 100 francs et 500 francs. Notre démocratique SNCF propose la première classe pour voyager confortablement dans le calme.

Il serait anormal, pour ces grandes expositions, d'instaurer des journées spéciales, d'une part, pour les porteurs de carte d'invalidité (et peut-être aussi pour les personnes de plus de soixante-quinze ans), et, d'autre part, pour tous ceux qui sont prêts à payer pour une visite dans le calme. A titre d'exemple, la semaine pourrait comporter quatre journées ordinaires, une journée « bleue » à tarif réduit pour les invalides et une journée « rouge » à tarif triple ; ou bien deux journées « rouges », les invalides ne payant que le tarif réduit.

JACQUES MELÈZE
Vaucluse

UN LIVRE

La douceur du ghetto

LA REINE ET LE CALLIGRAPHES de Moussa Abadi.
Editions Christian de Borja, 231 p., 80 F.

A l'heure où Israéliens et Palestiniens se tendent la main, voici l'histoire d'un autre temps : un temps où Juifs et Arabes vivaient côte à côte, dans une même ville, sans songer à s'affronter mais sans prétendre se confondre. Cette ville s'appelait Damas. C'était la capitale d'une province ottomane, la Syrie, qui allait passer sous mandat français en 1920, avant de devenir un Etat indépendant.

Moussa Abadi a eu le bonheur de passer son enfance et son adolescence dans le ghetto juif de Damas entre les deux guerres mondiales. Il a quitté la Syrie à l'âge de dix-neuf ans pour étudier à la Sorbonne, emportant avec lui des souvenirs inoubliables : les siens, mais aussi ceux de ses parents et de ses grands-parents. Plus d'un demi-siècle après, il nous restitue ce monde évanoui avec une fraîcheur étonnante et un réel bonheur d'écriture.

Nulle trace, dans ces pages, du climat de suspicion qui a entouré les Juifs syriens au cours

des dernières décennies. On n'y rencontre ni police secrète ni espions présumés à la solde d'Israël. Le petit peuple du ghetto que décrit Moussa Abadi vit paisiblement entre échoppe et synagogue, cérémonies rituelles et interminables parties de trébuchet. Du savetier au chaudronnier, du calligraphe en mal de clients au barbier qui élève des sangsues, ils cherchent seulement à boucler leurs fins de mois, à conjurer le sort et à s'offrir la miséricorde de « Celui qui voit tout ».

Saluons au passage le rabbin Hassoun qui « se rasait la gorge, se mouchoirait en trois temps, repliait son mouchoir ». N'oublions pas la pauvre jeune fille amoureuse, condamnée à se prostituer parce que coupable d'un baiser, et tous les demi-escrocs de cette délicate galerie de portraits : le faux talmudiste, la princesse sans royaume, le « courtier en trafics d'influence »... Le plus banal n'est pas ce musulman chite, unijambiste, élevant ses poussins au milieu du ghetto, minorité à lui seul au sein d'une minorité.

Avec de tels personnages et le talent de conteur de Moussa Abadi, qui a été pendant vingt ans critique dramatique à Radio-France, un roman pouvait s'im-

MÉDECINE

Le prix d'un ventricule

DANS le Monde du 18 août, le professeur Loisanne regrette l'insuffisance des fonds alloués pour l'acquisition de cœurs artificiels. 150 000 francs le ventricule, ce serait « donné » par rapport au salaire d'un sportif professionnel. Certes. Mais peut-on comparer le coût nécessaire pour la santé d'un homme à celui du transfert d'un joueur de football ?

Je propose au professeur Loisanne d'autres comparaisons : combien d'enfants mourraient-on vacciner dans les pays en développement, ou combien de traitements préventifs du rhumatisme articulaire aigu pourrait-on assurer avec le prix d'un seul ventricule électrique ou pneumatique ? Le financement des recherches sur les cœurs artificiels serait actuellement essentiellement assuré par des donateurs privés, ce que déplore le professeur Loisanne. Est-il licite, même dans les pays occidentaux, de souhaiter obtenir des fonds publics pour le développement de thérapies curatives aussi coûteuses ? La prévention primaire (lutte contre le tabagisme) ou secondaire (dépistage et traitement de l'hypertension artérielle et des dyslipidémies) des affections conduisant chez certains à la nécessité d'un remplacement cardiaque n'est-elle pas la vraie priorité ?

Le « problème essentiel, absent du débat public ou du discours politique », n'est-il pas le déséquilibre actuel entre médecine préventive et médecine curative, qui ne peut continuer à accroître encore les difficultés de prise en charge financière des actes médicaux que connaît actuellement notre système de soins presque exclusivement curatif ? Le « décalage croissant, de plus en plus insupportable », n'est-il pas dans les possibilités d'accès aux soins entre habitants des pays occidentaux et des pays en développement plutôt que dans la comparaison du nombre de zéros entre les sommes attribuées pour le financement des activités « ludiques » et celles destinées à la recherche sur des techniques qui ne bénéficieraient qu'à une minorité ?

D. ERIC LEDRU
médecin biologiste,
coopérant au Burkina-FasoPARIS
Musique et colère

MON fils Vincent, dix-huit ans, se trouvait, comme d'ailleurs bien d'autres jeunes, à Châtelet ce jeudi 2 septembre. Il était environ 18 heures quand il s'est vu charger par des CRS casqués, masqués, matraque au point, à ce point innocent qu'il ne s'est mis à courir qu'en voyant ses camarades et la foule déguerpier rapidement. Evidemment, personne n'en connaissait la raison !

Ce soir-là – 18 heures –, il y avait de la musique à Châtelet, mais pas un a-t-il pas tous les jours ? Est-ce un crime de jouer de la musique dans un endroit où justement les troubadours, baladins et autres bateleurs du vingtième siècle

viennent proposer leur art pour distraire ceux qui se rassemblent en ce lieu, jeunes, adultes de tous horizons, de tous milieux sociaux, oisifs provisoires, oisifs permanents, attirés par Beaubourg, les magasins du Forum, les restaurants, les cafés, et justement par ce spectacle permanent, d'ailleurs n'est-ce pas la vie, l'essence même de Paris ?

Ce quartier-là n'est pas particulièrement calme, tranquille. Le centre des grandes capitales est-il habituellement très calme, très tranquille ? Et la musique est, à tout le moins, moins bruyante que les moteurs des différents véhicules qui le sillonnent à longueur de jour... et de nuit.

« Ces violences urbaines spontanées » dont vous faites état dans votre article du 4 septembre sont nées tout simplement de l'intolérance grandissante des populations à l'égard de tout ce qui ne leur ressemble pas, de tout ce qui ne vit pas, ne respire pas comme elles ; mais est-ce le rôle des gardiens de la paix d'accourir à la moindre réclamation, de n'importe quel citoyen, pour n'importe quel objet, et risquer ces explosions de colère alors que, me semble-t-il, il est plus sage de calmer les intolérances en leur faisant remarquer que le tapage nocturne ne commence qu'à partir de 22 heures, et que lorsqu'on veut vivre dans le silence, on ne vient pas justement habiter là où l'agitation est permanente ?

REJANE DULIEU
Clichy

EMPLOI

Respectons le temps choisi

POURQUOI le Monde – c'est encore le cas dans le supplément « Initiatives » du 1^{er} septembre – s'obstine-t-il à assimiler « sous-emploi » et « temps partiel » ? Affirmer que le temps partiel « subi » augmente ne signifie pas que tout le temps partiel est du sous-emploi ! Pourquoi dévaloriser le temps partiel ?

Ayez un peu de considération pour le temps « choisi », qui est nécessairement du temps « partiel ». Et, en cette période de chômage, il n'est pas raisonnable de déconsidérer, auprès des personnes qui cherchent un emploi, les formes d'emploi qui se développent.

JEAN DE BODMAN
Paris

BERD

Honneur en cause

J'AI lu avec stupeur la lettre de J.M. Carpentier dans le Monde du 11 septembre. Je rappelle que je n'ai pas, et par personne, été accusé d'avoir « confondu », directement ou indirectement, la caisse de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) avec mon compte. Et que je n'ai jamais reçu de « facilités personnelles » représentant plusieurs millions de francs. Ce sont des abus, sans fondement et diffamatoires.

Tout au contraire, l'audit a établi que rien d'irrégulier n'avait été commis par personne, et en particulier par moi. Au contraire, il se trouve que la BERD était à ce moment débiteur à mon égard de sommes importantes que, par mon travail, je n'ai pas exigées. Cela fut reconnu et établi par écrit.

Je ne laisserai personne mettre mon honneur en cause. J'ai quitté la Banque de mon plein gré, en parfaite sérénité et sans aucun contentieux avec l'institution que j'ai créée et développée. De nombreux documents publics en témoignent.

JACQUES ATTALI
ancien président de la BERD

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Paiement immédiat

Le nombre de tués sur les routes françaises a dépassé le chiffre énorme de 9 000 en un an. Les statistiques font état d'une recrudescence des excès de vitesse.

Devant l'inefficacité dissuasive du permis à points, les pouvoirs publics ont un moyen radical pour faire lever le pied aux automobilistes. Il suffit, lors des contrôles de vitesse, de faire payer immédiatement l'amende aux contrevenants.

Cette nouvelle mesure aurait deux effets positifs : diminution quasi-certaine du nombre des victimes de la route et disparition des procès-verbaux classés sans suite. Ce phénomène est trop courant dans notre société qui est déjà, par ailleurs, trop riche en inégalités.

DIDIER MERCIER
Montbéliard

Le Monde	
Edité par la SARL Le Monde	
Comité de direction :	
Jacques Lecoq, gérant directeur de la publication	
Bernard Frenet, directeur de la rédaction	
Jacques Guille, directeur de la gestion	
Manuel Lucbert, secrétaire général	
Rédacteurs en chef :	
Jean-Marie Colombani, Robert Solé	
(adjoints au directeur de la rédaction)	
Thomas Frenet,	
Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon	
Daniel Vernet	
(directeur des relations internationales)	
Anciens directeurs :	
Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)	
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)	
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :	
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15	
Tél. : (1) 40-65-25-26	
Télécopieur : 40-65-25-89	
ADMINISTRATION :	
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX	
Tél. : (1) 40-65-25-25	
Télécopieur : 48-60-30-10	

قناة العالم

Les « attachés », auxiliaires de police en civil, massacrent impunément les partisans du retour du président Aristide, toujours prévu pour le 30 octobre

L'escalade de la terreur a continué, samedi 11 septembre, avec l'assassinat d'Antoine Izméry, un riche commerçant connu pour son engagement en faveur du retour du président Aristide. Les tueurs n'ont pas hésité à l'enlever en pleine messe et à l'exécuter sous les yeux des observateurs internationaux et des médias. Les victimes de la terreur sont toujours la police en uniforme n'a pas bougé. « Plus personne n'est à l'abri », commentait peu après cet assassinat l'une des personnalités dont le nom figure sur la « liste noire » des partisans d'Aristide menacés de mort. Jusqu'à présent, les victimes d'exécutions som-

Depuis son exil washingtonien, le président Aristide a accusé le général Cédras et le colonel François d'être responsables de la nouvelle vague de violence, la qualifiant de « deuxième coup d'Etat menaçant le rétablissement de la démocratie en Haïti ». La plupart des diplomates, qui pensaient que le général Cédras respecterait l'accord qu'il a signé, ne peuvent aujourd'hui que constater que « les bandes armées agissent avec la complicité évidente des militaires ».

Depuis deux mois et demi, la population vit dans l'attente du 30 octobre, date symbolique perçue comme la fin d'un long cauchemar par la grande masse des partisans d'Aristide. Selon plusieurs observateurs, la frustration qu'engendrerait le non-respect de cette échéance pourrait déboucher sur une explosion populaire aux conséquences imprévisibles.

JEAN-MICHEL CAROIT

De son côté, Hamas a démenti par la voie de son représentant ex

D'autre part, dans une résolution adoptée, jeudi, à Strasbourg, le conseil européen a lancé un appel à l'élaboration « d'un *plan international d'aide économique et sociale en faveur des territoires occupés* », plan auquel il faudra « associer des capitales arabes ». A cet égard, Nabil Chaath, président du comité politique de l'OLP, a rencontré, jeudi, à Bruxelles, les commissaires européens chargés de la politique extérieure, du développement et des transports. L'agitation des poudres du Liban, au siège de l'ONU, CEE, d'un responsable de la centrale palestinienne depuis la signature de l'accord de Washington. - (AFP).

« Je suis certain que dès que l'autorité nationale palestinienne sera instaurée, que ce soit l'autorité de l'autonomie ou celle sur Gaza et Jéricho, commencera une période de coopération constructive qui nécessitera les efforts de tous les Palestiniens pour

Yasser Arafat a enfin souhaité le succès d'une réunion de réconciliation entre les diverses factions palestiniennes, le mois prochain, au Yémen (le Monde du 17 septembre). « Cette réunion, a-t-il indiqué, aura pour objectif de permettre à tous les Palestiniens de participer au processus [de paix] afin que nous puissions mettre en place notre autorité nationale dans nos territoires libérés. »

ALEXANDRE BUCCIANI

AFRIQUE DU SUD

Le président Frederik De Klerk rencontré, jeudi 16 septembre, une délégation du parti zoulou Inkatha conduite par son chef, Mangosuthu Buthelezi. La réunion, qui avait pour objectif de ramener l'Inkatha à la table des négociations n'a pas eu les résultats escomptés.

Constat d'échec

Ainsi commencée, la réunion ne pouvait se conclure que sur un constat d'échec. Mais vers 18 heures, et contre toute attente, MM. De Klerk et Buthelezi annonçaient qu'ils avaient trouvé un terrain d'entente *« permettant de trouver une solution à [leurs]*

divergences constitutionnelles». En fait, les deux négociateurs sont convenus d'installer deux comités qui poursuivront la discussion.

En attendant, les divergences demeurent entre un président sud-africain convaincu qu'il faut organiser les élections et le chef d'un parti qui ne consentirait à sauter le pas que s'il était assuré de sa position future. Or des sondages persistants lui promettent tout, sauf un rôle de premier plan. M. Buthezelie multiplie donc les obstacles, cherchant notamment à ce que la nouvelle Constitution soit de la responsabilité d'experts, et non le fruit du suffrage universel. Aucune des nombreuses concessions

consentent tant par l'ANC que par le gouvernement n'a pu le faire dévier de sa ligne. Le mouvement de M. Mandela estime qu'il faut désormais dépasser ce blocage qui doit beaucoup au profil psychologique du chef Buthezi, un avis partagé par plusieurs ministres de Frederik De Klerk. De l'intérieur même de l'Inkatha des voix montent qui plaident pour aller de l'avant. Mais le chef de l'Etat se montre réticent à avancer sans M. Buthezi, comme s'il craignait d'afficher les relations privilégiées que l'Inkatha, précisément, l'accuse d'entretenir avec l'ANC.

GEORGES MARION

L'ONU se dit prête à dialoguer avec le mouvement du général Aïdidi

L'ONU est disposée au dialogue avec l'Alliance nationale somalienne (SNA), mais l'arrestation du chef de ce mouvement, le général Mohammed Farah Aïdid, est toujours à l'ordre du jour, a déclaré jeudi 16 septembre à New York l'amiral américain Jonathan Howe, représentant spécial des Nations unies en Somalie.

« Nous devons appliquer le mandat fixé » par l'ONU, a souligné l'amiral Howe. Le Conseil de sécurité exige l'arrestation du général Aïddi, tenu pour responsable de l'attaque du 5 juin, qui avait fait 24 morts parmi les « casques bleus » pakistanais. Pour mener à

bien sa mission à Mogadiscio, l'ONUSOM a besoin « de troupes supplémentaires. J'espère qu'aucun pays n'envisagera de retirer son contingent », a souligné l'amiral Howe. Le secrétaire général de l'ONU avait demandé le mois dernier l'envoi de trois mille hommes supplémentaires en Somalie.

A Rome, le ministre italien de la défense, Fabio Fabbri, a réclamé une « initiative énergique pour la reprise du dialogue et la recherche d'une solution pacifique » en Somalie après la mort de deux parachutistes italiens, tués mercredi soir à Mogadiscio. - (AFP.)

□ **MAROC** : Amnesty International réclame la libération d'un prisonnier d'opinion détenu depuis vingt-neuf ans. - Abdelhak Rouissi, « prisonnier d'opinion » qui a disparu il y a vingt-neuf ans, se trouve toujours en détention dans un état de santé grave », affirme le centre français d'Amnesty International, dans un communiqué rendu public, jeudi 16 septembre. L'organisation humanitaire estime, d'après « les informations reçues », que M. Rouissi « continue à être détenu parce que son état de santé est trop dégradé pour qu'il soit libéré ». - (AFP).

□ Le Front Polisario souhaite de nouveaux contacts directs avec le Maroc. - A l'issue de la dernière session ordinaire de son secrétariat national, le Front Polisario a déclaré, mardi 14 septembre, dans un communiqué, vouloir continuer « un dialogue et des négociations directes » avec le Maroc, au sujet de l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. - (AFP.)

Les 2^{èmes} Cycles de Management

IGS enseignement supérieur

- Ressources Humaines et Communication
- Finance et Contrôle de Gestion
- Qualité Totale et Gestion de Projet

10 mois de formation
7 mois de mission en

CONCOURS
2 SEPTEMBRE 1993

Admission : D'élèves de renseignement supérieur
diplômés d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maitrise...
qui souhaitent se préparer à ces postes de managers
supérieurs

Concours : Sessions 1993, Avril, Juin, Septembre

Renseignements tel : (1) 47.57.31.41

IGS, 126 rue Dancin 92300 Levallois-Perret
Tel. 01 47 32 01 94 - 01 47 32 01 95

Je souhaite recevoir une documentation détaillée des
 5èmes Cycles de Management
☐ Ressources Humaines et Communication
☐ Finances et Contrôle de Gestion
☐ Qualité Totale et Gestion de projet

Nom _____ Prénom _____ Age _____
 Adresse _____
 Code Postal _____ VRI e _____
 Niveau d'études _____ Tél _____

IGS, 120 rue Danton 92300 Levallois-Perret - Tél (1) 47.57.31.41

LE MONDE INITIATIVE : 14 Sept. 09

EUROPE

La mise au point d'un nouveau plan de paix et la situation en Bosnie-Herzégovine

Tandis qu'à Genève était conclu entre Serbes et Musulmans bosniaques un accord parallèle à celui de mardi entre Musulmans et Croates, les affrontements armés se sont poursuivis jeudi 16 septembre en Bosnie centrale. Le général Francis Bréchemont, commandant de la FORPRONU dans l'ex-Yougoslavie, a annoncé qu'il réunirait ven-

dredi à l'aéroport de Sarajevo les responsables militaires croates et musulmans pour discuter de la mise en œuvre de la trêve conclue entre leurs dirigeants politiques mardi à Genève.

Il a précisé qu'il envisageait d'augmenter le nombre des « casques bleus » stationnés en Bosnie centrale, région où, avec celle de Mostar, les affrontements

sont actuellement les plus violents. Les combats ont fait rage en particulier dans la nuit de mercredi à jeudi, autour de Gornji Vakuf, après une attaque croate contre des troupes musulmanes. D'autre part, l'armée bosniaque a annoncé qu'elle ouvrait une enquête sur le massacre mercredi de trente-quatre villageois croates à Uzdol, après

qu'un responsable de la FORPRONU, Cédric Thornberry, ait exigé des sanctions contre les auteurs de ces exactions. En Croatie, où une vive tension règne depuis quelques jours en Krajina, l'armée croate a commencé à se replier de la région de Gospić, où elle avait repris la semaine dernière trois villages aux forces sécessionnistes serbes.

Conformément à un accord prévoyant l'interposition d'un contingent de la FORPRONU, une compagnie de « casques bleus » canadiens est entrée jeudi après-midi à Duvno, l'un des trois villages concernés, après que l'armée croate, invoquant des « difficultés techniques », ait obtenu un délai pour son retrait. — (AFP, Reuters.)

Double capitulation

Suite de la première page

On ne manquera pas, bien sûr, de faire valoir qu'il n'y a pas violation du droit, puisqu'il s'agit d'un règlement négocié et librement accepté par chacun des belligérants. Mais chacun sait d'une part qu'il entérine l'essentiel des conquêtes réalisées par les armes et assure en particulier aux Serbes (contrairement à son prédécesseur, feu le plan Vance-Owen) la « continuité territoriale », c'est-à-dire le contrôle des régions du nord de la Bosnie, leur permettant de faire la jonction entre la République de Serbie et la région de Krajina qu'ils revendiquent en Croatie. D'autre part, il est clair que, si M. Izetbegovic finit par y souscrire, ce ne sera pas de son plein gré, mais parce que personne n'est plus prêt à entendre ses objections et qu'il n'a plus pour autre choix que d'appeler les siens à la poursuite d'une guerre sans espoir.

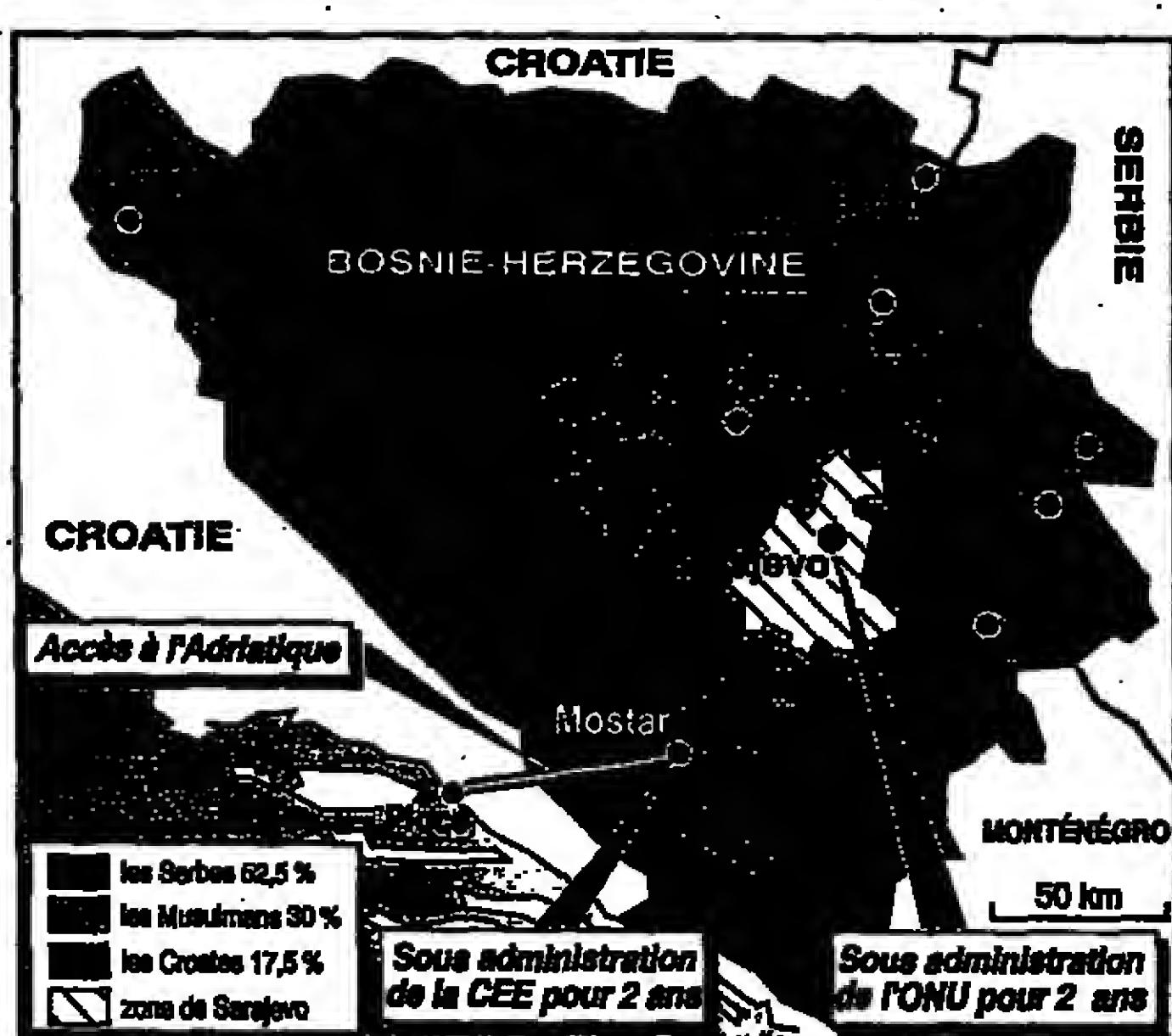
« Si aucune solution n'aboutit avant l'hiver, on va vers une énorme catastrophe humanitaire », répète-t-on à l'envi dans toutes les chancelleries depuis plusieurs semaines. Comme si les autres saisons étaient plus éloquentes en Bosnie. Comme si, en évoquant l'hiver d'un air compassé, on voulait en réalité faire comprendre à M. Izetbegovic qu'une échéance approche, que tout cela n'a que trop duré et qu'on n'attend plus

que lui pour y mettre un terme. Depuis que le plan de partage de la Bosnie en trois « Républiques ethniques » a été accepté par Serbes et Croates début juin, on assiste à un grand moment de diplomatie où la communauté internationale, tout en jurant, bien sûr, qu'il n'est pas question de faire pression sur quiconque, laisse entendre pesamment à la partie musulmane — pourtant officiellement reconnue comme la victime de la guerre — qu'elle doit signer sa reddition.

«Lâchage» américain

La visite que M. Izetbegovic a faite au début de ce mois à Washington a marqué, dans ce processus, une étape décisive. Le président américain, ayant encore une fois rejeté à Genève le plan qui lui était proposé, était allé s'en expliquer au Conseil de sécurité à New York, puis à la Maison Blanche, où il espérait encore trouver un allié. En Europe on tremblait : les conséquences de la politique américaine sur le sujet n'allaient-elles pas faire capoter le projet de règlement de MM. Owen et Stoltenberg ?

Le fait que Bill Clinton, lors de cette rencontre avec Alija Izetbegovic, n'ait plus fait allusion à une éventuelle levée de l'embargo sur les armes au profit des Musulmans,



le fait qu'il ait soutenu le plan de paix en s'engageant, sous conditions, à envoyer des soldats américains en Bosnie pour le faire appliquer ont été accueillis avec un soulagement non dissimulé dans les capitales européennes et à Genève, où l'on s'est félicité à haute voix que M. Izetbegovic eût enfin compris qu'il ne pouvait plus rien attendre de personne.

A ce « lâchage » américain se sont ajoutées de discrètes pressions européennes. En France on s'est évertué à noyer les réticences plus que vives que nourrissait l'Allemagne à l'égard du plan de paix, en entraînant Bonn dans des initiatives communes censées rendre

cette paix injuste moins douloureuse aux Musulmans bosniaques. En une heure, sur un coup de téléphone de David Owen, Paris (c'est-à-dire le Quart d'Oxygène, Matignon, l'Elysée) acceptait d'assumer sa part d'une administration provisoire de la ville de Mostar, que se disputent Serbes et Croates, et d'obtenir le soutien des autres Européens à ce projet. De concert avec l'Allemagne, la France proposait ensuite à M. Izetbegovic de lui construire un pont sur l'Adriatique, pourvu qu'il veuille bien s'entendre avec le président croate sur les modalités d'accès de sa future République à la mer.

«Il sera temps de réfléchir»

Et puis, on laissait aussi à Paris filtrer la menace d'un retrait des « casques bleus » de la FORPRONU (1), sous forme d'interrogation (combien de temps encore pourrait-on exposer la vie de 6 000 hommes ?) ou, moins délicatement, en faisant remarquer que M. Balladur n'est pas insensible à cet aspect des choses.

La France aura donc fait tout son possible, et sur tous les tons,

Menace d'éclatement

Suite de la première page

Les parties s'engagent également à « créer les conditions pour le libre passage des convois humanitaires ainsi que pour la liberté de mouvement de tous les civils ».

Au chapitre de « la supervision et de la sauvegarde des droits de l'homme dans les territoires sous le contrôle de l'armée de Bosnie-Herzégovine et de l'armée serbe bosniaque », les parties au conflit prévoient la création d'un groupe de travail, chargé également des modalités du « retour des réfugiés », tandis qu'une autre commission bilatérale examinera les problèmes relatifs au tracé des frontières entre les deux Républiques.

Ces questions sont loin d'être résolues et ce n'est pas la prochaine réunion de Sarajevo qui permettra de les régler d'un coup de baguette. M. Izetbegovic a d'ailleurs déjà indiqué qu'il ne renoncerait pas à ses revendications, portant notamment sur l'accès à la mer Adriatique, condition à ses yeux de la viabilité économique de son futur « mini-Etat ».

Un pas vers la « Grande Serbie »

D'autre part, en Bosnie centrale, de violents combats se poursuivent entre les forces croates et celles fidèles au président bosniaque pour le contrôle de certaines régions, et l'on voit mal comment un cessez-le-feu pourrait intervenir, comme par enchantement, samedi 18 septembre. « La situation ressemble un peu aux négociations de paix au Proche-Orient, conflictuelles et difficiles à plus tard ».

Mais la déclaration signée à Genève, jeudi, par MM. Izetbegovic et Krajinski, comporte un point entièrement nouveau et capital :

pour qu'aboutisse cet accord. Mais elle n'aura fait que cela et, dans une activité diplomatique tout entière tendue vers le seul objectif de l'arrêt des combats en Bosnie, elle aura, comme tout le monde, totalement oublié de penser à la suite. On l'admet d'ailleurs au Quart d'Oxygène : « Le premier objectif, c'est la paix. Après, il sera temps de réfléchir ».

La question la plus immédiate, si l'on veut faire en sorte que cette paix soit réelle, sera de rassembler une force internationale chargée de faire respecter le cessez-le-feu et le retrait des armements lourds. Cela suppose au bas mot 50 000 hommes, ce qui n'est pas envisageable sans une participation très conséquente des États-Unis. Or l'engagement pris par Bill Clinton de fournir la moitié de ces troupes est assorti de deux conditions.

D'une part, a dit le président américain, il devrait s'agir d'une force de l'OTAN et non pas de l'ONU : une condition qui, vu la désastreuse expérience que font actuellement les Américains en Somalie, n'est sans doute pas pure rhétorique. Les Français évidemment ne l'entendent pas ainsi, par doctrine, parce que « la légitimité d'une telle opération ne peut venir que de l'ensemble de la communauté internationale, c'est-à-dire de l'ONU », parce que les contributions des seuls pays membres de l'OTAN (moins l'Allemagne et la Turquie) n'y suffiraient pas, parce que, enfin, on accepterait mal, après dix-huit mois de présence sur un terrain où les Américains n'ont pas montré leur nez, que la direction d'une opération de maintien de la paix leur revienne.

Les aléas de la paix

L'autre condition mise par M. Clinton à l'envoi de « casques bleus » en Bosnie est l'approbation du Congrès. Elle n'est pas acquise d'avance, si l'on ajoute aux non-interventionnistes (qui depuis le début des conflits dans l'ex-Yougoslavie estiment qu'il ne faut pas s'en mêler) ceux qui, au contraire, arguent depuis toujours un engagement américain, mais qui, en bonne logique, trouveront ce plan de paix détestable.

Une fois les différends territoriaux réglés « d'un commun accord » entre Serbes, Croates et Musulmans, chaque République pourra, deux ans plus tard — le temps de stabiliser la situation, d'échanger des régions, voire des populations ? — organiser un référendum pour dire si « oui » ou « non » elle veut rester dans cette fameuse Union, et sans l'accord des deux autres composantes.

Cela veut dire, en clair, que les indépendantistes de Bosnie sont en passe de réaliser leur rêve : le rattachement à terme de leur République autoproclamée à la Serbie voisine, la « mère patrie ». A Belgrade, Slobodan Milosevic aura lui aussi fait un pas de plus vers son objectif secret — car il ne l'a jamais formulé officiellement : la constitution de la « Grande Serbie », la chance pour tous les Serbes de l'ex-Yougoslavie de « vivre ensemble dans un seul Etat ».

Une quatrième version

Un pas seulement, car ses amis sécessionnistes de Krajina (en Croatie) ne sont pas prêts d'obtenir la même indépendance, Zagreb n'ayant pas du tout l'intention de céder presque un tiers de son territoire. Cependant, les Croates de Franjo Tudjman ne sont pas mécontents du tout de ce projet d'accord pour la Bosnie puisque leurs frères d'Herzégovine pourront, eux aussi au même titre que les Serbes, se prononcer, par référendum, pour la sécession de l'Union et l'adhésion à la Croatie voisine.

Il n'est donc pas excessif de penser que l'Union des trois Républiques de Bosnie-Herzégovine, suivant un modèle fédéral très simple, proposée et négociée depuis la

Reste à savoir aussi à quel stade force de paix s'engagent et pour combien de temps. Il serait illusoire de croire que tous les conflits locaux vont se taire, que tous les combattants vont déposer les armes et que l'interminable exode des civils qui sillonnent depuis dix-huit mois les routes de Bosnie va cesser du jour au lendemain. Et il n'est pas exclu que la force de maintien de la paix soit appelée à organiser elle-même les derniers transferts de population, ce qui serait la triste image-symbole des prestations de la communauté internationale dans cette affaire.

Les conflits sur les délimitations territoriales ne sont pas tous réglés. Le projet d'accord laisse délibérément en suspens le sort de Sarajevo et de Mostar. La viabilité des petites enclaves musulmanes de Bosnie orientale, bords privés de tout arrière-pays au bout d'un « corridor » international surveillé, est illusoire : celle de la future mini-République musulmane, la « réserve d'Indiens » dont parlaient les dirigeants bosniaques, est plus qu'alarmante.

Enfin, à se crisper sur le seul objectif de la cessation des combats en Bosnie, à ne pouvoir s'élancer qu'à un seul sujet à la fois, on risque de redécouvrir, encore une fois trop tard, les autres conflits négligés de l'ex-Yougoslavie. Tout à son ardeur à faire aboutir le plan de paix pour la Bosnie, Alain Juppé promettrait, il y a quelques jours, aux dirigeants de Belgrade une levée progressive de l'embargo qui pèse sur la Serbie parallèle à la mise en œuvre de l'accord en Bosnie.

Sans se soucier du nouveau durcissement du régime serbe au Kosovo. Sans se préoccuper non plus de ce que pense Belgrade des revendications sécessionnistes des Serbes de Croatie, que l'éclatement annoncé de la Bosnie-Herzégovine et la vigueur qu'il redonne à l'idée de la « Grande Serbie » risquent de nouveau d'embraser. Le « temps de réfléchir » n'est-il pas déjà passé ?

CLAIRE THÉAN

(1) Voir l'entretien au Monde d'Alain Juppé (nos éditions du 2 septembre).

mois de mai par Lord Owen et Thorvald Stoltenberg n'aura qu'une durée de vie très limitée. Les médiateurs semblent d'ailleurs l'avoir compris puisque les documents de Genève soulignent qu'en cas de dissolution de cet Ent « tous les droits de l'Union, y compris le siège aux Nations unies, iraient automatiquement à la République à majorité musulmane », ce qu'a réclamé Alija Izetbegovic, qui ne se fait guère d'illusion, non plus, sur la permanence de cette Union de Bosnie au sein de laquelle environ 52 % du territoire revenaient aux Serbes, 30 % aux Musulmans et 18 % aux Croates.

C'est donc en réalité une quatrième version du plan de paix international qui se dessine aujourd'hui, et cette dernière montre peut-être avoir de meilleures chances d'être acceptée que les précédentes par les trois communautés, les Musulmans ayant compris que les États-Unis et les Européens n'avaient aucunement l'intention d'intervenir pour les défendre.

Autre signe que l'on se dirige vers un accord-cadre : jamais depuis le début du conflit la radio et la télévision officielles de Belgrade n'ont présenté, comme vendredi matin, avec autant de précision et de clarté un projet de règlement. Il n'a pas été immédiatement dénoncé, dans les termes caricaturaux habituels, comme « contraire aux intérêts de la nation ».

Si un « traité » est signé, mardi prochain, à l'aéroport de Sarajevo, les Serbes de Bosnie auront engrangé une nouvelle victoire. Et l'on peut déjà prévoir la suite : Slobodan Milosevic, arguant de sa « volonté de compromis », demandera la levée des sanctions économiques et commerciales internationales qui frappent la Serbie, des sanctions qui commencent, depuis quelques semaines, à avoir des effets dans le domaine des approvisionnements et à saturer une certaine gorge dans la population.

ALAIN DEBOVE

AUJOURD'HUI,
AVEC LA BAISSÉ DES TAUX,
TOUTES LES BANQUES VOUS CONSEILLENT
D'INVESTIR À LONG TERME.
MAIS JUSQU'OU S'ENGAGENT-ELLES ?

2

RUSSE : L'AMER

Eltsine tranche

Le président Eltsine a annoncé qu'il allait signer un décret pour la dissolution du parlement russe, le Duma, et pour la tenue d'élections anticipées. Cette décision a été accueillie avec surprise et inquiétude par les observateurs internationaux, qui craignent une dérive autoritaire du régime. Le décret stipule que les élections doivent avoir lieu avant la fin de l'année 1993.

Le décret a été signé par Eltsine à 14 heures, après une séance du conseil de sécurité. Le Duma, élu en septembre 1993, est considéré comme étant sous l'influence de la coalition d'opposition menée par Iouri Loukatchev. La dissolution du Duma est une mesure sans précédent dans l'histoire récente de la Russie.

Alexandre Soljenitsyne : effets du capitalisme

Le célèbre écrivain russe a exprimé ses inquiétudes quant à l'impact du capitalisme sur la société russe. Il estime que la poursuite de la réforme économique pourrait entraîner une dégradation de la situation sociale et morale du pays.

Les nouveaux chiffres

Les statistiques officielles indiquent une légère amélioration de la situation économique en Russie, malgré la persistance de la crise. Le PIB a augmenté de 0,5 % par rapport à l'année précédente, mais les indicateurs sociaux restent alarmants.

Le ministre de l'Intérieur a annoncé la mise en œuvre de nouvelles mesures de sécurité pour faire face à la situation d'urgence. Ces mesures incluent le renforcement des patrouilles et la surveillance accrue des zones à risque.

EUROPE

RUSSIE : le retour d'Egor Gaïdar au gouvernement

Boris Eltsine tranche en faveur des libéraux

Les « démocrates radicaux », qui désespèrent à nouveau de Boris Eltsine, peuvent reprendre courage, et les centristes, qui croyaient avoir le vent en poupe, sont en droit de s'inquiéter. Le président russe, après bien des tergiversations, semble avoir décidé de trancher dans le conflit qui paralyse depuis des mois le gouvernement. Prenant à peu près tout le monde à contre-pied, M. Eltsine a en effet annoncé, jeudi 16 septembre, son intention de faire revenir au gouvernement Egor Gaïdar, le jeune économiste « radical » qui incarne aux yeux des Russes la réforme économique libérale lancée en 1992.

MOSCOU

de notre correspondant

« C'est comme si le président marchait deux fois sur le même terrain », a immédiatement commenté un dirigeant centriste, Vassili Lipitski, un responsable de l'Union civique. M. Gaïdar devrait prendre, avec le titre de premier vice-ministre chargé de l'économie, la place d'Oleg Lobov, chef de file de l'aile « conservatrice », ou dirigiste, au sein de l'équipe gouvernementale, et qui depuis des mois avait déployé des efforts incessants pour faire triompher ses idées auprès du président Eltsine et était en conflit ouvert avec le ministre des finances, Boris Fiodorov, et celui des privatisations, Anatoli Tchoubaï.

Ala fin août, M. Lobov avait en particulier soumis à Boris Eltsine un projet qui remettait fondamentalement en cause la politique de privatisation menée jusqu'à présent, et auquel le président avait donné son accord de principe. Cependant, les « libéraux » avaient immédiatement fait le siège du président, pour le convaincre de changer — une fois de plus — d'avis, et il

semble qu'ils aient, provisoirement du moins, réussi. Une récente édition du conseil présidentiel, au cours de laquelle certains conseillers de Boris Eltsine avaient dit tout le mal qu'ils pensaient de M. Lobov et l'avaient notamment accusé de mener double jeu avec le Parlement, a sans doute fait pencher la balance.

Curieusement, la nomination de M. Gaïdar a été annoncée avant qu'il ait véritablement lieu. Boris Eltsine ayant lui-même précisé qu'il n'avait pas encore signé le décret. Le président était en train de visiter une base de troupes d'élite du ministère de l'Intérieur, qui porte toujours le nom de « Diejinskiy », le fondateur de la police politique bolchevique, lorsqu'on a lui demandé ce qu'il comptait faire pour mettre un terme au conflit au sein du cabinet. C'est alors qu'est tombé, à la surprise générale, le verdict. L'esprit des lieux, les circonstances ont-ils joué un rôle ? Boris Eltsine, coiffé du béret rouge des « unités spéciales », avait regardé une démonstration de close-combat et d'intervention antiterroriste.

Une stratégie de l'affrontement

En tous les cas, faire revenir au gouvernement M. Gaïdar est une manière de repartir au combat, de relancer la grande offensive politique annoncée en août dernier, et qui, après force roulements de tambours, avait paru se perdre dans les bous d'un automne précoce. Les accusations de corruption lancées contre le vice-président Roudskoi et puissamment médiatisées n'ont en effet toujours pas été sérieusement étayées, le processus de révision constitutionnelle avance à allure d'escargot, et à peu près plus personne n'était prêt à parler un kopec sur la tenue d'élections législatives anticipées avant l'hiver (sauf, apparemment, M. Eltsine lui-même, qui au cours d'une récente réunion avec des écrivains aurait même, selon la *Komsomolskaya*

Pravda, mentionné une date, celle du 28 novembre).

Le retour annoncé de M. Gaïdar — un homme honni des conservateurs et très peu apprécié des centristes — semble donc confirmer le choix d'une stratégie de l'affrontement ; et cela au moment même où M. Eltsine paraissait avoir définitivement renoncé à faire passer en force l'adoption d'une nouvelle Constitution, et où l'on recommençait à parler de compromis avec le Parlement. Jeudi, au moment même où le président lançait sa petite « bombe », le premier ministre Viktor Tchernomyrdine plaquait d'ailleurs publiquement pour l'instant, pour la recherche d'une solution constitutionnelle satisfaisante pour les différentes parties en présence.

La nomination de M. Gaïdar place d'ailleurs l'actuel premier ministre dans une situation délicate. Quand il avait succédé en décembre dernier à M. Gaïdar, sacrifié à l'époque sur l'autel de la coopération avec les centristes, M. Tchernomyrdine avait en effet tenu à marquer sa différence, et depuis, les ailes de l'ambition politique personnelle lui ont très visiblement poussé. Officiellement, la décision a été prise d'un commun accord entre lui-même et le président, et, ce vendredi 17 septembre, M. Tchernomyrdine a même affirmé qu'il avait lui-même avancé la candidature de M. Gaïdar. Cependant, il a aussitôt ajouté que cette nomination ne signifiait « rien de particulier ». Sur un ton plutôt condescendant, il a précisé que M. Gaïdar « ferait ce que le chef du gouvernement lui dirait de faire ».

Comme s'il tenait à bien marquer que rien, fondamentalement, n'était changé, M. Tchernomyrdine a aussi déclaré qu'il y avait place dans le gouvernement pour des « gens d'opinion différente ». Et pour rendre les choses encore un peu plus claires, il a annoncé que M. Lobov — l'homme qui doit occuper la place au sein du gouvernement — serait « promu à poste plus

élevé, dans l'administration présidentielle ».

C'est dire que la nomination de M. Gaïdar, qui devrait être bien accueillie par des responsables occidentaux avides d'y voir un peu plus clair dans les intentions de M. Eltsine, ne lève pas, loin de là, toutes les incertitudes. On imagine mal que M. Tchernomyrdine, cadre soviétique assez traditionnel, se laisse voler la vedette par ce jeune homme brillant et un peu bruyant qui avait brusquement surgi au firmament d'une démocratie russe naissante. Et on imagine encore plus mal que M. Gaïdar accepte de se conduire en subordonné bien sage, dans un cabinet où il retrouvera quelques rescapés de sa propre équipe.

Trous béants

D'autres nominations — au sein d'un cabinet qui comporte plusieurs trous béants — pourraient apporter d'utiles indications sur le nouvel équilibre des forces. Le ministère de l'Information reste ainsi à pourvoir, depuis la démission de son titulaire, M. Fedotov. Dans ce domaine, c'est toujours Mikhaïl Pitolarnine qui tire les ficelles, — comme il n'a jamais cessé de le faire depuis qu'il avait lui-même été écarté du gouvernement — au même moment que M. Gaïdar. Mais le retour officiel de ce grand amateur de pugilats politiques, apparemment assez peu apprécié par M. Tchernomyrdine, serait sans aucun doute considéré comme une « provocation » supplémentaire de la part des centristes et des conservateurs. Il faudra bien aussi finir par nommer un successeur au ministre de la sécurité, M. Baranikov, relevé de ses fonctions en juillet — mais pour cela, l'accord du Parlement est nécessaire, ce qui explique que M. Eltsine ait tardé à prendre une décision.

JAN KRAUZE

GÉORGIE : après de multiples violations du cessez-le-feu

Moscou met sévèrement en garde les Abkhazes

La télévision géorgienne a annoncé que le chef de l'Etat, Edouard Chevardnadze, est sorti une nouvelle fois indemne, jeudi 16 septembre, de tirs d'artillerie visant le quartier général des forces géorgiennes à Soukhoumi. Dans la grande ville balnéaire d'Abkhazie, le cessez-le-feu observé depuis près de deux mois a été violé mercredi soir par les « séparatistes » de l'ouest du pays.

Deux fois déjà, lorsque Soukhoumi était sur le point de tomber aux mains des forces abkhazes — soutenues par l'armée russe, bien que Moscou ait toujours proclamé sa neutralité — M. Chevardnadze avait essayé des tirs en se rendant sur place. Cette fois-ci, son départ de Tbilissi pour le front a été particulièrement dramatique, accompagné d'un message télévisé au président Eltsine : « Le peuple géorgien se sent à nouveau trahi, à-t-il dit. Nous n'avons plus d'armes pour nous défendre et nous prenons l'aviation pour défendre la ville avec ses habitants, les mains nues ».

Vingt tués à Soukhoumi

La Russie s'était portée garante du cessez-le-feu signé fin juillet entre les chefs de la petite minorité abkhaze et les Géorgiens, à des conditions très favorables aux premiers : les forces russes restaient sur place, celles des Géorgiens se retirèrent de l'Abkhazie, qui devait retrouver un statut d'autonomie. C'est d'ailleurs en qualifiant cet accord de trahison que les partisans de l'ex-président géorgien Zviad Gamsakhourdia, qui tiennent la Mingrelie (région séparant l'Abkhazie du reste de la Géorgie), ont repris leur offensive armée, provoquant la crise politique de mardi dernier : M. Chevardnadze a dû menacer de démissionner pour obtenir l'imposition de l'état d'urgence en Géorgie, afin de tenter de réduire la rébellion « zviadiste ». Une rébellion

dont ont profité les Abkhazes pour passer à l'offensive, sans que l'on sache s'il s'agit d'une initiative locale d'habitants abkhazes toujours enclavés par des Géorgiens dans la région d'Ochamchira, ou si les dirigeants abkhazes ont voulu pousser leur avantage, en marquant aussi leur mécontentement quant aux « lenteurs » du retrait militaire géorgien et aux accords, notamment économiques, signés cette semaine entre Moscou et Tbilissi. Quelque 300 combattants abkhazes sont ainsi entrés dans Soukhoumi, prenant le contrôle de la gare et d'autres points stratégiques, après avoir massivement bombardé la ville ; des installations sur l'aéroport ont été atteintes et brûlées. Selon Tbilissi, il y aurait eu vingt tués et plus de cent blessés.

Après un entretien téléphonique entre MM. Chevardnadze et Eltsine, le gouvernement russe a condamné l'offensive abkhaze, qualifiée de « violation grossière des accords du 27 juillet » et exigeant que les forces abkhazes se retirent. Le ministre de la Défense, Pavel Gratchev, s'est rendu sur place et a rencontré, jeudi, le président abkhaze Vladislav Ardzimba dans sa place-forte de Goudaouta. Il devait rencontrer M. Chevardnadze vendredi à Soukhoumi.

D'autre part un avion militaire russe Soukhoï-25 s'est écrasé jeudi soir entre Goudaouta et Soukhoumi, entraînant la mort du pilote, selon l'agence Interfax. Cette agence a aussi annoncé que les troupes russes ont reçu l'ordre d'intervenir pour arrêter la progression des troupes abkhazes et faire respecter le cessez-le-feu. Ce serait le premier cas d'intervention officielle de l'armée russe dans un conflit de l'ex-URSS. De son côté, le commandé en chef de l'ONU a condamné jeudi soir la « très sérieuse violation » du cessez-le-feu par les forces abkhazes. — (AFP, AP, Reuters)

in en Bosnie-Herzégovine

responsable de la FORPRONU, Vukobratovic, a été tué des tirs de snipers les auteurs de ces exécutés. C'est une vive tension qui a dominé les jours en Krupina, route à double sens de la région de Gornji, où elle avait séquestré depuis trois villages des sécessionnistes serbes.

pour qu'aboutisse cet accord. Mais elle n'a rien fait de cela et, dans une activité diplomatique tout entière tendue vers le seul objectif de l'arrêt des combats en Bosnie, elle aura, comme tout le monde, totalement oublié de penser à la suite. On l'admet d'ailleurs au « Quai d'Orsay » : « Le premier objectif, c'est la paix. Après, il sera temps de réfléchir ».

La question la plus immédiate, si l'on veut faire en sorte que ce paix soit réelle, sera de rassembler une force internationale chargée de faire respecter le cessez-le-feu et le retrait des armements lourds. Cela suppose au bas mot 30 000 hommes, ce qui n'est pas envisageable sans la participation d'un contingent des Etats-Unis. Or l'engagement pris par Bill Clinton de fournir la moitié de ces troupes est assorti de deux conditions.

D'une part, a dit le président américain, il devrait s'agir d'une force de l'OTAN et non pas de l'ONU : une condition qui, vu la détestable expérience que font actuellement les Américains en Somalie, n'est sans doute pas purement rhétorique. Les Français évidemment ne l'ont entendue pas ainsi, par doctrine, parce que « la légitimité d'une telle opération ne peut venir que de l'ensemble de la communauté internationale, c'est-à-dire de l'ONU », parce que les contributions des seuls pays membres de l'OTAN (moins l'Allemagne et la Turquie) n'y suffisent pas, parce que, enfin, on ne peut pas, après dix-huit mois de présence sur un terrain où les Américains n'ont pas montré leur nez, que la direction d'une opération de maintien de la paix leur revienne.

Les aînés de la paix

L'autre condition mise par M. Clinton à l'envoi de « casques bleus » en Bosnie est l'approbation du Congrès. Elle n'est pas acquiescée d'avance, si l'on ajoute aux non-interventionnistes (qui depuis le début des conflits dans l'ex-Yugoslavie raillent qu'il ne faut pas s'en mêler) ceux qui, au contraire, prouvent depuis toujours un engagement américain, mais qui, en Bosnie, trouvent le plan de paix décevant.

Une fois les différends territoriaux réglés d'un commun accord entre Serbes, Croates et Musulmans, chaque République pourra, deux ans plus tard — le temps de stabiliser la situation, d'échanger des régions, voire des populations — organiser un référendum pour dire si « oui » ou « non » elle veut rester dans cette fameuse Union, et sous l'accord des deux autres communautés.

Cela veut dire, en clair, que les indépendantistes serbes de Bosnie sont en panne de réaliser leur rêve du rattachement à terme de leur République autoproclamée à la Serbie voisine, la « mère patrie ». A Belgrade, Slobodan Milosevic a lui-même fait un pas de plus vers son objectif secret — car il ne faut jamais oublier officiellement la constitution de la « Grande Serbie », la chance pour tous les Serbes de l'ex-Yugoslavie de vivre ensemble dans une « seule Etat ».

Une quatrième version

Un pas seulement, car ces armées sécessionnistes de Krajina (en Croatie) ne sont pas prêts d'abandonner leur indépendance. Zagreb n'avait pas du tout l'intention de céder presque un tiers de son territoire. Cependant, les Croates de Franjo Tudjman ne sont pas insensibles au tout de ce projet d'accord pour la Bosnie puisque leurs frères d'Herzégovine ont tout de suite, au même titre que les Serbes, se proposent, par le rendement, pour la réintégration de l'Union et l'adhésion avec la Croatie voisine.

Il n'est donc pas excessif de penser que l'Union des trois Républiques de Bosnie-Herzégovine, en suivant un modèle fédéral très simple, pourrait être adoptée depuis le

Reste à savoir si la force de paix s'empare de combien de temps. Il faut croire que les Croates vont se faire les combattants tout seuls, des civils qui s'insurgent huit mois les Russes de l'ONU, n'est pas exclu que la maintenance de la paix soit organisée elle-même les transferts de population, serait la triste image des prestations de la communauté internationale dans cette

Les conflits sur les territoires ne sont pas terminés. Le projet d'accord signé jeudi en suspens le sort de Jevro et de Mostar, la ville des petites enclaves musulmanes de Bosnie orientale, bonjour les confusions ! Les « corridors » internationaux, c'est-à-dire les futures mini-Républiques, mane, la « réserve d'habitants » des parties des dirigeants locaux est plus qu'ambigüe.

Enfin, à se crisper sur l'objectif de la cessation des combats en Bosnie, à ne pas laisser passer un seul jour sans risque de rétrogradation, les forces trop tard, les conflits neiges de l'hiver, et tout à son tour, la situation de la paix en Bosnie, Alan Jupp, qui a quelques jours, au siège de Belgrade une lettre, au nom de l'embargo qui passe mal, paraît-il, à la mise en place de l'accord en Bosnie.

Sur le soutien du droit, c'est-à-dire le régime des Kosovo. Sans se priver plus de ce que pense l'Agence de Croatie, les Serbes de Croatie, qui ont annoncé de la Bosnie, et la vague qui monte de la « Grande Serbie » et les nouvelles d'adhésion, la « réflexion » n'est pas de la

CLAUDE

mois de mai par Lord B. Howard Soljenitsyne, directeur de vie très haute méditerranéenne, semble-t-il, l'Agence de Croatie, qui ont annoncé de la Bosnie, et la vague qui monte de la « Grande Serbie » et les nouvelles d'adhésion, la « réflexion » n'est pas de la

une fois les différends territoriaux réglés d'un commun accord entre Serbes, Croates et Musulmans, chaque République pourra, deux ans plus tard — le temps de stabiliser la situation, d'échanger des régions, voire des populations — organiser un référendum pour dire si « oui » ou « non » elle veut rester dans cette fameuse Union, et sous l'accord des deux autres communautés.

Cela veut dire, en clair, que les indépendantistes serbes de Bosnie sont en panne de réaliser leur rêve du rattachement à terme de leur République autoproclamée à la Serbie voisine, la « mère patrie ». A Belgrade, Slobodan Milosevic a lui-même fait un pas de plus vers son objectif secret — car il ne faut jamais oublier officiellement la constitution de la « Grande Serbie », la chance pour tous les Serbes de l'ex-Yugoslavie de vivre ensemble dans une « seule Etat ».

Une quatrième version

Un pas seulement, car ces armées sécessionnistes de Krajina (en Croatie) ne sont pas prêts d'abandonner leur indépendance. Zagreb n'avait pas du tout l'intention de céder presque un tiers de son territoire. Cependant, les Croates de Franjo Tudjman ne sont pas insensibles au tout de ce projet d'accord pour la Bosnie puisque leurs frères d'Herzégovine ont tout de suite, au même titre que les Serbes, se proposent, par le rendement, pour la réintégration de l'Union et l'adhésion avec la Croatie voisine.

Il n'est donc pas excessif de penser que l'Union des trois Républiques de Bosnie-Herzégovine, en suivant un modèle fédéral très simple, pourrait être adoptée depuis le

En visite en France

Alexandre Soljenitsyne dénonce les effets du capitalisme dans l'ex-URSS

Invité de Bernard Pivot vendredi 17 septembre de l'émission « Bouillon de culture », diffusée à 20 h 30 sur France 2, Alexandre Soljenitsyne a vivement critiqué, dans un entretien publié à Zurich par la *Weltwoche*, la situation actuelle en Russie, où l'arrivée du capitalisme a conduit « à des com-

portements sauvages et repoussants » et où sévit, selon lui, « une bureaucratie pire que celle des communistes ». L'écrivain s'en est pris également à Mikhaïl Gorbatchev, affirmant que « les six ou sept ans qu'il a passés au pouvoir ont été un gâchis » et que l'Occident a « exagéré son importance ».

Les nouveaux chiffres du goulag

Au moment où le plus célèbre des dissidents soviétiques, Alexandre Soljenitsyne, n'est pas sans intérêt de réexaminer son *Archipel* à la lumière des révélations récentes sur le système concentrationnaire soviétique. C'est ce que vient de faire l'historien Nicolas Werth dans le dernier numéro du mensuel *L'histoire*, dans un domaine où rien ne pouvait se faire sans un accès direct aux archives officielles, celles des statistiques (1). Beaucoup de ces chiffres avaient déjà été publiés dans la presse de la glasnost à partir de 1989, mais cette synthèse offre une bonne idée du tableau d'ensemble.

Soljenitsyne, qui avait été le premier à affirmer que « tout serait connu » un jour, et cela de son vivant, ne peut que se réjouir, même si ces chiffres conduisent à réviser à la baisse ses propres estimations. La population totale de l'Archipel n'était pas de dix millions de personnes à la fin du règne de Staline, comme il l'estimait lui-même, voire de quinze millions, comme le pensaient d'autres auteurs occidentaux, mais de 2 à 2,5 millions. D'environ 500 000 personnes en 1934, on passe à 1 668 200 en 1940, à la fin des grandes purges, puis, après une décade à un peu moins de 1,2 million pendant la guerre, à un sommet de 2 528 036 au 1^{er} janvier 1951.

Tout cela ne change rien à l'horreur d'un système dont cette froide comptabilité ne rend compte que très imparfaitement. Ainsi, la « décade » constatée en 1942-1944 s'explique par quelques libérations, mais surtout par une terrible mortalité parmi des détenus plus affaiblis que jamais : jusqu'à 250 000 morts dans les camps pour la seule année 1942 — 17,6 % du

total. Si l'on connaît d'autre part le nombre des personnes condamnées à mort et fusillées (786 098 entre 1930 et 1953), aucune statistique ne rend compte des personnes condamnées à la détention et qui ne sont jamais arrivées à destination, au terme d'un transfert effectué dans des conditions effroyables. Il faut ajouter aussi les « colons spéciaux » qui, tout en étant déportés, ne faisaient pas partie du goulag proprement dit : plus de 2,7 millions de personnes au 1^{er} janvier 1953, essentiellement des peuples déportés pendant la guerre, des Allemands aux Baltes en passant par les Caucasiens.

Deux autres données permettent une évaluation plus globale : une note envoyée à Khrouchtchev le 1^{er} février 1954 par le procureur général Roudenko et publiée en 1990 par l'hebdomadaire moscovite *Argumenty et fakty* signalait que, depuis 1921 jusqu'à cette date, 3 777 380 personnes avaient été condamnées en URSS pour « crimes contre-révolutionnaires ».

Erich Honecker hospitalisé au Chili. — L'ancien chef de l'Etat allemand, Erich Honecker, atteint d'un cancer, a dû être hospitalisé, mercredi 15 septembre, dans une clinique de Santiago du Chili, où il réside depuis que la justice allemande l'a libéré pour raisons médicales, le 13 janvier dernier. Quelques heures plus tard, on apprendait la condamnation par un tribunal de Berlin, (*Le Monde* du 17 septembre), de trois de ses anciens collaborateurs, Heinz Kessler, Fritz Streletz et Hans Albrecht, à des peines de prison, pour leur responsabilité dans la mort des fugitifs est-allemands. — (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : victoire de l'extrême droite dans une élection municipale. — Le Parti national britannique (BNP) a remporté de justesse, jeudi 16 septembre, sa première victoire dans une consultation électorale : son candidat, Derek Beackon, a été élu au conseil municipal de Millwall, une commune ouvrière de la banlieue de Londres où réside une forte communauté asiatique. C'est en faisant campagne sur le thème d'une « Grande-Bretagne pour les Blancs » que M. Beackon est parvenu à obtenir 1 480 voix contre 1473 à son concurrent travailliste. Millwall avait été ces derniers mois le théâtre de plusieurs agressions à caractère raciste. — (AP)

AUJOURD'HUI,
LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
S'ENGAGE SUR UN LONG TERME
SÛR ET PERFORMANT.



NOUVEAU QUANTOR. LE PLACEMENT À DOUBLE GARANTIE.

A une époque où investir à court terme est devenu moins attrayant, rien n'est plus évident que de vous conseiller le long terme. Encore faut-il en accepter les risques ! Avec le nouveau Quantor, la Société Générale vous permet d'investir en bourse à long terme avec la double garantie de pouvoir profiter de la hausse de la bourse sans risquer votre capital. ■ Performance. Vous touchez 50 % de la hausse du CAC 40 au terme de votre placement. Si cela vous est plus favorable, la Société Générale vous garantit un rendement au minimum de 4 % l'an capitalisé. ■ Sécurité. Vous récupérez en fin d'investissement votre capital initial (hors droits d'entrée et hors rachats éventuels), majoré de la performance garantie. De plus, le nouveau Quantor existe en deux options fiscales particulièrement avantageuses : PEA (5 ans) ou Assurance-Vie (8 ans). Vous pouvez souscrire Quantor à la Société Générale du 15 septembre au 9 novembre 1993 au soir. **NEUVEAUX**



CONJUGUONS NOS TALENTS.

EUROPE

POLOGNE : les élections législatives

Les anciens communistes menacent les héritiers de Solidarité

En désignant, dimanche 19 septembre, leurs députés et leurs sénateurs, les électeurs polonais pourraient infliger un sérieux revers aux héritiers de Solidarité qui, depuis quatre ans, les ont menés sur le chemin de la démocratie et de l'économie de marché.

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Une fois de plus la Pologne va étonner le monde. Du moins si l'on en croit les derniers sondages officiels dont la publication est interdite en fin de campagne et qu'il convient toujours de traiter avec la plus grande prudence ici, comme l'ont prouvé les deux derniers scrutins nationaux (élection présidentielle en 1990, législatives en octobre 1991).

L'ambiance dans les QG électoraux confirmait, en tout cas, en cette fin de semaine, les tendances des sondages. Hilarie dans son bureau où il accueille, dans un nuage de Marlboro, un défilé incessant de visiteurs, Józef Oleksy, l'un des dirigeants de l'ancienne gauche démocratique (SLD), le parti des anciens communistes ironise sur la « catastrophe » que présenterait ses adversaires si le SLD arrive en tête dimanche soir : « Le chef de l'Union chrétienne nationale ne dort plus car le concordat est menacé. Geremek s'arrache la barbe car l'OTAN ne voudrait plus de nous. L'Eglise craint que voter SLD est un péché capital. Les riches ne donneront plus de lait, les chiens se mettront à miauler. Préparez les tickets de rationnement ! » Autre favori, le Parti paysan (PSL), héritier direct du Parti paysan PZC qui fut l'irréprochable allié du Pologne des décennies durant et cristallisation aujourd'hui la frustration du monde rural (un tiers de la population polonaise). Ses partisans attendent avec confiance les résultats du scrutin, se déclarant déjà prêts à former un gouvernement de coalition avec les autres partis qui accèdent au Parlement quels qu'ils soient — preuve de la grande souplesse idéologique du PSL.

Est-ce possible ? Les Polonais, champions de l'anticommunisme, premiers à avoir donné à l'Europe de l'Est en 1980 un syndicat indépendant, puis en 1989 un chef de gouvernement démocrate, s'apprentissent-ils vraiment à ramener « les rouges » au pouvoir ?

Adaptation humaine

La réponse, bien sûr, est moins simpliste. S'il est fort plausible que les ex-communistes ou le Parti paysan arrivent en tête dimanche, ce sera, selon toute probabilité, avec moins du quart des suffrages exprimés, chiffre qu'un fort taux d'abstentions devrait encore relativiser. Commencera alors, en vue de la formation d'un gouvernement, le grand jeu des coalitions qui, pour l'instant, reste très ouvert. D'autre part, « les rouges » se sont transformés en honorables ou presque sociaux-démocrates. Renouant avec son nom d'avant-guerre, le PSL a réussi à faire oublier ses compromissions. Les ex-communistes se sont rachetés une conduite et, à bien des égards, le SLD défend aujourd'hui des positions tellement libérales qu'on les qualifierait en Occident de droite. Ecouter certains chefs du SLD, comme le séminariste Aleksander Kwasniewski ou le jovial Józef Oleksy, professeur leur foi dans l'économie de marché, admettre la nécessité de limiter le déficit budgétaire à 5 % du PNB, « avec, peut-être, une marge de manœuvre de 1/2, maximum 1 % », suggérer un meilleur contrôle de l'attribution des allocations-chômage afin de distinguer les vrais des faux chômeurs ou soutenir la volonté d'adhésion de la Pologne à l'OTAN... permet tous les espoirs sur les capacités d'adaptation humaine si l'on se souvient qu'il y a seulement quatre ans, ils étaient tous deux ministres d'un gouvernement communiste.

Avec un assez remarquable cynisme, les ex-communistes font aujourd'hui valoir leurs états de service démocratiques, affirmant que beaucoup parmi eux s'étaient opposés « de l'intérieur » au totalitarisme, vont jusqu'à prétendre que c'est grâce à leurs voix que le plan Balcerowicz de transition radicale à l'économie de marché a été adopté — omettant au passage que c'est aussi à cause de leurs voix que le gouvernement de M. Suchocka est tombé, le 28 mai dernier, provoquant ces élections anticipées.

« Si notre succès se confirme dimanche, finit malgré tout par reconnaître M. Oleksy, ce ne sera pas un phénomène entièrement mérité. » En réalité, M. Oleksy et d'autres observateurs commencent déjà à douter de l'ampleur de ce succès tellement anéanti qu'il devrait en toute logique susciter, en fin de campagne, une mobilisation des forces anticommunistes, et notamment des prêtres en chaire dimanche matin.

Autocritique de M. Geremek

Il n'en reste pas moins qu'un vote en faveur d'un parti issu de l'ancien régime et une défaite du camp de Solidarité auraient un impact psychologique considérable dans la région où la Pologne a un rôle de pionnier en matière de réforme économique. Ces élections sont certes saluées politiquement, car la Diète précédente, morcelée à l'extrême, n'était plus viable, et la nouvelle loi électorale introduisant un seuil de 5 % des suffrages devrait limiter cette fois le nombre de partis représentés au Parlement. Mais économiquement, elles tombent au pire moment : alors que, unique en Europe, le gouvernement polonais peut se targuer cette année d'une croissance de 4 % de son PNB, les effets de cette réforme ne sont pas encore perceptibles par le gros de la population, frappée de plein fouet par l'apparition brutale du chômage (15,2 % de la main-d'œuvre). « Il

faut comprendre qu'après les élections, il ne sera plus possible de continuer la même politique économique », dit Karol Modzelewski, l'un des chefs de l'Union du travail, seul parti issu de Solidarité à progresser, sans doute parce qu'il s'est proclamé ouvertement de gauche. C'est là, en effet, le grand enjeu de ce scrutin : la poursuite de la voie polonaise des réformes économiques.

Défendant jeudi devant la presse, avec sa sérénité coutumière, le bilan de quatre ans de réformes, le premier ministre Hanna Suchocka ne pouvait s'empêcher de relever « une sorte de nostalgie pour l'ancien régime qui garantissait la sécurité, même à un niveau très bas ». Cette nostalgie, avertit-elle, « c'est le retour à la nulle part, au néant. Il faut créer une conscience politique dans la société ».

Chef de la campagne électorale de l'Union démocratique (UD), le parti de M. Suchocka, un des héritiers libéraux de Solidarité, le professeur Bronisław Geremek, lui, a déjà commencé un terrible examen de conscience : « Nous avons négligé les possibilités d'intervention de l'Etat dans le secteur public, dans l'agriculture, nous dit-il aujourd'hui. Nous avons été incapables de dire où étaient nos erreurs. Nous avons essayé de convaincre que nous étions sur la juste voie en perdant le contact avec une masse de souffrances humaines et de pauvreté. Nous n'avons pas su amorcer les conséquences sociales de la réforme. Peut-être avons-nous trop compté sur l'aide de l'Occident... »

Aurait-il fallu aussi, à la chute de l'ancien régime, condamner, rompre clairement avec ces forces communistes qui s'approprient aujourd'hui à gagner une légitimité ? « Je me pose ces questions », répond M. Geremek. Nous n'avons pas eu assez d'imagination. Ce serait mon échec personnel ».

SYLVIE KAUFFMANN

ITALIE : le meurtre d'un prêtre « en mission » contre la Mafia

« Don Pino » assassiné

ROME

de notre correspondant

Il s'appelait Padre Giuseppe Puglisi, mais beaucoup l'appelaient tout simplement « Don Pino », à Brancaccio, ce quartier parmi les plus déshérités de Palerme, où en janvier dernier, avec trois sous et quelques bonnes volontés, il avait créé un petit centre social, Padre Nostro.

Effacé, discret, souriant, et pardessus tout tenace, sans doute incarnait-il, après tant d'années d'embarras et de silence parfois compliqué, le nouveau visage de l'Eglise en Sicile. N'hésitant ni à nommer médiatique, plutôt un « missionnaire » en terre mafieuse, qui, depuis sa paroisse de San Gaetano, pour mieux combattre la « malavita », s'appliquait à en affaiblir les racines : la pauvreté, et cette culture de « peur et de mort » qu'avait si bien stigmatisée Jean-Paul II, lors de sa dernière visite dans l'île, en mai dernier, au cours de laquelle il avait exhorté l'Eglise, à se battre enfin, sans fléchir, en première ligne.

Les choix « irréversibles » de l'Eglise

Un prêtre trop actif pour ne pas devenir gênant. Non content d'agir sans relâche auprès des jeunes et des marginaux des quartiers pauvres, pour qu'ils ne deviennent pas le terrain par excellence de la Mafia, il avait, l'été dernier, organisé un véritable rallye sportif à la mémoire des deux jeunes assassinés, Giovanni Falcone et Paolo Borsellino. A son initiative encore, la commission parlementaire anti-mafia et son président, le PDS (ex-PCI) Luciano Violante, devaient se rendre à Brancaccio, Serracalle et Caccamo, quartiers de prédilection du crime organisé, le mercredi 22 septembre.

Voitures enflammées, feu devant sa porte, menaces au téléphone : les intimidations s'étaient succédées, sans que « Don Pino » se départisse de son

calme. « Ceux qui ont recours à la violence ne sont pas des hommes », avait-il coutume de dire. Dans une interview, en juillet dernier, il avait même directement apostrophé les tuteurs de Cosa Nostra : « Partons-nous ! Expliquons-nous ! Je voudrais vous connaître et savoir ce qui vous pousse à empêcher le travail de ceux qui veulent enseigner à vos enfants la légalité et le respect réciproque... » En mai dernier — était-ce la goutte d'eau ? — il avait refusé le concours d'entreprises trop liées à la Mafia pour rénover son égérie, endommagée par le tremblement de terre de 1993, puis par quelques orages diluviens. A titre de représailles, l'entreprise qu'il avait lui-même choisie avait vu une de ses camionnettes incendiées. Padre Puglisi, lui, a été assassiné en pleine rue d'une balle dans la nuque, mercredi soir 15 septembre, au moment où, descendant de voiture, il rentrait chez lui (le Monde du 17 septembre). La veille, il avait eu cinquante-six ans. Faut-il en conclure, avec le président Violante, que « la Mafia a franchi un degré supplémentaire en tuant un prêtre » ? Ou comme le dit cette autre figure de proue de la lutte anti-Mafia, le Père Bartolomeo Sorge, que « la criminalité a perdu sur tous les fronts : son emprise sur l'Etat, ses liens avec la politique et maintenant la réserve de l'Eglise qui a fait des choix clairs et irréversibles » ?

Plus d'un millier de personnes, en tout cas, ont défilé jeudi soir à Palerme à la mémoire du prêtre assassiné. Le premier tombé depuis bien longtemps sous les coups de la Mafia. Le dernier assassinat d'un religieux remonte en effet à la fin des années 70, et encore s'agissait-il, d'un frère (le frère Giacinto), très proche, semble-t-il de Cosa Nostra, et tué à coups de revolver dans sa cellule au cours d'un règlement de comptes.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

DIPLOMATIE

La visite du chef de l'Etat au Kazakhstan

M. Mitterrand se prononce pour le maintien des liens entre les pays de la CEI

M. Mitterrand a achevé vendredi 17 septembre à Almaty (ex-Alma-Ata) sa visite au Kazakhstan, deuxième et dernière étape, après Séoul, de son voyage en Asie. Le président de la République a insisté à cette occasion sur la nécessité de maintenir les liens entre les pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI). M. Mitterrand était attendu vendredi dans la soirée à Paris.

ALMATY

de notre envoyé spécial

Après avoir déposé une gerbe au très stalinien monument dédié aux héros de la « Grande guerre patriotique » de 1941-1945, M. Mitterrand a visité vendredi matin au pas de charge la musée national. Il s'est attardé devant une réplique du fameux « Homme d'or » dont les ornements martiaux — casque, casaque et perçures de talons — remontent au VI^e siècle avant Jésus-Christ et ont été trouvés il y a quelques lustres dans un tumulus, à Issyk.

Après avoir écouté les explications qui lui étaient fournies, M. Mitterrand s'est reposé dans une youtie (tente kazakhe) richement ornée, installée dans le hall du musée. C'est à pied qu'il a voulu faire les quelques centaines de mètres le séparant du palais présidentiel. Il est ainsi passé devant le nouveau palais de style tout aussi néo-stalinien que l'ancien et que construit la firme Bouygues.

Arrivé jeudi en fin d'après-midi à Almaty, en provenance de Séoul, M. Mitterrand avait aussitôt eu un entretien d'une heure et demie avec Noursoultan Nazarbàiev, le président kazakh. Les deux hommes se sont déjà vus à quatre reprises par le passé, la dernière, lors de la visite

officielle il y a un an du chef d'Etat kazakh à Paris. Ils semblent fort s'apprécier. L'essentiel de leur tour d'horizon a porté sur la « géopolitique régionale ». M. Mitterrand semble accorder la plus grande attention au Kazakhstan, immense pays touchant à la fois la Russie et la Chine, et l'une des puissances nucléaires du moment, en dépit de l'accord avec Moscou remettant à cette capitale pour 1999 la totale maîtrise des dizaines de missiles intercontinentaux que le Kazakhstan abrite.

M. Nazarbàiev s'est inquiété devant son hôte de la situation politique en Russie, un pays avec lequel le Kazakhstan a gardé les liens économiques et militaires les plus étroits. « Certains souhaitent faire éclater la Fédération [russe] », a-t-il observé. M. Mitterrand, selon son porte-parole M. Muselli, s'est nettement prononcé pour le maintien de liens entre les Etats de la CEI. Elargissant son propos aux pays voisins (Turquie, Iran, Pakistan), M. Nazarbàiev a déclaré : « Oui à une coopération mais non à toute nouvelle forme d'empire. »

La défense de l'environnement

« La France et le Kazakhstan deviennent de véritables alliés stratégiques », a observé M. Mitterrand. L'économie pourtant n'a pas été négligée. La France est déjà très présente en effet dans la nouvelle République, par le biais d'entreprises telles que Elf et Total (prospection pétrolière), Bouygues (qui construit, outre le palais présidentiel, le nouvel aéroport d'Almaty), Sucres et Denrées, etc. Une quinzaine d'hommes d'affaires accompagnent d'ailleurs M. Mitterrand dans sa visite. Cinq accords bilatéraux seront signés vendredi par Alain Juppé (ministre des affaires étrangères) et François Fillon (ministre de

l'enseignement supérieur et de la recherche). La France accordera au Kazakhstan des lignes de crédit à moyen terme pour un montant annuel de 300 millions de francs, au lieu de cinquante à court terme jusqu'à présent.

Lors du dîner officiel qui lui était offert (fait de champagne et de saucisse de cheval, entre autres délicatesses), M. Mitterrand s'est attardé sur une autre forme de coopération future : celle concernant l'environnement. Le Kazakhstan est en effet l'une des Républiques de l'ex-URSS qui a le plus souffert de la terrible incurie soviétique. C'est à Semipalatinsk, par exemple, qu'avaient lieu, sans respect pour les populations, les expériences nucléaires. La radioactivité demeure forte dans certains terrains et certains lacs. M. Mitterrand, à la demande de M. Nazarbàiev, a l'autre part promis l'aide de la France pour la réhabilitation de la mer d'Aral.

Ancien apparatchik communiste, M. Nazarbàiev, comme tous les dignitaires locaux de l'ancien régime, s'est reconverti à une vie publique relativement démocratique : la presse est libre et les formations politiques. « Alors que dans les autres Républiques d'Asie centrale, les dignitaires soviétiques se sont perpétrés dans l'exercice du pouvoir, les Kazakhs, eux, se sont reconvertis dans le business », nous fait observer un universitaire, membre de la délégation française.

M. Nazarbàiev a su s'adapter au nouveau cours des choses dans une République assez frondeuse (les émeutes de 1986 avaient été les premières à ébranler l'empire soviétique). Une distribution ethnique très « servile » des Kazakhs forme 40 % de la population et les Russes 24 %. M. Nazarbàiev a su le pouvoir à contraindre par ailleurs le pouvoir à demeurer prudent dans les expressions inadmissibles de son nouveau nationalisme.

M. Mitterrand a dû se mouvoir dans un environnement perturbé par une épidémie de choléra, à ce jour limitée, contre laquelle les autorités ont pris des précautions draconiques : marchés et écoles sont fermés, ainsi que la frontière avec l'Ouzbékistan, puisque l'épidémie vient du Sud, officiellement du Pakistan, mais en fait d'Afghanistan.

La population de cette ville d'un million deux cent mille habitants ne semble guère affectée. Elle vaque sans excessive hâte à ses activités, dans un environnement très agréable, puisque toutes les rues et avenues sont ombragées d'arbres, mais très appauvri pour ce qui est de l'urbanisme, terriblement dégradé.

JEAN-PIERRE CLERC

Une résolution du Parlement européen et une lettre de Danielle Mitterrand

Multiplication des appels en faveur de la levée de l'embargo américain à l'encontre de Cuba

Le Parlement européen a adopté, jeudi 16 septembre à Bruxelles, une résolution en faveur de la levée intégrale de l'embargo économique imposé par Washington à Cuba depuis 1961. Le texte demande en outre l'abrogation de la loi dite Torricelli du 23 octobre 1992, qui interdit à toutes les filiales de sociétés américaines dans le monde de commercer avec La Havane.

Les pays de la CEE sont invités à ne pas se conformer à cette loi « contraire au droit international et anachronique, qui frappe surtout la population ». A Paris, plusieurs personnalités, dont Georges Marchais, se sont associées à une campagne lancée par le groupe « Solidarité Cuba », visant à envoyer au président Bill Clinton des cartes de solidarité pour demander la levée de l'embargo contre Cuba, assimilée à un « blocus ».

Par ailleurs, Danielle Mitterrand, opposée au « cruel blocus américain », s'est déclarée « indignée » que le magazine Globe Hebdo ait, dans

son numéro daté 15-21 septembre, assimilé Fidel Castro à Ceausescu. Dans une lettre publiée par cet hebdomadaire et par l'Humanité, elle écrit : « Castro n'est pas arrivé au pouvoir par un coup d'Etat (...). Avec lui, le peuple a retrouvé sa dignité. » La présidente de l'association France-Libertés reconnaît qu'« il y a à redire sur la liberté d'expression d'une opposition politique et sur le peu d'espace accordé à l'expression démocratique », mais elle ajoute n'avoir reçu « aucun témoignage dénonçant des cas de disparitions de personnes (...) à la manière centre-européenne », ni sur « la destruction de villes ou la déportation de populations ».

L'épouse du président français conclut sa lettre en invitant les Cubains, auxquels Fidel Castro vient notamment de permettre la possession de dollars, à « tenir bon », sans « céder à la dictature de l'argent et du profit qu'aujourd'hui on voudrait leur imposer ».

EN BREF

□ **BOLIVIE** : démantèlement d'un important réseau de drogue. — Les forces boliviennes ont démantelé, jeudi 16 septembre, un vaste réseau de trafiquants de drogue travaillant avec le cartel colombien de Cali. Les unités de la lutte antidrogue ont saisi 2 300 kilos de cocaïne et arrêté trente-sept personnes du réseau « Mariposa » opérant dans la jungle. Huit fermes, sept petits avions et divers laboratoires ont été confisqués. — (Reuters)

□ **CENTRAFRIQUE** : Bangui établit des relations diplomatiques avec Pretoria. — La radio nationale a confirmé, jeudi 16 septembre, l'établissement de relations diplomatiques entre la République centrafricaine et l'Afrique du Sud. « Les gouvernements de la République centrafricaine et de la République d'Afrique du Sud ont réaffirmé à cette occasion qu'ils ont été guidés par une commune volonté de renforcer les relations d'amitié et de coopération entre leurs Etats », a ajouté la radio. — (AFP)

□ **ESPAGNE** : un grand civil tué dans un attentat au Pays basque. — Juvenal Villafane, sergent de la garde civile à la retraite, a été mortellement blessé, jeudi 16 septembre, dans la localité d'Andoaïn (province basque de Guipuzcoa), lors de l'explosion de sa voiture, sous laquelle une bombe avait été placée. Bien que l'attentat n'ait pas été revendiqué, les soupçons de la police se portent sur l'organisation indépendantiste basque ETA. — (AFP)

□ **PAKISTAN** : une attaque à la grenade contre une mosquée fait un mort et trente-cinq blessés. — Un fidèle a été tué et trente-cinq personnes blessées, jeudi 16 septembre, dans une attaque à la grenade contre une mosquée de Faisalabad, dans la province pakistanaise du Pendjab (nord-est du pays). Deux inconnus circulant sur une moto ont lancé une grenade contre la mosquée Jamia Masjid Abou Bakr Siddique, principale mosquée de la ville appartenant à la majorité sunnite, au moment de la prière du matin, a indiqué l'agence officielle Associated Press of Pakistan (APAP). Il s'agit de la deuxième attaque contre une mosquée au Pendjab en moins d'un mois, à l'approche des élections nationales et provinciales prévues les 6 et 9 octobre. — (AFP)

Les Pays-Bas

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Les Pays-Bas face aux sirènes de l'extrême droite

Une série d'attentats racistes, dont les auteurs restent inconnus, marque un changement de climat au « royaume de la tolérance »

AMSTERDAM
de notre correspondant

L'ÉTÉ qui s'achève a été néfaste à la réputation de tolérance des Pays-Bas. Deux cent douze tombes d'un cimetière militaire allié ont été profanées le 10 août à Nimègue (Est) : douze jours plus tard, vingt-cinq sépultures d'un cimetière juif de Middelburg (Sud-Ouest) ont été souillées d'inscriptions néonazies ; et, dans l'intervalle, des coups de feu avaient été tirés, sans faire de victime, contre un centre d'accueil de demandeurs d'asile des environs de Groningue (Nord).

Seule la profanation du cimetière juif portugais de Middelburg, datant du dix-septième siècle, a été revendiquée par un groupuscule, le Front nazi de la Zélande, qui s'était une première fois manifesté en juin en adressant des lettres de menaces à une organisation antiraciste de la ville. Personne, en revanche, ne s'est encore attribué la paternité des attentats de Groningue et de Nimègue. Mais, dans ce dernier cas, l'inspiration néonazie et xénophobe de ses auteurs ne fait pas de doute.

« Heil Hitler », avaient-ils tracé en capitales noires sur la Pierre du souvenir, un long autel de pierre blanche qui marque l'entrée du cimetière Jonkerbosch érigé à la mémoire de mille six cent quatre-vingt-douze soldats du Commonwealth tombés pour la libération de l'est des Pays-Bas en 1945. Le socle de la Grande Croix commémorative, lui, avait été recouvert de symboles nazis, de même que plusieurs tombes. Des dizaines d'autres sépultures, utilisées comme autant de pièces d'un sinistre Scrabble, ont porté (jusqu'à leur nettoyage) des slogans en plusieurs langues : « Big Hell » (sic), « White Power », « Good Times » (« Heel-ayx-Tues ») et « Auslander raus » (Étrangers dehors).

De prudentes interrogations

Les médias se sont gardés d'étiqueter les profanateurs, préférant parler simplement d'« inconnus ». Dans la foulée, les Néerlandais, tout en ne dissimulant pas leur indignation, ont paru s'interroger sur la signification de ces gestes : vandalisme provocateur ou mes-

sage politique ? Souvenir, sans doute, de la destruction en février dernier du monument érigé à Amsterdam à la mémoire des victimes d'Auschwitz, qui avait indigné le pays avant qu'un salarié de l'entreprise l'ayant livré n'avoue qu'il avait cherché à éradiquer un défaut de fabrication...

C'est donc avec beaucoup de prudence qu'un porte-parole du fascisme Onderzoek Collectief (groupe de recherches sur le fascisme, FOK) d'Amsterdam estime que « la piste d'un groupe néonazi doit être prise au sérieux ». Il en veut pour « preuve » la souillure de plusieurs tombes du Jonkerbosch par un symbole (une croix tracée dans un cercle) « utilisé par les collaborateurs néerlandais et connu des seuls nostalgiques ». L'enquête de la police, qui n'avait pas exclu dans un premier temps que des coliers désœuvrés aient pu violer le cimetière Jonkerbosch, s'est d'ailleurs très vite orientée vers le « milieu extrémiste de droite ». Pour l'heure, en vain, de même qu'à Middelburg.

Une couverture politique

Le milieu serait-il donc mal connu ? Le FOK chiffre à 10 000 le nombre de ses membres, dont « de 1 500 à 2 000 sont très extrémistes », auxquels il convient d'ajouter « 250 skinheads aux tendances nazies ». Mais le rapport d'activité 1991 du BVD (le DST néerlandais) crédite l'extrême droite d'un arrière-ban actif de « quelques centaines de personnes » et cite les groupes à l'évidence tenus à l'œil : la branche néerlandaise de l'organisation néonazie allemande ANS (Aktionsfront Nationaler Sozialisten), les fidèles de la veuve Roost Van Teuningen – un collaborateur nommé par l'occupant président de la banque centrale des Pays-Bas –, les abonnés du journal de la Nederlands Volks Unie, et d'autres groupuscules, qui ont pour point commun de réduire « essentiellement des gens d'âge mûr, nostalgiques de l'idéologie fasciste des années 30 et 40 ». La description aurait pu valoir aussi pour la Oude Strijders Leger (Légion des vieux combattants) mais, selon le FOK, elle-ci « a de plus en plus de membres jeunes et a cessé d'être une organisation très conservatrice pour devenir un lobby ouvertement raciste ».



Au cimetière de Nimègue, les tombes des soldats alliés ont été couvertes de graffiti ou de croix gammées.

L'extrême droite serait ainsi en mouvement, trouvant une couverture politique dans deux partis participant aux élections, le Centrum Partij '86 et le Centrum Democraten. « Ils ont le vent en poupe », constate le FOK, qui accorde au premier 500 militants, essentiellement « des néonazis et des skinheads », et 1 000 au second, qui a dernièrement créé une section jeunes.

Incendies de mosquées, où de lieux de prières, attentats contre des commerces ou des associations tenus par des immigrés, agressions physiques : la violence d'extrême droite augmente. « Cent vingt incidents en 1992, soit trois fois plus qu'en 1991 », a recensé le FOK. Toutefois, ces incidents anonymes semblent, pour le peu qu'on en sache, être plus le fait de sympathisants isolés que le résultat d'une campagne idéologique. Ils attestent la volatilité croissante du milieu d'extrême droite, dont la surveillance est rendue de ce fait

plus aléatoire. D'autant que l'extrême droite néerlandaise, « mal organisée » selon la police, n'a pas de liens structurels établis avec les organisations sœurs étrangères (Jean-Marie Le Pen, par exemple, n'est jamais venu aux Pays-Bas, au grand dam du Centrum Democraten de Hans Jansmaat) et vit dans un isolement international paradoxalement protecteur. Lequel se double d'un isolement social : le nationalisme, quelle qu'en soit la forme d'expression, n'a pas bonne presse aux Pays-Bas où un fort interdit pèse sur l'extrémisme des opinions et où leur expression violente est un péché capital.

L'extrême droite devrait donc se mouvoir dans un milieu fondamentalement hostile : à la suite de l'assassinat d'une famille turque à Solingen, un million de Néerlandais – dont la fibre germanophobe avait été soulevée – ont été envoyés à la chancellerie allemande

une carte portant le slogan « Je suis furieux ».

Resté qu'elle se meut, et apparemment de plus en plus activement, dans un environnement qui, lui aussi, change : « L'attentat de Nimègue s'inscrit en tout état de cause sur la toile de fond d'une insécurité croissante », relève le Bureau national de lutte contre le racisme (LBR), à Utrecht. En juin, à Nimègue déjà, une société d'affichage avait dû suspendre une campagne de publicité pour une manifestation multiculturelle à la suite des menaces proférées par un mystérieux Froot de libération de la ville. Début 1992, une agence pour l'emploi et une radio pour les immigrés ont été, à La Haye, la cible de bombes artisanales.

Sur les terrains plus pacifiques du logement ou du travail, le LBR a enregistré l'an dernier un nombre de plaintes pour discrimination raciale (174) en hausse de 28 %. Peut-être les victimes sont-elles plus disposées qu'avant à porter plainte, explique le LBR, mais c'est aussi le signe d'une « menace » plus clairement ressentie et d'un « changement d'ambiance ».

« Un seuil critique » ?

L'an dernier, un sondage d'origine gouvernementale a fait apparaître que 45 % des Néerlandais préféreraient ne pas avoir des immigrés pour voisins et que 48 % considéraient qu'il y avait trop d'étrangers dans leur pays (où ils ne représentent qu'environ 6 % de la population). Cette opinion, ou plutôt cette impression, est aujourd'hui partagée par une majorité de jeunes : selon une enquête publiée au début du mois, 64 % des vingt-cinq-cinq ans considèrent que les Pays-Bas sont

« pleins » et qu'il « n'y a plus de place pour plus d'étrangers ».

Pourtant, les chiffres officiels hors demandeurs d'asile montrent... une baisse de l'immigration : - 33 % pour les Antillais, - 28 % pour les Turcs, - 19 % pour les Marocains ! Cette tendance s'est confirmée au cours du premier semestre, mais le gouvernement de La Haye n'en a pas moins fait approuver, la semaine dernière, des critères plus sévères pour la réunion des familles, quelques mois après que son chef, le chrétien-démocrate Ruud Lubbers, qui sentait traditionnellement bien l'opinion publique, se fut laissé aller à affirmer : « Le seuil critique de l'accueil des migrants est atteint ».

Bien sûr, ce que la Fondation Anne Frank appelle « un tabou moral » interdit toujours aux Néerlandais de se dire ouvertement « racistes ». Mais le climat général à l'égard des allogènes se dégrade sensiblement, et la question de l'immigration prend une place croissante dans les préoccupations politiques. Les sondages promettent au parti Centrum Democraten – dont le programme tient en un slogan : « La Hollande aux Hollandais » – cinq à sept députés, à l'issue du scrutin du 3 mai 1994, contre un seul élu actuellement. Les élections municipales du 2 mars prochain constitueront sans doute un premier test. En 1990, les deux formations d'extrême droite avaient placé onze conseillers municipaux, en dépit du boycottage instauré par les médias et les formations traditionnelles. En dépit de leur fierté à cultiver leur différence, les Pays-Bas paraissent tristement se banaliser.

CHRISTIAN CHARTIER

Obsession sécuritaire chez les Tchèques

PRAGUE

de notre correspondant

LES Tchèques ont peur. Ils n'osent plus sortir la nuit, se barricadent chez eux et sont de plus en plus nombreux à acheter des armes. Les histoires de vols, cambriolages et crimes, plus effrayantes les uns que les autres, sont devenues un des principaux sujets de conversation.

Pour la majorité des Tchèques, la sécurité devrait être la priorité absolue de l'action gouvernementale. Le premier ministre Vaclav Klaus a déclaré récemment qu'« il ne voyait pas les signes d'une aggravation de la criminalité » ; mais sa tentative de rassurer l'opinion publique s'est soldée par une perte de confiance dans son cabinet, déjà mise à mal par des affaires politico-financières.

Depuis la chute du communisme en 1989, le nombre de délits aurait triplé. Cette augmentation a concerné toutes les formes de criminalité, mais essentiellement la petite délinquance, la plus sensible pour le citoyen ordinaire, et la criminalité à caractère économique et mafieuse qui remplit les journaux.

« Ministère de la peur »

Malgré cette explosion, la « République tchèque demeure l'un des pays les plus sûrs d'Europe », estime le directeur adjoint de la police criminelle Josef Doucha. Le nombre de délits commis par cent mille habitants n'est que de 3 500 contre plus du double aux Pays-Bas ou en Allemagne. « Mais la structure de cette criminalité est assez différente », souligne Oskar Osmandik, directeur de l'institut de criminologie et de prévention sociale (IKSP). « A l'Ouest, il y a davantage de délits liés à la drogue, au terrorisme et au crime organisé. Ici, le nombre de cambriolages a été multiplié par sept et les vols par cinq. »

MARTIN PLICHTA

Durcissement anti-immigrés en Autriche

Une coalition hétéroclite où se retrouvent les Verts, le patronat, l'Eglise catholique et les organisations humanitaires critique la politique officielle

VIENNE

de notre correspondante

UNE vive polémique sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Autriche a été déclenchée par une loi du 1^{er} juillet dernier s'engageant contre d'une part le gouvernement, qui a durci sa politique contre l'immigration irrégulière, et d'autre part une alliance composée des Verts, des organisations humanitaires et de représentants du patronat, qui réclame l'assouplissement de la législation.

Depuis juin 1992 le gouvernement de coalition SPÖ (social-démocrates) - ÖVP (chrétiens-démocrates) a créé le cadre juridique d'une nouvelle politique d'immigration : celle-ci vise à réduire l'afflux d'étrangers, notamment en provenance de l'Europe de l'Est, par une sélection rigoureuse des demandes d'asile afin de dissuader les candidats dont les motivations sont purement économiques et par l'octroi à l'administration de moyens de contrôle accrus dans sa lutte contre l'immigration clandestine.

Les trois piliers de cette législation sont la loi sur le droit d'asile (juin 1992) - elle contient comme en Allemagne la fameuse clause du « pays tiers » selon laquelle ne peut plus bénéficier du droit d'asile celui qui arrive d'un État tiers où il était à l'abri de toute persécution (ce qui est le cas aujourd'hui pour tous les pays voisins de l'Autriche) -, la loi sur les étrangers, qui permet depuis janvier dernier un contrôle plus rigoureux pour lutter contre

le travail au noir d'immigrés clandestins, et enfin la loi sur les conditions de séjour des étrangers, qui régle l'immigration par des quotas annuels, en fonction des besoins (les quotas ont été fixés à 21 000 personnes pour la période allant du 1^{er} juillet 1993 au 30 juin 1994).

Des critères très stricts

Au cœur de la controverse actuelle se trouve la disparition, dans la nouvelle loi, de la distinction entre les candidats à l'immigration et les étrangers installés en Autriche de longue date : la nouvelle législation soumet les deux groupes aux mêmes restrictions : obligation de disposer d'un appartement assez vaste mettant à la disposition de chaque personne 10 mètres carrés, obligation de disposer de ressources suffisantes compte non tenu des allocations familiales et sociales - véritable chausse-trappe pour des travailleurs étrangers au chômage - et le respect de délais stricts pour le renouvellement des cartes de séjour, sous peine d'être expulsé, même après des années de séjour en Autriche.

Le cas d'une fillette turque de sept ans vivant avec ses parents depuis des années dans un petit village du Tyrol et menacée d'expulsion par les autorités parce qu'elle était jugée en « situation irrégulière » du fait que la mère avait omis de faire inscrire son nom dans son passeport a ému le pays et donné des arguments aux adversaires de Franz Loeschnak, ministre social-démocrate de l'intérieur qui passe pour être le

« père » de la loi. Le débat mené avec beaucoup de passion a semé la zizanie au sein de la coalition gouvernementale dont les députés avaient voté la loi. Franz Loeschnak a dû se défendre contre les attaques venues à la fois de la gauche de son propre parti et de députés conservateurs réclamant « plus d'humanité » dans le traitement des étrangers - un appel soutenu d'ailleurs par l'Eglise catholique -, du patronat, qui craint de perdre une partie de sa main-d'œuvre étrangère et des organisations humanitaires. Le maire de Vienne, le social-démocrate Helmut Zedl, a vivement critiqué la loi et demandé un assouplissement de son application.

Echo médiatique « scandaleux »

Franz Loeschnak, soutenu par le chancelier Vranitzky, a cependant refusé d'amender la loi deux mois après son entrée en vigueur. Chiffres à l'appui, il reproche à ses détracteurs leur « hystérie » et a qualifié de « scandale » l'écho médiatique réservé à leurs agitations. Sur 84 000 demandes de renouvellement des cartes de séjour, 37 000 ont été traitées début septembre et 159 renouvellements seulement ont été rejetés, affirme le ministre. Il a cependant admis que la loi « laisse une grande marge d'appréciation » à l'administration et a fait appel aux autorités pour « appliquer les nouvelles dispositions légales en douceur ». Les dossiers délicats devraient être traités au ministère de l'intérieur.

Les mesures restrictives contre les étrangers ne sont pas restées

sans effets. Selon Franz Loeschnak, le nombre des demandes d'asile était de 12 26 de janvier à mai contre plus de 10 000 dans la même période de l'année dernière. 18,8 % ont été acceptés. Il y a actuellement quelque 70 000 réfugiés en Autriche, venant dans leur grande majorité de l'ex-Yugoslavie : 40 000 environ sont hébergés par l'Etat, les autres ont trouvé refuge chez des parents.

Depuis la fin 1990 quelque 2 000 militaires renforcent la surveillance des frontières avec la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Slovaquie, longues de 1 300 kilomètres et où entre 400 et 600 « illégaux » sont arrêtés chaque mois ; 115 000 personnes munies de faux documents de voyage ont été reconduites aux frontières en 1992, 77 000 dans les six premiers mois de cette année, et entre 8 000 et 10 000 personnes en situation irrégulière sont tous les ans expulsées.

A Vienne, où on prépare un référendum incertain sur l'adhésion à la Communauté européenne, les autorités évitent de trop invoquer les réalités européennes pour justifier leur politique en matière d'immigration et ne pas livrer ainsi des arguments aux adversaires de l'Europe, qui mettent en garde contre le « dictat » de Bruxelles. Mais l'Autriche a déjà demandé à coopérer en tant qu'observateur avec les pays signataires de la convention de Schengen dès le 1^{er} janvier 1994.

WALTRAUD BÄRYLI

JANUARY 1994

par Besnik Mustafaj

Les illusionnistes de la paix
sont étonnés par la tranquillité
de Milosevic : il doit convenir
que ce ne serait que des mois,
dit-il à nouveau sans hésitation
François Fejo

... d'un secrétaire d'Etat
annonçant que la Boycott

Aujourd'hui la Bosnie est divi-

1ère voiture importée en Allemagne.

Quand ils parlent de voitures, les étrangers, eux, évoquent de plus en plus les voitures françaises. En Allemagne par exemple. La Renault 19 a été élue meilleure voiture du monde parmi les importées de sa catégorie par le magazine Auto Motor und Sport en 1991, 92 et 93. Elle a également reçu le volant d'or décerné par le quotidien Bild am Sonntag en 1992.

et a été reconnue la même année par la plus importante association d'automobilistes allemands comme la voiture européenne la plus fiable de sa catégorie. Les Français ont d'autant plus d'intérêt pour les voitures étrangères qu'elles sont souvent françaises.

Garantie anti-corrosion Renault 6 ans.

DIAC votre financement. RENAULT présente eif

Renault 19, nouvelle pour longtemps.

RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

POLITIQUE

Face aux pressions du PR et du CDS

Valéry Giscard d'Estaing compte sur le débat européen pour ressouder l'UDF

L'UDF organise à Issy-les-Moulineaux, les 20 et 21 septembre, ses journées parlementaires, qui seront conclues par Valéry Giscard d'Estaing, par ailleurs invité, le 19 septembre, de l'émission de TF1 « 7 sur 7 ». Confronté à la « balladurisation » d'une partie de l'UDF, attirée par le style du premier ministre, l'ancien président de la République compte sur les difficultés du gouvernement et sur le débat européen pour ressouder la confédération et retrouver des marges de manœuvre.

L'UDF existerait donc, puisqu'on voudrait s'en emparer. Pour tromper l'ennui d'une rentrée politique sans grandes perspectives, obstruée par la personnalité d'un premier ministre que les enquêtes d'opinion ont rendu provisoirement intouchable, les responsables de la confédération libérale se sont inventés une querelle importante : la présidence de l'UDF. Dans le feu d'une université d'été, à l'Alpe d'Huez, le président du Parti républicain, Gérard Longuet, a ainsi assuré que, « le moment venu », sa formation revendiquera ce poste occupé actuellement par Valéry Giscard d'Estaing, réélu pour trois ans en novembre 1991 (le Monde du 7 septembre).

L'affaire a fait grand bruit, au siège de l'UDF tout au moins. Pierre-André Wiltzer, député gé-

ral des adhérents directs et proche de M. Giscard d'Estaing, Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF, ont protesté haut et fort contre ce qu'ils ont considéré comme une attaque délibérée envers l'ancien président de la République. Philippe Vasseur, porte-parole du PR, s'est senti obligé, en retour, de calmer les esprits en expliquant, dans le bulletin interne de sa formation, qu'il n'y a « aucune raison, aujourd'hui, de mettre en cause le président de l'UDF » et en ajoutant que la « perspective » tracée par M. Longuet doit même faire figure d'hommage à l'UDF, « dont le Parti républicain marque ainsi l'importance », et à M. Giscard d'Estaing, « qui l'a construite et qui transmettra le flambeau à son heure ».

Les fissures du RPR

L'anecdote montre, si besoin était, l'ampleur de la tâche que s'est fixée l'ancien président de la République de garder le contrôle d'une formation agitée par des ambitions contradictoires. Ces ambitions n'ont pas été réfrénées par la reconstitution, à l'Assemblée nationale, d'un groupe unique rassemblant les élus du CDS et du PR avec ceux des autres composantes de l'UDF. Si personne ne doute plus de la nécessité de l'UDF, qui est à la fois « un cartel électoral et une marque », selon M. Raffarin, surtout pour faire le poids face au RPR, rares sont ceux qui veulent y lier leur destin politique.

Le séminaire national de Toulouse, les 27 et 28 août, l'a bien montré. Comme lors des réunions du bureau politique de la confédération, M. Giscard d'Estaing a pu délivrer son message dans une ambiance studieuse, qui n'a, hélas, duré que ce que durent les roses. Unitaires pour deux sur les estrades toulousaines, les confédérés se sont exprimés, quelques jours plus tard, au cours de leur université d'été, de multiplier sans pudeur les déclarations d'allégeance au premier ministre. Quant au Parti républicain, l'entourage de l'ancien président de la République n'a retenu de son université d'été que la sabbie de M. Longuet.

M. Giscard d'Estaing est, pour l'heure, l'élément nouveau qui n'a pas grand-chose à offrir et qu'il est, toujours et encore, boudé par les enquêtes d'opinion, qui suscitent les soulèvements. Après avoir passé son temps à surveiller Jacques Chirac, le voici réduit à constater l'importance nouvelle d'Edouard Balladur, qui a pu user et abuser du levier ministériel pour dégarner les rangs UDF et qui, lui, dispose surtout d'une popularité imprévue. L'ancien président de la République sait qu'en l'absence d'importantes secousses le scénario mis au point par le RPR, « visé » par le gain de Matignon en mars dernier, ira à son terme : l'accession à l'Elysée d'un néogaulliste.

Comme il le répète souvent, cependant, il n'est pas sûr que le premier ministre passe dix-huit mois à Matignon sans que son autorité ne

soit usée par les faits. Que le vent tourne, et il sera le mieux placé pour fédérer dans son propre camp, à ce sujet, le président de l'UDF a très certainement enregistré avec satisfaction les fissures qui se sont manifestées, au cours des différentes universités d'été, entre les ministres et les députés. Les critiques virulentes dont est déjà la cible le projet de loi pour l'emploi sont une autre illustration de ce décalage, qui risque de s'amplifier au cours de la session d'automne.

M. Giscard d'Estaing compte, enfin, sur l'élément nouveau que constitue l'émergence de clans au sein du RPR, lequel semblait voué au monolithisme, et sur l'exaspération de relations entre MM. Balladur et Chirac, que le premier ministre soit au plus haut comme au plus bas, puisqu'une forte popularité ne serait pas non plus sans conséquence sur l'image du maire de Paris. L'ancien président de la République, visiblement marqué par la crise que traverse actuellement la construction européenne, compte faire d'une pierre deux coups en réaffirmant des convictions et des objectifs dans le programme de l'UDF pour les prochaines élections européennes. Le RPR, divisé sur ce dossier, s'est bien gardé de réagir à l'intention exprimée par M. Giscard d'Estaing de rencontrer M. Chirac pour évoquer avec lui le contenu de ce programme.

GILLES PARIS

En raison de leur proximité avec le scrutin présidentiel

Les élections municipales de 1995 devraient être reportées de six mois

Le ministre de l'intérieur étudie l'établissement du calendrier électoral de 1995, année pendant laquelle doivent être organisés trois scrutins : les municipales, la présidentielle et les sénatoriales.

L'élection du président de la République est fixée vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus avant l'expiration des pouvoirs du président en exercice. La cérémonie d'investiture de François Mitterrand ayant eu lieu le 21 mai 1988, son successeur doit être élu au plus tard le dimanche 30 avril 1995, au plus tôt le 16 avril, ce qui entraîne que le premier tour soit fixé au plus tard le dimanche 16 avril, au plus tôt le 2.

La liste des candidats doit être publiée par le gouvernement au moins quinze jours avant le premier tour et après que le Conseil constitutionnel a établi cette liste au vu des parrainages qui lui sont adressés, au moins dix-huit jours avant le premier tour, par au moins cinq cents parlementaires, conseillers régionaux, conseillers généraux, membres des assemblées territoriales des TOM, du Conseil supérieur des Français de l'étranger, du Conseil de Paris ou maires.

Ces parrainages doivent donc parvenir au Conseil constitutionnel au plus tard le 29 mars, pour un premier tour le 16 avril, au plus tôt le 15 mars si le premier tour est fixé au 2 avril. Encore faut-il que les candidats à la présidence de la République disposent d'un minimum de temps pour recueillir les

signatures des élus ayant la possibilité de les parrainer. Or, pour les conseillers de Paris et les maires, se pose le problème de leur renouvellement. L'article L.227 du code électoral dispose que, élus pour six ans, les conseillers municipaux « sont renouvelés intégralement [même ceux qui ont été élus dans l'intervalle] au mois de mars à une date fixée au moins trois mois auparavant par décret pris en conseil des ministres ». Les délais apparaissent trop limités pour envisager que les municipales soient organisées à cette période. Le ministre de l'intérieur choisirait, alors, la solution consistant à repousser à septembre le renouvellement des conseils municipaux élus les 12 et 19 mars 1989.

Cette prolongation du mandat des élus municipaux entraînerait celle du mandat des sénateurs, soumis à renouvellement en septembre. Elus pour neuf ans, les membres du Sénat sont renouvelables par tiers tous les trois ans. Le tiers concerné en 1995, élu en 1984, appartient à la série C, comprenant notamment les départements du Bas-Rhin à l'Yonne, y compris l'ensemble des départements de la région parisienne.

Pour fixer ces modifications, le gouvernement devrait faire voter une loi pour repousser les municipales et une loi organique pour retarder les sénatoriales.

ANNE CHAUSSEBOURG

La préparation du congrès d'octobre

La fédération socialiste du Nord invite Michel Rocard à ne plus assurer lui-même la direction du PS

Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord du PS, a relancé, jeudi 16 septembre, le débat sur la direction du Parti socialiste. Selon M. Roman, Michel Rocard ne peut prétendre, après le congrès d'octobre prochain, assumer la responsabilité de cette direction et être le candidat du parti à la prochaine élection présidentielle.

« Le défi des socialistes », a expliqué Bernard Roman, jeudi, à Lille, est celui de la refondation du parti de la gauche française. Cet objectif ne peut s'accomplir que par une « refondation » de l'élection présidentielle. Il doit s'appuyer sur des personnalités qui s'engagent pour la décennie, non sur ceux qui s'inscrivent ou veulent s'inscrire dans le calendrier électoral (...). Michel Rocard peut espérer jouer un rôle important en 1995, il reste notre candidat, mais ne peut prétendre, sans se gêner et nous gêner, continuer à diriger parallèlement le Parti socialiste après notre congrès. Précisant que cette appréciation est « partagée par une importante majorité » de la fédération socialiste du Nord, qu'il dirige, M. Roman n'a pas nié que Martine Aubry lui semble « assez bien correspondre » au profil du possible successeur.

Le même jour, l'ancien ministre du travail, avec l'appui d'Elisabeth Guigou et de l'ancien député de l'Essonne Thierry Maendons, présentait ses deux amendements à la motion A de la direction du parti Rocard. Deux textes d'une

dizaine de pages portant sur la politique sociale et européenne, visant plus en réalité à compléter qu'à désagréger deux chapitres essentiels, mais jugés trop « attropés », de cette motion. M. Mandon confirmait, jeudi, ce souci de conciliation avec la direction du parti, en indiquant que ses amies et lui-même entendent « simplement contribuer à une réflexion de fond dans une démarche unitaire ».

Campagne anti-Balladur

Arténuée, déjà, par cette prise de position de M. Aubry, la portée de la déclaration de Bernard Roman a été aussi limitée, le même jour, par la réaction de l'ancien ministre Jean Le Garrec, membre de la fédération du Nord et proche, lui aussi, de Pierre Mauroy. M. Le Garrec a observé que s'il est effectivement « difficile de mener en même temps la conduite du PS et une campagne présidentielle », le moment de débattre de cette question « n'est pas encore venu ».

La sortie de M. Roman a suscité des réactions plus vives. Ainsi, Henri Emmanuelli, engagé dans la bataille législative des Landes, a-t-il jugé « inadmissible que certains socialistes continuent de se livrer aux délices empoussiées des petites phrases et des petites manœuvres ».

La réforme des méthodes de travail des députés

Martin Malvy (PS) demande une modification du calendrier parlementaire

Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Martin Malvy, a approuvé, jeudi 16 septembre, les propositions de réforme des méthodes de travail des députés présentées, la veille, par le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin (le Monde du 17 septembre), en soulignant qu'elles « s'inscrivent dans la suite logique de celles qui ont été faites par ses prédécesseurs, notamment en ce qui concerne le vote personnel ».

M. Malvy a relevé, toutefois, que « l'absentéisme parlementaire n'est pas dû à l'utilisation de telle ou telle modalité de vote, mais à l'organisation générale du travail parlementaire tout au long de l'année ». Pour le président du groupe socialiste, une réforme de la Constitution est « indispensable », afin d'instaurer une session unique de neuf mois.

« Le jour », a déploré l'ancien président de l'Assemblée nationale, où plus de trente mille emplois disparaissent, il y a mieux à faire que de spéculer sur le prochain premier secrétaire du PS. » Comme pour le conforter, Lionel Jospin a préféré concentrer ses critiques sur la politique du gouvernement. En déplaçant à Saint-Nazaire pour soutenir Claude Evin, l'ancien ministre de l'Éducation nationale a déclaré « que la musique du gouvernement Balladur est centrée, mais que ses paroles sont de droite », « plus à droite, à certains égards », a-t-il ajouté, que la politique de Jacques Chirac entre 1986 et 1988.

« Démystifier » la politique de M. Balladur, telle est, précisément, l'ambition de la campagne militante du PS, qui sera déclenchée à partir du 20 septembre, sur trois thèmes : l'emploi, l'emprunt Balladur et les impôts, et avec un slogan commun : « Beaucoup de bruit pour l'insécurité ». Pour établir un bilan mensuel de l'action gouvernementale, a également été annoncée la mise en place d'un « observatoire économique et social ». Refusant d'être inhibé par les sondages, le porte-parole du PS, Jean Glavany, a émis le souhait que toutes ces initiatives puissent traduire la volonté de son parti « de jouer son rôle d'opposition avec vigueur ».

D. C.

Condamné en première instance

Un député de Guadeloupe mis en cause pour corruption est soutenu par le RPR

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Edouard Chamougon, maire de Baie-Mahault et député (République et Liberté, ex-non inscrit), a été jugé, jeudi 16 septembre, le soutien inattendu du RPR guadeloupéen, alors que la cour d'appel de Fort-de-France (Martinique) examinait la condamnation pour corruption prononcée à son encontre le 25 janvier. M. Chamougon croyait en plus pouvoir compter sur une telle solidarité depuis qu'Alain Juppé, lors d'une visite en Guadeloupe, en novembre 1992, avait pris ses distances avec les élus qui « ont des choses à se reprocher et ont des démons à se justifier ». Blaise Aldo, député départemental du RPR, a pourtant manifesté, jeudi, son soutien au député mis en cause. « Nous sommes solidaires d'Edouard Chamougon dans le moment difficile qu'il traverse », a-t-il déclaré. Il

a notre appui total, c'est un ami politique et, en aucune façon, nous n'allons le lâcher.

Après sept heures d'audience, le président de la cour d'appel a indiqué que sa décision était mise en délibéré au 4 novembre. De nouveaux embarras judiciaires attendaient cependant, vendredi, M. Chamougon, qui devra être entendu, à Pointe-à-Pitre, par le juge d'instruction Hubert Hansen dans le cadre d'informations judiciaires ouvertes, le 13 septembre, pour corruption et escroquerie, détournement de fonds, abus de biens sociaux et faux en écritures publiques. Les policiers du SRPJ Antilles-Guyane avaient effectué des perquisitions au domicile et dans la résidence secondaire de M. Chamougon, tandis que deux de ses adjoints étaient placés en garde à vue (le Monde du 15 septembre).

EDDY NEDELJKOVIC

Pour compenser la suspension des essais nucléaires

L'Etat fera un effort financier particulier en faveur de la Polynésie dans les cinq ans à venir

Gaston Flosse, chef de l'exécutif de Polynésie française, a dévoilé, mercredi 16 septembre, à Papeete, le contenu du « pacte de progrès » qu'il vient de conclure avec le gouvernement afin de pallier les conséquences de la suspension des essais nucléaires de Mururoa. L'engagement financier dont bénéficiera la Polynésie française de la part de l'Etat sur les cinq ans à venir (1994-1998) est évalué à 3,41 milliards de francs.

L'affolement qui avait saisi les élus polynésiens au lendemain de l'annonce, le 8 avril 1992, par Pierre Bérégovoy, de la suspension des essais nucléaires de Mururoa était un dévouement de la politique de l'Etat qui avait commandé, jusque-là, les relations entre Paris et Papeete. Anesthésié par sa dépendance financière vis-à-vis de la métropole - 75 % des ressources locales proviennent des transferts de l'Etat, dont 30 % au titre du ministère de la défense -, l'économie polynésienne ne s'était pas préparée à l'impossible : la diminution, voire l'arrêt brutal de la manne généreusement octroyée par le Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP).

Depuis l'initiative de Pierre Bérégovoy, les langues se sont déliées et les débats ont repris jusqu'à puiser dans les discours du chef de file indépendantiste Oscar Temaru, Gaston Flosse, qui fut pourtant, avec le reste de la classe politique insulaire, un des cogestionnaires de cet immobilisme, jetait lui-même un regard critique et amer sur le passé. « Le type de croissance économique induit par les activités du CEP n'a pas permis de jeter les bases d'un véritable développement économique fondé sur les ressources propres du territoire, et il a placé ce dernier à la merci des évolutions des activités de la défense nationale en Polynésie française », relevait, en conclusion, le texte du « pacte de progrès » établi, le 27 janvier dernier, entre l'ancien ministre socialiste des DOM-TOM, Louis Le Penec, et une délégation de dirigeants polynésiens.

Le spectre indépendantiste

Ce document, qui visait à explorer les voies de l'après-Mururoa, instruisait le procès d'une « croissance économique (...) fragile, car assise sur une fonction publique civile et militaire hyperphosphatée et, à l'arrière, sur des secteurs productifs extrêmement pénalisés par le système économique, social et culturel ainsi imposé ». On ne pouvait mieux dresser le constat d'échec du modèle de développement qui avait prévalu jusqu'alors dans l'archipel polynésien.

La droite étant revenue au pouvoir, Gaston Flosse manifestait aussitôt son impatience de donner un contenu financier à ce pacte de progrès, qui, dans sa version initiale, se réduisait surtout à une généreuse affirmation de principes. Pour mieux convaincre ses amis du RPR, le président du gouvernement polynésien est allé jusqu'à brandir le spectre de la menace indépendantiste, en tirant argument, notamment, des progrès enregistrés en mars dernier par les candidats du Front de la libération de la Polynésie (FLP), dont l'audience a plus que triplé depuis 1986 et atteint 22 % des suffrages. Dans une note remise au gouvernement, M. Flosse soulignait qu'un tel score ne devait pas être réduit à

« un événement accidentel » et, telle Cassandra, il avertissait que « sans effort immédiat de réadaptation et de réactivation de l'économie, le chômage va prendre des proportions incontrôlables, et les mouvements sociaux qui menacent subit une dérive politique rapide ».

La pression exercée par M. Flosse s'est heurtée, pendant plusieurs mois, à la rigueur budgétaire imposée par Edouard Balladur. Au terme de trois semaines de tractations extrêmement épuisantes, l'occasion desquelles le chef de l'exécutif polynésien a mis sa démission dans la balance, un accord est finalement intervenu le 14 septembre, avec le ministre des DOM-TOM, Dominique Perben.

Ce compromis, dont M. Flosse s'est réservé la primeur de l'annonce, jeudi 16 septembre, à son retour à Papeete, comporte un engagement financier en faveur de la Polynésie, sur la période 1994-1998, d'un montant de 3,41 milliards de francs, dont 1,65 milliard sous la forme d'investissements de l'Etat. La différence représente la prise en charge de dépenses budgétaires locales (sécurité sociale, création de postes d'instituteurs, dépenses de santé...). Les grandes lignes de cet accord seront inscrites dans un projet de loi d'orientation sur dix ans, qui devrait être examiné par le conseil des ministres fin novembre, pour être, aussitôt, soumis au Parlement.

Cet effort de l'Etat s'ajoutera aux effets escomptés des mesures de décentralisation pour l'outre-mer, inscrites dans le « collectif » budgétaire du printemps dernier. Mettant une sourdine à ses avertissements, M. Flosse s'est félicité de l'ensemble de ce dispositif, qui, selon lui, devrait permettre d'« envisager l'avenir avec confiance ». L'avenir dira, surtout, si ces engagements de l'après-Mururoa s'évaporeront dans la consommation immédiate, selon le schéma qui dominait jusqu'alors, ou s'ils seront mis à profit pour jeter les bases d'une réelle économie alternative. L'enjeu n'est rien moins que d'engager la révolution culturelle d'un archipel placé sous perfusion depuis le démarrage des essais nucléaires en 1966.

FRÉDÉRIC BOBIN

Le Front national mise sur une « rupture démocratique » pour arriver au pouvoir. — Carl Lang, secrétaire général du Front national, et Jean-Yves Le Gallou, président du groupe lepéniste du conseil régional d'Île-de-France, ont indiqué, jeudi 16 septembre, à Paris, que le parti d'extrême droite sera présent dans tous les cantons renouvelables en mars 1994 et qu'il présentera

des listes aux élections municipales de 1995 dans toutes les villes de plus de dix mille habitants. Misan sur une « rupture démocratique », qui conduira, selon eux, à « la grande alternance », ils estiment que le Front national devrait « apparaître rapidement comme la seule force politique capable de mettre en place une autre politique ».

Il n'y a
ent
et pui
C'est
le dima
ache
mais pa
où

AN
VITE

CON

Association Le Dimanche - 99/115, Quai du Président-Roosevelt 92136 Issy-les-Moulineaux Cedex - Tél : +0 93 92 93 - Fax : +0 93 44 02

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Dans un rapport remis au gouvernement

Le professeur Steg propose une restructuration complète de l'organisation des urgences

Le professeur Adolphe Steg, président de la Commission nationale de restructuration des urgences, a remis à Simone Veil et à Philippe Douste-Blazy un rapport sur « la médicalisation des urgences » qui devait être rendu public vendredi 17 septembre. Ce rapport propose la mise en œuvre de mesures visant à restructurer et à « médicaliser au meilleur niveau » les services d'urgence.

Le professeur Steg enfonce le clou. Après un premier rapport dans lequel il avait dénoncé l'aspect souvent « kafkaïen » du fonctionnement des services d'urgence en milieu hospitalier (le Monde du 12 avril 1989), il revient à la charge en réclamant au plus vite une restructuration globale de l'organisation des urgences en France.

Après la remise de son premier rapport – réalisé sous l'égide du Conseil économique et social – le professeur Steg avait été nommé, le 30 septembre 1991, par Jean-Louis Bianco, alors ministre des affaires sociales et de l'intégration, président de la Commission nationale de restructuration des urgences. L'objectif principal était de définir, dans les deux ans, les voies et moyens pour « mieux prendre en charge les patients accueillis en urgence » et, à cette fin, « concentrer les services d'urgence sur un plus petit nombre de sites mieux équipés et mieux desservis ».

Intégrer le médecin généraliste

Deux ans plus tard, la situation ne s'est guère améliorée. Mais, alors que persiste une sous-médicalisation inquiétante des équipes d'urgence, le nombre de personnes faisant appel aux services d'urgence ne cesse de croître. A titre d'exemple, un habitant de Basse-Normandie sur six fait, chaque année, appel aux urgences. De même, un tiers des patients des hôpitaux de Strasbourg, l'activité des services d'urgence a progressé en dix ans de 160 % pour la chirurgie et de 300 % pour la médecine. A l'Assistance publique de Paris, le nombre de consultants est passé de 668 000 en 1990 à 727 000 en 1992. Cette progression, qui concerne toute la France, porte sur les malades venus par leurs propres moyens et qui, le plus souvent, sont soignés mais non hospitalisés. En revanche, le nombre d'urgences sévères ou graves reste stable.

Cette évolution, explique le profes-

seur Steg, ne fait qu'accentuer un phénomène observé depuis des années : une majorité des passages aux urgences – 60 à 80 % – correspondent à des affections qui, soit auraient pu être traitées en dehors du contexte de l'urgence, soit n'impliquent pas nécessairement le recours à l'hôpital. Il existe « un grand déséquilibre » entre le faible taux des urgences majeures et le grand nombre d'urgences mineures et légers. « Un tel hospitalotropisme généralisé », ajoute le professeur Steg, souligne l'existence d'un « manque » ailleurs, et, en particulier, « l'insuffisante implication des généralistes dans l'urgence ». « L'hôpital a pris la place du médecin de famille dans la gestion de l'urgence », ajoute le professeur Steg, pour qui il est donc nécessaire d'intervenir en amont de l'hôpital et de réintégrer le médecin généraliste dans la chaîne de l'urgence.

Une situation anarchique

Cette situation d'encombrement des urgences se trouve aggravée par des structures souvent défectueuses. Très fréquemment, les « internes de garde », c'est-à-dire « des médecins étrangers, non ressortissants de la Communauté européenne, qui choisissent de venir faire une spécialité en France ». Bien souvent, ils ont obtenu leur diplôme au terme d'un cursus d'études qui n'a pas toujours la qualité et la rigueur exigées en France. Dans certaines spécialités, comme l'obstétrique, ils représentent la majorité des « internes ».

Bien plus nombreux encore sont les « faisant fonction d'interne » (FFI). Ils sont pour la plupart étrangers. D'après le professeur Steg, leur place dans les équipes d'urgence est « considérable » puisque, selon une enquête réalisée en 1991, 44 % des postes d'« interne » sont occupés par des FFI (73 % sont occupés par des postes de FFI (73 % sont occupés par des étrangers (Maghreb et Proche-Orient)), dit le rapport, en soulignant leurs compétences « techniques », et les responsabilités d'une « lourdeur excessive » qui leur sont « inconsidérément confiées ». Dans les CHU comme dans les hôpitaux généraux, M. Steg constate que « le premier niveau d'accueil médical aux urgences est assuré par des étudiants (...) souvent amenés à prendre des décisions au-dessus de leur compétence ».

Les conséquences d'un tel état de fait sont évidentes : prescriptions abusives d'examen complémentaires, hospitalisations excessives « de couverture », erreurs de diagnostic, trai-

tements inadéquats, accidents thérapeutiques. Trois phénomènes expliquent cette grave carence :

• L'insuffisance du nombre de postes de spécialistes. – Dans nombre de services d'urgence, le nombre minimum de trois médecins, défini par la circulaire du 14 mai 1991, est loin d'être atteint. Or le professeur Steg estime que, pour permettre une prise en charge permanente, c'est un effectif de cinq médecins sur place qui serait nécessaire.

• Le grand nombre de postes vacants. – En 1992, au concours de praticien hospitalier temps plein, 55 % des postes de chirurgie sont restés vacants. Il en a été de même pour 65 % des postes en anesthésiologie.

• Le recours généralisé à des assistants ou à des attachés dits « associés ». – Le recours à ces remplaçants étrangers, estime le professeur Steg, « constitue le « grand artifice » qui permet de masquer la grave et réelle sous-médicalisation des services d'urgence ». D'une manière générale, insiste le rapport, « l'éparpillement des moyens en hommes et en matériels a fait que tous les hôpitaux, les grands comme les petits, en ont souffert. Le « saupoudrage » est incompatible avec la sécurité ».

Le professeur Steg propose une vaste opération de restructuration – une « opération vérité » – qui consisterait à reconnaître que les services d'urgence répondent à des besoins différents, remplissent des fonctions différentes, appellent des moyens, des structures et des statuts différents.

La priorité étant d'accroître la professionnalisation médicale aux urgences, « la fonction de diagnostic ou de « tri » ne peut être confiée à des étudiants », affirme le professeur Steg. Il recommande de « minorer » les urgences en faisant appel à des médecins thésés formés à l'urgence. Pour ce faire, la restructuration des urgences doit tenir compte de la masse critique d'activité des services : certains sont « peu actifs et peu attractifs parce qu'insuffisants, et ce serait une erreur de vouloir, coûte que coûte, les maintenir ».

Deux grands types de services d'urgence

La circulaire du 19 janvier 1975 recommandait qu'il n'y ait qu'un service d'urgence dans les villes de moins de 300 000 habitants. Cette règle a été appliquée et il en résulte une situation anarchique, tous les hôpitaux ayant voulu avoir « leur » service d'urgence : « Un certain nombre d'établissements ont de services dont leur existence démontre à des

cheminements historico-politiques qu'ils sont véritablement nécessaires ».

La restructuration des services d'urgence devra tenir compte des deux types de demandes différentes : d'une part, l'accueil et le traitement des urgences majeures et des états de détresse ; d'autre part, l'accueil et l'orientation des patients ne présentant qu'une urgence légère relevant le plus souvent, soit de la médecine générale, soit de la médecine de dispensaire.

Le professeur Steg propose donc la création de deux grands types de services d'accueil. Les uns, situés dans des établissements qui répondent aux exigences de la circulaire du 14 mai 1991, seraient maintenus ou créés en services d'accueil des urgences (SAU). Les autres, implantés dans des établissements moins pourvus, deviendraient des antennes d'accueil et d'orientation des urgences (ANACOR). Ces dernières devraient ainsi répondre – 24 heures sur 24 et sept jours sur sept – aux besoins de la population pour les urgences de « médecine générale » ou de « dispensaire ».

Parmi les nombreuses mesures d'accompagnement proposées, le rapport insiste sur les deux plus importantes :

• La généralisation de la régulation médicale du maillage à orienter les patients dans des conditions satisfaisantes. Cela suppose en particulier un maillage complet du territoire national en Centre 15 et en SAMU et l'acquisition, par la population, d'un véritable réflexe téléphonique « Centre 15 ». A cette fin, le professeur Steg souhaite qu'une campagne d'information sur « le bon usage du Centre 15 » soit menée avec l'aide du Comité français d'éducation pour la santé.

• Un renforcement des transports sanitaires (en particulier hélicoptères) afin de réduire au maximum les inconvénients liés à l'éloignement relatif des services d'accueil des urgences.

Enfin, pour améliorer la formation à l'urgence des futurs médecins, le rapport préconise la création d'un diplôme universitaire d'accueil et des urgences.

Au cours d'une conférence de presse, M^{me} Veil a annoncé, vendredi 17 septembre, que plus de 200 millions de francs seront affectés, dans le budget 1994 à la restructuration et à l'amélioration des services d'urgence.

FRANCK NOUCHI

JUSTICE

A la recherche du « troisième homme » dans l'affaire VA-OM

Le juge Befly a entendu le juge anti-terroriste Laurence Le Vert

Le juge Befly a entendu comme témoin, jeudi 16 septembre, à Paris, M^{me} Laurence Le Vert, juge d'instruction au tribunal de Paris chargée des affaires de terrorisme. L'audition aurait porté sur l'identité du troisième homme qui a assisté au déjeuner du 17 juin au Fouquet's entre l'ex-entraîneur de Valenciennes Boro Primorac et André-Noël Filippetti qui, d'après M. Primorac, aurait servi d'intermédiaire dans une présumée tentative de subornation de témoin.

M. Befly pensait qu'il aurait pu s'agir d'un policier du service de sécurité du ministère de l'Intérieur (SSMI), chargé de la sécurité de M^{me} Le Vert et précédemment affecté à la protection de M. Tardieu, lorsque celui-ci était ministre de la ville. M^{me} Le Vert avait déjà donné des indications par téléphone aux policiers : elle aurait répété au juge Befly que son garde du corps s'était chargé de sa protection le 17 juin. Ce fonctionnaire de police, qui avait été placé en garde à vue mercredi 8 septembre, ne pourrait donc être le « troisième homme ». Confronté à Boro Primorac, il n'avait pas été reconnu formellement et remis en liberté.

Cette nouvelle audition par le juge Befly a suscité chez certains magistrats des réactions allant de « l'étonnement » à « l'indignation ».

Elle relève, selon le président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), Claude Pernollet, d'« investigations paraissant démesurées ».

Par ailleurs, le procureur de Valenciennes Eric de Montgolfier avait demandé à l'ancien ministre Jacques Mellick, député (PS) du Pas-de-Calais, de lui indiquer, avant le vendredi 17 septembre, s'il acceptait de témoigner devant le juge Befly dans l'affaire de subornation de témoin. Convoqué le 16 août, Jacques Mellick, qui affirme avoir été présent dans les locaux de BTF au moment où Boro Primorac prétend y avoir rencontré Bernard Tapie, avait refusé de répondre aux questions posées par le magistrat instructeur (le Monde du 18 août). Vendredi matin, l'avocat de M. Mellick, M^{me} Charles Libman, a indiqué au Monde que son client ne rencontrerait pas le juge Befly tant qu'il ne serait pas convoqué officiellement : « Cet ultimatum est une fantaisie, une de plus dans cette affaire. M. Mellick n'a reçu aucune convocation. Il serait temps que l'on respecte les formes et que l'on cesse de faire « joujou » avec la justice. M. Mellick ne refusera pas d'être entendu s'il est convoqué dans des conditions normales ».

Le procès de Roland Gaucher contre « le Monde »

L'honneur et la bonne foi

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a infirmé, jeudi 16 septembre, le jugement de la dix-septième chambre correctionnelle du 22 janvier, qui relaxait le chroniqueur Bertrand Poirot-Delpech et le journal le Monde des poursuites engagées par Roland Gaucher, conseiller général (Front national) de Franche-Comté, pour un article publié dans nos éditions du 16 avril.

Paru quelques jours après l'arrêt de non-lieu prononcé en faveur de Paul Touvier par la chambre d'accusation de Paris, l'article se présentait comme une fautive lettre, écrite par un militant d'extrême droite à l'ancien chef de la milice lyonnaise. Roland Gaucher était brièvement évoqué sous la qualification d'ancien SS et, bien que cette affirmation soit fautive, le tribunal avait prononcé la relaxe au nom de la bonne foi.

Dans son arrêt, la cour, présidée par Jean-Marie Desjardins, condamne au Journal du Monde « d'être l'auteur de multiples docu-

ments produits aux débats, par lesquels il s'était fait l'ardent défenseur des troupes de l'Occupation et des Français combattant à leurs côtés et un agent recruteur actif pour les brigades SS ». Les juges estiment donc que le journaliste a été « d'une totale bonne foi, au sens commun de cette expression », avant d'ajouter : « Il n'en reste pas moins qu'il a commis une faute, exclusive de la bonne foi, au sens particulier que cette expression revêt dans le cadre de la loi du 29 juillet 1958 : en faisant publier une chronique faisant mention d'un fait dont il n'ignorait pas l'inexactitude ».

Les magistrats ont donc condamné solidairement Jacques Lascombe, directeur de la publication, Bertrand Poirot-Delpech et la Société Le Monde à verser 1 franc de dommages et intérêts à Roland Gaucher en relevant que « la confusion dont il a été victime ne porte qu'une faible atteinte à son honneur ».

M. P.

Aventure kaki

Suite de la première page

Dans les états-majors, on reconnaît même que, sans eux, la France n'aurait pas pu mener ses opérations sous couvert des Nations unies.

C'est en 1983, il y a dix ans, que Charles Hernu, alors ministre de la défense, tournant le dos à la proposition du candidat François Mitterrand de réduire à six mois le temps du service militaire, en prolongeait au contraire la durée et inventait la formule du VSL. Il s'agit d'un contrat que le jeune appelé peut souscrire à tout moment, avant ou après son incorporation, et par lequel il conserve son statut – ce n'est pas un engagé – entre douze et vingt-quatre mois au choix.

A l'origine, l'armée de terre souhaitait recruter 20 000 VSL chaque année. L'objectif a été atteint dès 1986 et, après une décade qui s'est stabilisée autour de 13 000, le nombre des VSL a grimpé en flèche à partir de 1991. Il est en constant dépeçage par rapport à l'objectif, de 4 000 à 5 000 contrats supplémentaires selon les années. Au 1^{er} septembre, on comptait 24 036 VSL, dont les deux tiers environ se sont déclarés pendant le service. C'est un doublement des effectifs en moins de deux ans.

La plupart d'entre eux servent outre-mer ou dans des spécialités déterminées en fonction des besoins de l'armée. Mais de nombreux autres ont des responsabilités d'encadrement du contingent. Ils sont aspirants (le grade d'officier immédiatement au-dessous de sous-lieutenant) : un tiers des postes de chefs de section ou de peloton leur sont attribués. Ils sont sergents (le premier grade de la

catégorie des sous-officiers) : le quart des postes de chefs de groupe, dans l'armée de terre, sont ainsi tenus par ces appelés.

Tous les VSL ne sont pas forcément volontaires pour servir en opérations extérieures. Mais la plupart des AVAE – dont le statut a été mis au point en 1991 pour faire face à l'afflux des missions à l'extérieur et permettre la relève des unités professionnelles – sont des VSL à l'exception de ceux qui sont généralement hors du cadre de l'ONU et dont la mission peut coïncider avec le service de dix mois. Les mandats des Nations unies ne sont jamais inférieurs à six mois et, dans ces conditions, un AVAE qui aurait seulement quatre mois de formation derrière lui sur un service de dix mois au total ne dispose pas de la durée de temps suffisante pour être « casque bleu ». C'est la raison pour laquelle les AVAE qui ne sont pas VSL par la même occasion servent, dans la plupart des cas, en Afrique (au Tchad et en Centrafrique, notamment) pour des séjours de quatre mois avec les compagnies dont ils relèvent.

L'enlèvement de se rendre utile

Les AVAE qui servent sous la bannière onusienne sont des VSL. C'est même une quasi-obligation. Actuellement, ils y sont en force : 54 % du détachement français au Liban, 48 % au Cambodge, 40 % en ex-Yugoslavie et 24 % en Somalie. Ce qui représente, en tout, un contingent global, pour ces seules quatre opérations de l'ONU, de quelque 3 655 jeunes Français.



Qui sont-ils exactement ? Des enquêtes du bureau des ressources humaines, à l'état-major de l'armée de terre, et de la commission armée-jeunesse ont voulu en cerner le portrait. Contrairement à une idée admise, il ne semble pas que la crainte du chômage soit la cause majeure de ce volontariat. Par exemple, les deux tiers des AVAE interrogés travaillaient déjà avant leur appel sous les drapeaux et les trois quarts disent être en mesure de trouver un « job », sans trop de mal, à l'issue de leur contrat. Cependant, près de 30 % d'entre eux confient qu'ils espèrent rester dans l'armée après leur temps de volontariat, et cet aveu n'est pas si innocent puisqu'il signifie que leur attitude est plutôt dictée par le désir de s'engager et, donc, de décrocher un emploi de militaire.

Ces AVAE sont souvent dans des situations familiales ou person-

nelles difficiles ou défavorisées. Selon les théâtres d'opération où ils servent, leur niveau d'études est faible : entre 77 % et 84 % n'ont pas dépassé le brevet des collèges, ou un CAP. Plus de 40 % sont des fils d'ouvriers et d'employés. Ils sont à 15 % orphelins de l'un des parents, ou des deux à la fois. Ils sont issus, à 33 %, de milieux séparés ou divorcés et, pour 31 %, leurs familles comptent plus de quatre enfants.

En revanche, ils partagent souvent les mêmes motivations, à les en croire. En priorité, ils déclarent être partis par idéal (l'attrait des missions humanitaires et « l'envie de faire quelque chose d'utile », puis par goût de l'aventure (qu'ils confondent avec « l'exotisme » ou la quête de « contacts humains » qu'ils ne trouveraient pas ailleurs, dans la civil).

La soldé et les conditions matérielles ne figurent qu'en troisième

position. Elles ne sont pourtant pas négligeables. Un sous-lieutenant appelé touche 1 584 F par mois, quand le sous-lieutenant VSL, entre vingt et vingt-quatre mois de service, perçoit 7 128 F. Un sergent reçoit 1 239 F ou 5 575 F selon qu'il appartient à l'une ou l'autre des situations. Quant au soldat, il doit se contenter de 495 F par mois, comme appelé, et il en gagne 2 227 comme VSL entre vingt et vingt-quatre mois de service. D'une manière générale, la soldé du VSL, à son vingtième mois, rejoint presque celle du personnel d'active de même grade. A ceci près que, de surcroît, à la fin de son contrat, le VSL bénéficie d'un pécule de départ qui est égal à une fois et demie, voire trois fois, sa soldé mensuelle – selon la durée de son contrat – et qui lui est versé pendant le dernier mois de service.

Malgré les efforts consentis au début de 1993, estime la commission armée-jeunesse, la soldé allouée aux AVAE devrait mieux prendre en compte les risques encourus. Surtout, il paraît indispensable d'assurer une couverture sociale suffisante par l'Etat. Le recours à des assurances privées, même souscrites par les unités, est choquant dès lors que le pays sollicite sa jeunesse pour des missions dangereuses.

Une option forte pour l'état-major

Tant en ex-Yugoslavie qu'en Cambodge ou en Somalie, d'où les « casques bleus » français pourraient se retirer avant la fin de cette année, les AVAE constituent une corporation de soldats appréciée des responsables de l'ONU et de leur propre encadrement national. Des rapports d'officiers étrangers à l'état-major des Nations unies en témoignent, qui soulignent « la valeur et la compétence » des

jeunes recrues françaises. De son côté, la commission armée-jeunesse rapporte le jugement de cadres français au contact de ces AVAE, qui font état de leur « dévouement » et de leur « sang-froid » sur le terrain : un officier, qui commandait auparavant des engagés et qui avait eu quelques craintes avant son départ pour le Liban à la tête d'un peloton d'AVAE, dit être ensuite revenu sur son a priori.

A l'état-major de l'armée de terre, on reconnaît que le recours aux VSL et aux AVAE s'avère aujourd'hui « utile » et « indispensable » pour entretenir des forces dans le monde entier au terme des engagements militaires pris par la France. « Le volontariat s'impose comme une option forte pour l'armée de terre », écrivent les responsables du bureau des ressources humaines de l'état-major. Sans lui et, principalement, sans les appelés « casques bleus », il est clair, notent-ils, que la France ne pourrait honorer ses engagements internationaux.

Aujourd'hui, on compte en moyenne trois volontaires pour un poste offert. En 1997, le dispositif de bataille français (un corps blindé mécanisé et une force d'action rapide) devrait regrouper 65 000 appelés, pour une armée de terre réduite à 225 000 hommes. Avec son capital de VSL, s'il est maintenu à quelque 24 000 hommes et à fortiori s'il est développé encore, la physiologie du contingent changera sensiblement : à côté de troupes professionnelles, l'armée de terre pourra constituer un « vivier » de VSL à partir duquel elle mettra sur pied des détachements complets d'appelés voués aux actions extérieures. Dès lors, le service militaire devra se chercher un but.

JACQUES ISNARD

Le juge Befly a entendu le juge anti-terroriste Laurence Le Vert

Le juge Befly a entendu comme témoin, jeudi 16 septembre, à Paris, M^{me} Laurence Le Vert, juge d'instruction au tribunal de Paris chargée des affaires de terrorisme. L'audition aurait porté sur l'identité du troisième homme qui a assisté au déjeuner du 17 juin au Fouquet's entre l'ex-entraîneur de Valenciennes Boro Primorac et André-Noël Filippetti qui, d'après M. Primorac, aurait servi d'intermédiaire dans une présumée tentative de subornation de témoin.

M. Befly pensait qu'il aurait pu s'agir d'un policier du service de sécurité du ministère de l'Intérieur (SSMI), chargé de la sécurité de M^{me} Le Vert et précédemment affecté à la protection de M. Tardieu, lorsque celui-ci était ministre de la ville. M^{me} Le Vert avait déjà donné des indications par téléphone aux policiers : elle aurait répété au juge Befly que son garde du corps s'était chargé de sa protection le 17 juin. Ce fonctionnaire de police, qui avait été placé en garde à vue mercredi 8 septembre, ne pourrait donc être le « troisième homme ». Confronté à Boro Primorac, il n'avait pas été reconnu formellement et remis en liberté.

Cette nouvelle audition par le juge Befly a suscité chez certains magistrats des réactions allant de « l'étonnement » à « l'indignation ».

Elle relève, selon le président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), Claude Pernollet, d'« investigations paraissant démesurées ».

Par ailleurs, le procureur de Valenciennes Eric de Montgolfier avait demandé à l'ancien ministre Jacques Mellick, député (PS) du Pas-de-Calais, de lui indiquer, avant le vendredi 17 septembre, s'il acceptait de témoigner devant le juge Befly dans l'affaire de subornation de témoin. Convoqué le 16 août, Jacques Mellick, qui affirme avoir été présent dans les locaux de BTF au moment où Boro Primorac prétend y avoir rencontré Bernard Tapie, avait refusé de répondre aux questions posées par le magistrat instructeur (le Monde du 18 août). Vendredi matin, l'avocat de M. Mellick, M^{me} Charles Libman, a indiqué au Monde que son client ne rencontrerait pas le juge Befly tant qu'il ne serait pas convoqué officiellement : « Cet ultimatum est une fantaisie, une de plus dans cette affaire. M. Mellick n'a reçu aucune convocation. Il serait temps que l'on respecte les formes et que l'on cesse de faire « joujou » avec la justice. M. Mellick ne refusera pas d'être entendu s'il est convoqué dans des conditions normales ».

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès GRC-Emin devant le tribunal de Lyon

La privation des droits civiques et civils requise contre le sénateur centriste Pierre Lacour

Lors de la deuxième journée du procès GRC-Emin devant le tribunal correctionnel de Lyon, Pierre Marie Cuny, procureur adjoint, a requis trois années de prison avec sursis, 1 million de francs d'amende ainsi que la privation des droits civiques et civils, à l'encontre du sénateur Pierre Lacour, maire (CDS) de Montbrion (Charente), accusé d'être le principal bénéficiaire, à titre personnel, du système de fausses factures mis en œuvre par le couple de promoteurs lyonnais (le Monde du 17 septembre).

LYON

Après une première audience émaillée d'un certain folklore, avec la « prestation » de Pierre Jeambrun, sénateur (Gauche démocratique) du Jura, l'atmosphère a radicalement changé pour l'examen du cas de Pierre Lacour, sénateur-dix ans, l'autre sénateur impliqué dans cette affaire de fausses factures. La loi d'immunité de juillet 1988, qui semble devoir s'appliquer pour son collègue du palais du Luxembourg (le minis-

tère public s'en remet à l'appréciation du tribunal), ne devrait pas concerner M. Lacour (CDS), qui, par un jeu de fausses facturations à trois, a fait régler 1 million de francs de travaux divers dans sa propriété, d'une centaine d'hectares, de Bussières (Dordogne).

« Je vais enfin pouvoir m'exprimer », a commencé par s'exclamer le sénateur de la Charente, très solennel, avant d'annoncer qu'il n'avait rien à ajouter à ce qu'il avait dit lors de l'instruction. En réalité, M. Lacour, grand spécialiste de la chasse et de l'aménagement de l'espace rural, parla énormément. De drainage, de curage d'étangs, d'élagage, de défrichage et autres travaux agrestes, qui se succédèrent chez lui pendant près de deux ans. Il soutint que ce vaste chantier ne devait pas coûter plus de 150 000 francs, mais admet qu'il avait demandé aux dynamiques dirigeants de GRC-Emin, rencontrés par hasard, de le prendre en charge. Il s'agissait, dans son esprit, de compenser l'argent personnel qu'il aurait consacré à l'activité de son peu fortuné père, le CDS. Et donc d'un financement politique.

Patrick Emin, le promoteur lyonnais, qui se plaint d'avoir été piégé durant sa garde à vue par l'inspec-

teur marseillais Antoine Gaudin, se souvient, lui, d'une somme de 300 000 francs, qu'il aurait d'ailleurs acceptée de régler sans sourciller, parce que « si je ne payais pas, GRC ne travaillerait pas ». Les responsables de Jean Lefebvre SA ont, pour leur part, peu apprécié de voir leur « contribution » au règlement (un service sollicité par leur bon client GRC) s'élever à près de 600 000 francs. Quant à l'entrepreneur Roland Raynaud, il ne conteste pas l'évaluation de plus de 1 million de francs de l'expert, qui correspond à son travail et à ce qu'il a perçu, via quatre factures.

« Agissements révoltants »

Confronté à cette inflation galopante, M. Lacour répliqua, s'énervant, qu'il n'était pas à laisser planer le doute sur l'honnêteté du « brave » Raynaud auquel il offrait naguère des lettres de recommandation. Le représentant du parquet souligna cette « volonté de tromper » et une propension à « nuire » les autres pour signifier des « agissements révoltants de la part d'un élu ».

Le fait que le sénateur Lacour, comme Pierre Jeambrun, soit, depuis

1983, un membre élu de la Commission nationale d'urbanisme commercial (CNUC), chargée de se prononcer sur les recours concernant l'implantation des centres commerciaux — où, comme le réquisitoire définitif le souligne, « dans 85 % des cas, il avait émis un avis favorable à des recours formés par GRC devant la commission qui n'y fut favorable qu'à 68 % », fut évoqué, sans insistance. Du coup, si les débats ont permis de démontrer de façon exemplaire les mécanismes de la fausse facturation — on croit avoir compris « qui, où, quand et comment », la question « pourquoi ? » reste quelque peu en suspens.

Au terme de son réquisitoire, M. Cuny avait par ailleurs réclamé des peines de 18 mois de prison avec sursis et 150 000 francs d'amende contre Evelyne et Patrick Emin, qui, à ses yeux, sont loin d'être « les victimes du vice d'un système », six mois avec sursis contre trois cadres dirigeants des sociétés GRC et Jean Lefebvre SA, considérés comme des « intermédiaires », et 4 mois avec sursis contre l'entrepreneur trop peu regardant sur l'origine des règlements.

ROBERT BELLERET

JUSTICE

A la recherche du « troisième homme » dans l'affaire

Le juge Befly a entendu le juge anti-terroriste Laurence Le

Le juge Befly a entendu comme attendu, jeudi 16 septembre, à Paris, Laurence Le Vert, juge d'instruction au tribunal de Paris chargé des affaires de terrorisme. L'audition avait pour objet l'identité du troisième homme qui a assisté au déjeuner du 17 juin au Fouquet's entre le sénateur de Valenciennes Boro Primorac et Anne-Nelly Filippouddu, épouse de Jean-Louis Filippouddu, député (PS) de Paris. Laurence Le Vert, qui avait été chargé de la subordination de

Par ailleurs, le procureur adjoint Eric de Montebello, qui a demandé à l'indaguer, selon le président du syndicat des magistrats (majoritaire), Claude Fournier, d'investigations personnelles.

Par ailleurs, le procureur adjoint Eric de Montebello, qui a demandé à l'indaguer, selon le président du syndicat des magistrats (majoritaire), Claude Fournier, d'investigations personnelles.

Cette nouvelle audition par le juge Befly a suscité chez certains magistrats des réactions allant de « l'éton-

Le procès de Roland Gaucher contre « le Monde »

L'honneur et la bonne foi

La deuxième chambre de la cour d'appel de Paris a informé, jeudi 16 septembre, le jugement de la chambre correctionnelle de la chambre de 22 juges, qui relaxe le journaliste Bertrand Poirot-Delpech et le journal le Monde des accusations engagées par Roland Gaucher, conseiller général Front national de Franche-Comté, pour un article publié dans nos éditions du 16 avril.

Pour quelques jours après l'arrêt de non-lieu prononcé en faveur de Paul Touvier par la chambre d'assises de Paris, l'article de presse comme une « bonne lecture », dont pour un militant d'extrême droite à l'ancien chef de la milice lyonnaise, Roland Gaucher, avait été condamné à la qualification d'« incitation à la haine raciale » et, bien que cette condamnation soit devenue sans objet, le tribunal avait néanmoins relaxé au nom de la bonne foi.

Dans son arrêt, la cour, présidée par Jean-Marie Despagne, rappelle que Roland Gaucher, s'il ne fut pas SS, en a jamais été un, mais qu'il fut un des multiples docu-

ments produits au cours de la procédure, lesquels il a été fait défenseur des troupes d'occupation et des Français tant à leurs côtés qu'à leur recrutement actif pour les SS. Le jugement a été rendu le 16 septembre, à la chambre correctionnelle de la cour d'appel de Paris, après un procès qui a duré deux jours, du 14 au 15 septembre 1992, par la 14^e chambre correctionnelle de la cour d'appel de Paris, présidée par le conseiller général Front national de Franche-Comté, Roland Gaucher, pour un article publié dans nos éditions du 16 avril.

Pour quelques jours après l'arrêt de non-lieu prononcé en faveur de Paul Touvier par la chambre d'assises de Paris, l'article de presse comme une « bonne lecture », dont pour un militant d'extrême droite à l'ancien chef de la milice lyonnaise, Roland Gaucher, avait été condamné à la qualification d'« incitation à la haine raciale » et, bien que cette condamnation soit devenue sans objet, le tribunal avait néanmoins relaxé au nom de la bonne foi.

Dans son arrêt, la cour, présidée par Jean-Marie Despagne, rappelle que Roland Gaucher, s'il ne fut pas SS, en a jamais été un, mais qu'il fut un des multiples docu-

ments produits au cours de la procédure, lesquels il a été fait défenseur des troupes d'occupation et des Français tant à leurs côtés qu'à leur recrutement actif pour les SS.

Le jugement a été rendu le 16 septembre, à la chambre correctionnelle de la cour d'appel de Paris, après un procès qui a duré deux jours, du 14 au 15 septembre 1992, par la 14^e chambre correctionnelle de la cour d'appel de Paris, présidée par le conseiller général Front national de Franche-Comté, Roland Gaucher, pour un article publié dans nos éditions du 16 avril.

Pour quelques jours après l'arrêt de non-lieu prononcé en faveur de Paul Touvier par la chambre d'assises de Paris, l'article de presse comme une « bonne lecture », dont pour un militant d'extrême droite à l'ancien chef de la milice lyonnaise, Roland Gaucher, avait été condamné à la qualification d'« incitation à la haine raciale » et, bien que cette condamnation soit devenue sans objet, le tribunal avait néanmoins relaxé au nom de la bonne foi.

Dans son arrêt, la cour, présidée par Jean-Marie Despagne, rappelle que Roland Gaucher, s'il ne fut pas SS, en a jamais été un, mais qu'il fut un des multiples docu-

Devant la cour d'appel de Paris

Les causes de la catastrophe de la gare de Lyon font l'objet d'un nouvel examen

La 20^e chambre de la cour d'appel de Paris examine, depuis le jeudi 16 septembre, les recours formés contre le jugement rendu le 14 décembre 1992 par la 14^e chambre correctionnelle de la cour d'appel de Paris, qui avait relaxé le conducteur de la catastrophe ferroviaire de la gare de Lyon. Cet arrêt, rendu le 27 juin 1988 dans la gare sursitaire, avait provoqué la mort de cinquante-six personnes et autant de blessés.

Le magistrat instructeur avait renvoyé devant le tribunal correctionnel plusieurs personnes impliquées à titres divers dans l'accident. Ainsi, Odile Mirroir avait été poursuivie pour avoir tiré le signal d'alarme en s'apercevant que son train, le Melun-Paris, était pas omnibus. Le conducteur, Daniel Saulin, avait alors réarmé le signal d'alarme en gare de Vert-de-Maisons, mais lors de cette manœuvre, effectuée avec difficulté, un robinet d'arrêt avait été manipulé, provoquant une coupure du circuit de freinage sur la quasi-totalité du convoi.

Constatant l'absence de frein peu avant la gare de Lyon, le conducteur avait lancé par radio un message d'alerte sans s'identifier, ce qui avait conduit le régulateur à diriger le train « en dérive » sur une voie supposée libre. Cependant, à cause du retard d'un contrôleur, cette voie était occupée par un train qui aurait dû partir à 19 h 04 pour Villeneuve-Saint-Georges. Le Melun-Paris avait donc percuté contre ce train, les voitures s'embarquant les unes dans les autres sur 18 mètres.

Le tribunal correctionnel avait relaxé le régulateur, Auguste Thioullence, et Odile Mirroir du délit de complicité d'homicide et blessures involontaires, ne retenant contre cette dernière que la contravention pour usage abusif du signal d'alarme.

Robinet fermé

En revanche, le conducteur, M. Saulin, avait été condamné à quatre ans de prison, dont trois ans et demi avec sursis, et le contrôleur du train percute, André Fouquet, sanctionné de deux ans de prison avec sursis. A l'audience du tribunal, les avocats de la défense et certains conseillers des victimes avaient longuement insisté sur la responsabilité de la SNCF qui n'aurait pas, à leurs yeux, installé les équipements nécessaires à la sécurité, et qui aurait commis des erreurs de conception, notamment dans la construction de la gare sursitaire. Les premiers juges avaient écarté ces arguments, qui ont à nouveau été évoqués devant la cour d'appel. Ainsi, lors de la première journée de l'audience, M. Saulin a-t-il rappelé que, lorsqu'il était reparti de Vert-de-Maisons, « tous les indicateurs en cabine étaient normaux ». Pourtant, à l'exception de l'élément notoire, le train était sans frein et aucune alarme ne s'est déclenchée pour

prévenir le conducteur. Les débats de jeudi ont cependant permis d'éclaircir un point resté obscur en première instance.

Le robinet d'arrêt du circuit de freinage étant facilement accessible, on ignorait qui avait pu le manœuvrer. M. Saulin affirmait qu'il pensait l'avoir laissé ouvert

mais, devant la cour d'appel, le conducteur a admis : « Avec le recul, je pense que c'est moi qui ai dû laisser ce robinet fermé ».

Les débats se poursuivront jusqu'au vendredi 24 septembre avant que la cour ne mette son arrêt en délibéré.

MAURICE PEYROT

Jusqu'à 50% d'économie avec les nouveaux "Tarifs Privileges" d'ITT Sheraton.

Tarifs Privileges Affaires... de 5% à 30% de remise
Du dimanche au jeudi sans réservation ni paiement à l'avance. Même pour un voyage de dernière minute, vous bénéficiez de prix exceptionnels.

Tarifs Privileges Week-ends... de 30% à 50% de remise
N'hésitez plus à partir en week-end. Vous pouvez bénéficier de tarifs particulièrement avantageux en arrivant le vendredi ou le samedi. Demandez notre brochure Week-end.

En payant avec votre carte Visa, vous bénéficiez automatiquement d'une chambre de catégorie supérieure, dans la limite des disponibilités au moment de votre arrivée.

Quelques exemples de nos Tarifs Privileges:

Hotels ITT Sheraton	Plaisir	Tarifs Privileges Affaires	Tarifs Privileges Week-ends
Libonne	ESC 30.000**	ESC 19.000**	ESC 15.000**
Bruxelles	BF 10.600*	BF 7.220*	BF 4.200**
Bruxelles/Aéroport	BF 8.800*	BF 7.410*	BF 4.200**
Munich	DM 430*	DM 223.25*	DM 198**
Istanbul	US \$ 178.57	US \$ 114.32	US \$ 90
Paris/Prince de Galles	FFR 2.200*	FFR 1.710*	FFR 1.450*
Londres/Belgravia	£ 245	£ 168.25	£ 155**
Le Caire	US \$ 156	US \$ 128.25	US \$ 92
Taipei	US \$ 204	US \$ 193.80	US \$ 173.50
New York/Midtown	US \$ 255	US \$ 174	US \$ 155
Toronto	CAD 180	CAD 129	CAD 109
Montréal	CAD 175	CAD 155	CAD 99

* Prix définitif complet ** Taxes et services compris

Pour réserver, appelez votre agence de voyages ou le numéro vert suivant et demandez nos Tarifs Privileges. L'offre est limitée, réservations de dernière minute.

ITT Sheraton

France: 05907635

Les tarifs indiqués s'appliquent pour l'occupation d'une chambre par une personne, sauf pour le Tarif Privileges Week-ends. Tous les tarifs sont valables sous réserve de disponibilité et peuvent être modifiés sans préavis. Les Tarifs Privileges ITT Sheraton sont valables dans les hôtels ITT Sheraton d'Europe, d'Afrique, du Moyen-Orient, des USA et du Canada. Certaines restrictions sont applicables.

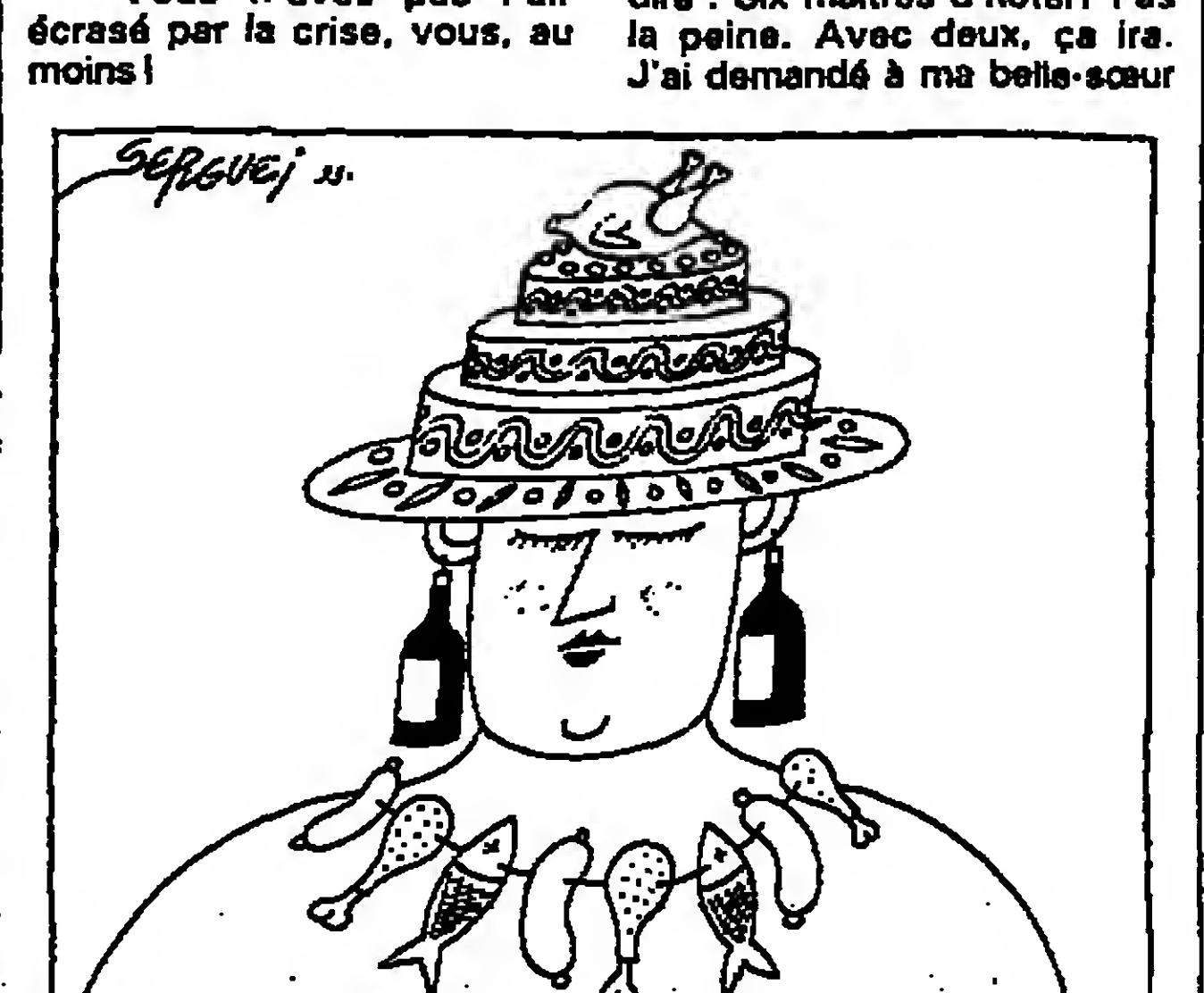
QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUITE

On est là, on s'inquiète, on panique : Ça va pas, ça va mal, jamais on s'en sortira. Ou'on se rassure, il y en a pour qui ça va bien, très bien, merci. Prenez, moi. Depuis la fin mai, je suis de noces sans arrêt. Tendres noces de vermeil, d'or ou d'argent, charmants mariages en blanc. Tiens, pas plus tard que samedi dernier, je me suis retrouvée avec un monde fou, dans un petit château des environs de Paris. Loué, hein, attention ! Les proprios passent leurs week-ends raplés dans les étages.

Je fonce au buffet et je tombe sur le maître de cérémonie, un des meilleurs traiteurs de Paris. Un quinquas, beau garçon, grand, brun, très pincé à sans à rure. Avec une longue expérience des réjouissances qui ponctuent, de la naissance à la mort — Mais si ! Mais si ! — les principales étapes de notre vie. Je ne peux pas vous dire son nom, il préfère garder l'anonymat. Je le salue : — Vous n'avez pas l'air écorché par la crise, vous, au moins !

du homard. En entrées, s'entend. — Ben, dites donc ! — C'est exactement la réaction que ces gens voulaient obtenir de leurs invités. Evidemment, quand les deux parties adverses, c'est comme ça qu'on appelle les familles ou plus exactement les mères, n'appartiennent pas au même milieu, ça peut faire des embrouilles pas possibles. La A va accuser la B, derrière son dos, bien sûr, d'avoir mal vu le monde, d'avoir mauvaise goût, de ne pas savoir recevoir et la B va trouver la A bêcheuse, avare et constipée. Faut être psychologue, dans notre métier : se mettre à l'écoute de désirs innués ou imprécis, savoir évaluer les moyens des clients. — Suffit de leur demander combien elles veulent dépenser, non ? — Non. La C — ou la B — vous donnera toujours un chiffre gonflé de gêne ou de vanité. Après quoi, elle vous dira : Six matras d'hotel ! Pas la peine. Avec deux, ça ira. J'ai demandé à ma belle-sœur



— Uniquement parce que j'ai su garder la tête froide au lieu de me laisser gagner par l'euphorie des années 80 et d'investir à tout va. Et puis, crac !, depuis bientôt quatre ans, côté sociétés, à part quelques promotions de nouveaux produits, disque, parfum, machine à laver, plus un client. Et des dettes en veux-tu en voilà. — Et côté particuliers ? — C'est plus stable. En économie sur le quotidien, pas sur l'exceptionnel. Et comme la plupart des gens n'ont plus de personnel de maison, c'est à nous qu'on fait appel. Et ça rend. Le mariage tient le coup malgré tout. La bar mitzva, je vous raconte pas. Même l'enterrement réserve d'heureuses surprises. Moi, j'ai vu des héritiers bambocher au retour du cimetière. — Et on clique beaucoup ? Je parle de fric. — Ça dépend de la classe sociale. Pour nous, il y en a trois. C, B et A. Les gens simples, les nouveaux riches et le vieil argent.

Ici, ce serait plutôt... — plutôt B. Cadres, commerçants, professionnels libéraux. Regardez-vous, regardez la dame, là. Elle est griffée de la tête au pied. Tout pour la montre, l'épate. — Et le C, c'est qui ? — N'importe qui, une secrétaire, un agent de maîtrise prêt à casser sa tirelire et à faire la fête, une fête de rêve, une fête B. A nous de le lui permettre en forçant sur la garniture de plats très décorés, très tarabiscotés. Ou en lui proposant un buffet comme celui-ci, avec des bouquets roses et blancs et des volants en organdi.

— Moi, je trouve ça ravissant. — Ça ne m'étonne pas. C'est très... typé, en tout cas. Vous ne verrez pas ça chez les A. Là, pas de fioritures, pas de tralalas. Sa fortune ou la dissimulation, on ne l'étale pas. Les B, ils ne reculent devant rien. Vous savez ce qu'il m'est arrivé de servir au cours du même repas ? Dans l'ordre : du caviar, du saumon et

de me prêter sa femme de ménage. Les boissiens, le père du marié s'en occupe. Il connaît un petit producteur de champagne très avantageux... Dans le temps, on vous livrait une cérémonie clé en main. On s'occupait de tout. A commencer par le cadre : château, hôtel particulier, salle réservée au Maurice, au Crillon, au Ritz ou au Plaza. — Ah ! par là, sortez de là... — Ben, vous avez le Hilton ou l'Intercontinental, mais c'est plus impersonnel, plus banal. Et naturellement les boîtes à mariage, le Cercle militaire, la Maison des centriciens ou des X. Là, c'est la grosse artilerie. Le cocktail monstre. La réception poubelle.

Tout le carnet d'adresses y passe. Pour pas bon et pas cher. — Chez vous, ça revient à combien ? — Un 6 à 8 ? De 200 à 250 F par personne. S'il s'agit d'un C, on peut le lui démarquer à 150 balles. — Là, j'ai droit à combien de canapés ? — Douze. Si c'était un buffet d'entrée, une bonne vingtaine. Et c'est pas des canapés, c'est des pièces. Il y a belle lurette que j'ai remplacé le pain par des branches de céleri, des feuilles d'endive, des pétoncles farcis. L'hiver, je sers des satés indonésiens, des chinoiseries cuites à la vapeur, des amuses-gueule amusants, quoi. Pour gens blasés. — Alors, les C, qu'est-ce que vous leur donnez ? Des petites saucisses chaudes ? — Pas de misérabilisme vulgaire, je vous en prie ! Des boudins de volaille ou de poisson. Ou de la viande coupée en cubes embrochée sur une pique. Quant au A, il refuse tout ce qui ostentatoirement vient de chez un traiteur : les petits gâteaux, les chocolats signés d'une étiquette dorée. Le B, lui, en raffole. L'or, il adore. — Tiens, moi aussi. — Oui, ça se voit.

C O M M U N I Q U É

sacem 
La musique, toute la musique

SCAM
SOCIETE CIVILE DES AUTEURS
MULTIMEDIA

SGDL
SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES
DE FRANCE

Un Gatt raisonnable pour une culture européenne.

A la veille de la conclusion annoncée des accords **GATT**, les auteurs, réalisateurs et compositeurs de la **SACEM**, de la **SGDL** et de la **SCAM** lancent un appel, en accord avec les nombreux auteurs et réalisateurs réunis à Venise à l'initiative de la **FERA** (Fédération Européenne des Réalisateurs Audiovisuels).

Ils rappellent que chaque peuple jouit d'un droit imprescriptible au développement de sa propre culture en même temps qu'à l'accès au trésor culturel des autres peuples.

Ils savent que dans la crise qui déchire le monde en cette fin de siècle, il est essentiel que le cinéma et les autres moyens d'expression audiovisuels puissent contribuer à la compréhension, au rapprochement et à l'essor culturel des peuples.

Le maintien et le renforcement d'une identité culturelle forte de la Communauté est d'ailleurs indispensable à la réussite de la construction européenne.

Cette constatation est à l'origine, notamment, de certaines des dispositions de la Directive "Télévision sans frontières" ainsi que, plus récemment, de l'article 128 du Traité de Maastricht.


Cette identité est aujourd'hui menacée par la volonté hégémonique de certains milieux extérieurs à la Communauté.

Nous avons tous en mémoire les paroles de Jacques Delors : “S’il existe une raison fondamentale pour que les peuples se mettent ensemble, c’est qu’il existe une culture européenne dans toute sa diversité que vous, les auteurs, représentez”.

C'est au nom de cette culture que la **SACEM**, la **SGDL** et la **SCAM** s'opposent formellement à l'adoption de l'accord **GATT** dans sa forme actuelle puisqu'il ne prévoit aucun régime dérogatoire pour le secteur audiovisuel.

Elles exhortent les négociateurs européens à exiger de manière inconditionnelle que les règles prévues à l'accord ne puissent porter atteinte au secteur audiovisuel européen.

La clause d'exception culturelle, seule règle de nature à préserver nos identités, doit être intégrée à l'accord **GATT, sans aucune concession.**


Pierre DELANOË
Président du Conseil d'Administration
de la SACEM.

Guy SELIGMANN
Président de la SCAM.

Paul Fournel

Paul FOURNEL
Président de la SGDL

SACEM
Société des Auteurs, Compositeurs
et Éditeurs de Musique.
Tél. 47 15 47 15

SCAM
Société civile des Auteurs
Multimédia
Tél. 40 51 33 00

SGDL
Société
des Gens de Lettres.
Tél. 40 51 33 00

فكرة امنه الاصل

S A N S • V I S A

Sur les pas de la Longue Marche

Parcours dans les provinces du sud-est de la Chine, visite des sites historiques de la Longue Marche et rencontres avec des témoins et des survivants de l'épopée qui, d'octobre 1934 à octobre 1935, vit, dans leur fuite en avant, les partisans de Mao conquérir le pouvoir.

19 août

Nanchang. Capitale de la province du Jiangxi, berceau de la révolution chinoise. Combien mesure-t-elle? Si petite, si fière. A quatre-vingt-deux ans passés, la vieille dame vit seule dans un deux-pièces-cuisine confortable. Dans le salon, un canapé, deux fauteuils, un ventilateur au plafond qui tourne sans désemparer. Au mur, une grande photographie de Mao des années 50, une gigantesque langouste naturalisée. Un bouddha bedonnant trône sur le buffet. « *Huanyin! Huanyin!* » (« Bienvenue! »). Le thé est servi prestement. La vieille dame s'étonne un peu de la visite et de l'intérêt qu'on lui porte. Pourtant, si les chiffres sont exacts, elle est l'une des trente femmes à avoir fait la Longue Marche et aujourd'hui l'une des rares survivantes.

Native de Ruijin, au Jiangxi, où les communistes, Mao Zedong en tête, feront leur nid au début des années 30, fille de paysans pauvres, orpheline, elle s'enrôle « naturellement » dans l'armée rouge à l'âge de dix-huit ans. Époque terrible qui coïncide avec les « cinq campagnes d'encerclement » destinées à écraser les communistes dans leurs « soviets ».

Elle se souvient, la vieille dame, des fleuves et des montagnes enneigées, du froid qui vous transperce et des morts à côté, des « minorités » (1) qui attaquent sans trêve leurs colonies. Et de la faim qui tenaille. Les pires moments? La traversée des fameuses « prairies », ces marécages redoutables où beaucoup de ses camarades s'enlèvent. Seule femme de son petit groupe, elle n'avait, dira-t-elle à plusieurs reprises, peur de rien. « *Bu pa* », ne craignait rien, jamais. Toujours prête à partager son dernier morceau de sel, sa dernière poignée de riz. Elle regrette seulement d'avoir perdu la précieuse gourde qui lui sauva la vie.

Petite soldate alors illettrée, elle a commencé la Longue Marche sans savoir qu'elle partait pour de lointains horizons. Pour un an (octobre 1934-1935), 12 000 kilomètres et la traversée de onze provinces. Un voyage aux dimensions de la Chine. D'ailleurs, qui savait? Personne.

A la mi-octobre 1934, lorsque les premières colonnes s'éloignent de Yidun, au sud du Jiangxi, chacun devine seulement que l'on fuit face à une campagne d'encerclement plus rude, plus étouffante que les précédentes. Les « blancs » - les armées du Kuomintang (KMT) de Tchiang Kai-chek - emploient les grands moyens et les services d'un général allemand, le von Seeckt, dont la stratégie se révèle furieusement efficace. Les « rouges » croyaient pourtant pouvoir faire jeu égal avec les « blancs ».

Trois ans auparavant, en 1931, avaient commencé la première, la deuxième puis la troisième « campagne d'extermination des bandits rouges ». Les communistes avaient dans le pion aux troupes de Tchiang Kai-chek, défaits, ridiculisés malgré leur nombre dix fois supérieur et des équipements sans comparaison. Une stratégie mise au point par Mao et son compère Zhu De. On connaît la suite: la venue des « communistes des villes », les fameux « vingt-huit bolcheviques » retour de Moscou et la reprise en main des troupes par ces idéologues accompagnés par un membre du Komintern, l'Allemand Otto Braun, alias Li De. Ce sont eux, et non Mao, qui décideront, contraints et forcés, de la Longue Marche et la mèneront dans un premier temps, avec des pertes considérables, jusqu'à Zunyi en janvier 1935. C'est là et là seulement que Mao prend le

pouvoir au sein du PCC. Il ne le perdra plus jusqu'à sa mort. Contrairement à la légende, il n'était auparavant qu'un des leaders minoritaires d'un parti affaibli par la répression du KMT et par ses propres dissensions.

Tous ces noms, tous ces épisodes, la vieille dame s'en souvient aussi. Mais, pour elle, l'essentiel se jouait ailleurs, dans la lutte quotidienne pour survivre... Puis elle pose sur la table la couverture d'un magazine où l'on voit le président de la République, Jiang Zemin, se pencher vers elle et lui serrer la main.

20 août

Nanchang, place du 1^{er}-Août où se dresse le Monument aux martyrs de la révolution. Tout autour, allongés sur le marbre frais, des dormeurs bouche ouverte, se laissent aller. C'est ici, au cours d'un des soulèvements qui embrasent les villes après la volte-face de Tchiang Kai-chek, que fut fondée le 1^{er} août 1927 l'armée rouge.

Visite obligée au Musée de la révolution. Architecture coloniale. A l'époque Grand Hôtel du Jiangxi. Belle façade début de siècle; grande cour intérieure sur laquelle s'ouvrent des salles où figurent héros, cartes, reconstitutions, photos jaunies et meubles au charme désuet. Chambre modeste de Zhou Enlai avec théière, tasse et pinceaux, fauteuils recouverts d'une housse blanche, claustra de bois et verre bleuté avec croisillons. La lumière matinale rehausse l'ensemble.

21 août

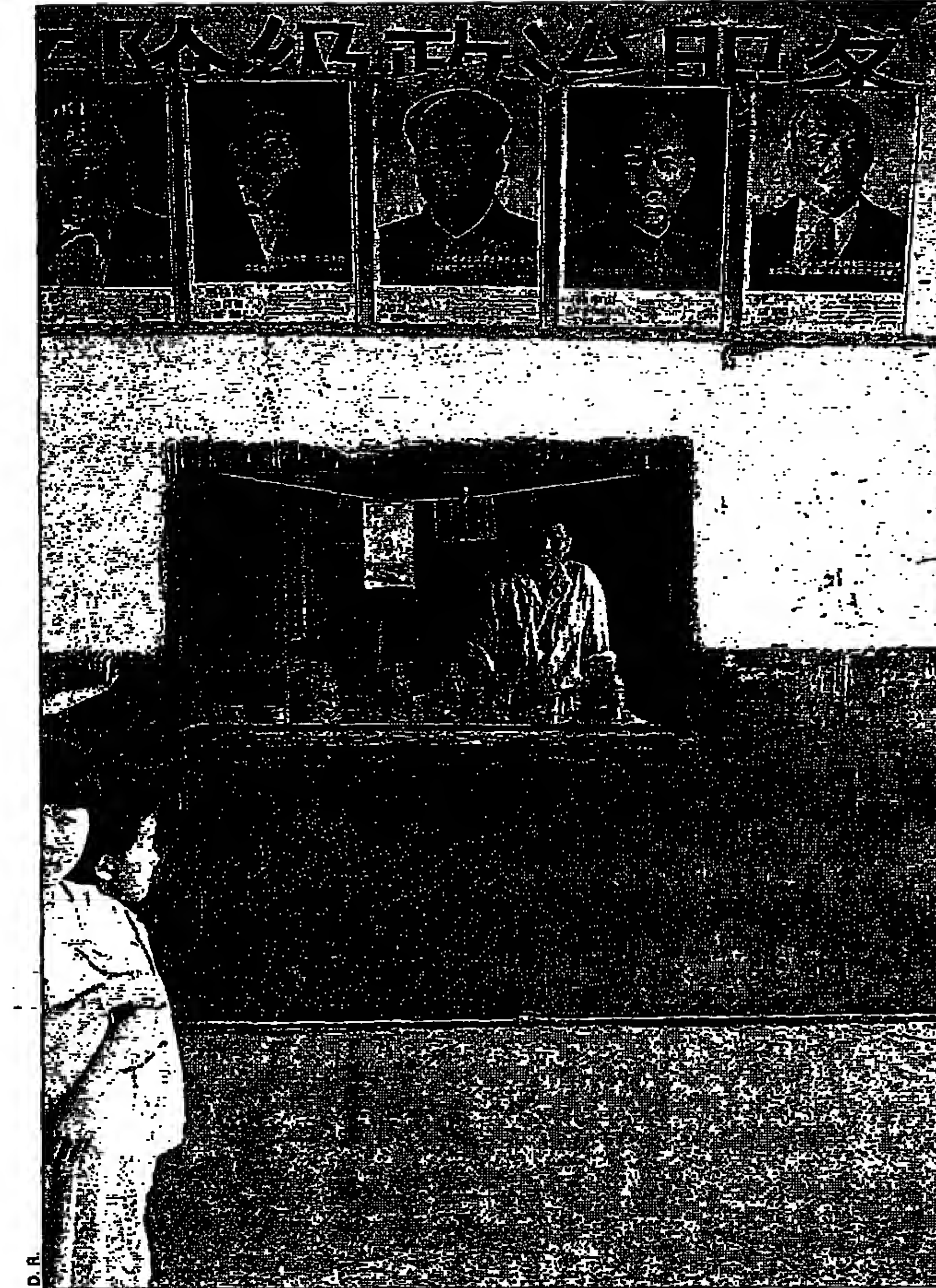
Sur la route. Direction sud-est, vers les monts Jinggang. Une route défoncée. Notre lot quotidien désormais. Poussière et camions bleus style *Salade de la peur*. Et la peur viendra plus tôt qu'à son tour. Prochaine étape: Ji-An et la bonne surprise de rencontrer un second vieux de la Longue Marche. Coquette maisonnette avec jardin. Ce « *lao hong jin* » (mot à mot: « vieux soldat rouge ») cache bien son âge. A quatre-vingt-trois ans, il n'a rien perdu de son énergie et de son autorité. En témoigne le respect des cadres provinciaux.

La Longue Marche s'est déroulée sous les ordres du général Peng De-huai, l'une des grandes figures du Parti communiste que Mao Zedong évincera à la fameuse conférence de Lushan, en 1959. Peng De-huai, l'un des seuls chefs historiques qui aient osé tenir tête au président et critiquer les errements du prétendu « Grand Bond en avant ». Il le paiera. Cher. Le vieux soldat rouge ne cache pas son admiration pour son chef d' alors. Si la Longue Marche fut « supportable », il le doit à ce remarquable meneur d'hommes, au fin stratège, à ce général dur à la tâche, toujours prêt à partager l'ordinaire des siens.

Communiste il devint et communiste il est. Et si le parti perdait le pouvoir? « *Ce serait la fin, monsieur, la fin de la Chine.* » Mais les jeunes qui courent les karaokés et se ruent ventre à terre après l'argent? Le vieil homme l'admet, « *l'esprit de la Longue Marche se perd. Mais le Parti communiste sauvera la Chine.* ». Et de montrer pour conclure deux photographies: celle du jeune combattant qu'il fut et celle du personnage salué récemment par Jiang Ze-min lui-même. Décidément.

22 août

Jinggangshan. A 400 kilomètres au sud-est de Nanchang. C'est ici, dans ces montagnes vert pâle, que tout a commencé. La première base, les premières victoires, l'application de recettes qui allaient faire fortune en Chine avant le Vietnam, l'Algérie... 1927. Les communistes tentent d'échapper aux troupes du KMT. Une poi-



A l'entrée d'une école de Ningyuan, les portraits de Marx, Engels, Mao Zedong, Sun Zhongshan et Lénine.

gnée d'entre eux se réfugient au fond d'une vallée perdue. Quelques révolutionnaires, des déclassés, paysans sans terre, bandits de grand chemin.

Ici, Mao commence de mener de front pratique et théorie. Restent la maison paysanne où il vécut au village de Dajing, un musée à Ciping, un monument au col de Huang Yangjie, lieu de la première victoire. A voir cette vallée encaissée, on comprend mieux le choix du sanctuaire.

L'un des rares survivants de cette époque mythique, lui-même originaire du Hunan du Sud, a rejoint ce maquis en 1928. Histoire d'un fils de paysan pauvre qui, fait rare, ira à l'école payé par un oncle lettré. L'influence de son maître, proche des révolutionnaires, les conditions de vie - où l'on retrouve les patates douces - propulsent l'adolescent vers Jinggangshan. Premiers meetings avec Mao: sa force de persuasion, son magnétisme, son accent hunanais du Nord, l'humour souvent au rendez-vous, les formules qui pleuvent, parfois inspirées des aphorismes écrits par Sun Zi dans *l'Art de la guerre* quelque deux mille cinq cents ans avant. Une discipline de fer, des escarmouches avec l'ennemi, l'enseignement des bases du marxisme forgent peu à peu cette armée rouge dont Zhu De deviendra le chef et Mao le leader charismatique.

Le vieil homme n'a pas oublié les ordres contradictoires venant des villes, le refus de Mao d'obtempérer, le départ pour le Sud-est, au carrefour de quatre provinces: Guangdong, Hunan, Guangxi, Jiangxi. Loin, très loin des grandes métropoles provinciales. Vieille tactique de hors-la-loi qui a fait ses preuves.

Quant à la Longue Marche, elle

fut d'autant plus éprouvante qu'il se perdit en chemin. Il doit son salut... à son talent de calligraphe! Du Sichuan, où il s'égare, jusqu'au Shaanxi où il retrouve les siens, il va proposer ses services et gagner gîte et couvert en maniant ses pinceaux. A Yenan, Mao lui-même le félicitera publiquement d'avoir réussi un tel exploit. Ce qui l'a sauvé? Sa jeunesse, la foi dans la Révolution. « *Bu pa* ». Lui non plus ne craignait rien. Et sa résistance au sommeil. Car, dit-il, « les pauses étaient courtes, longues les étapes ». On dormait dans le fossé, parfois chez l'habitant ou appuyé contre un arbre. Les uns sur les autres souvent. L'épuisement guettait, la malnutrition vous coupait les jambes. Le sel surtout manquait. Le petit homme ferme les yeux quelques secondes, goûte une pastèque et revolt les rares bons moments: les chants tout en marchant, les petits spectacles à la veillee.

Au village de Dajing, une quinzaine de grandes serres à champignons viennent détruire l'harmonie du lieu. Capitales taïwanaises. Il faut dire que les touristes ne se bousculent pas au portillon de la maison de Mao. Ils ont tort. Découverte fortuite de la pièce principale d'une ferme. L'œil est attiré par un « autel » où se mêlent allégrement dieux, ancêtres, Mao qui présida et, sur les deux murs, face à face, tous les anciens chefs de l'armée rouge en costume d'apparat, chevauchant des montures bondissantes. Cavaliers de l'Empire ou de l'Apocalypse?

24 août

Jinggangshan-Guangzhou. Une centaine de kilomètres d'une exceptionnelle beauté. Des gorges d'abord, puis une succession de vallées, de terrasses et de villages ouverts aux regards. Pas de

Dans les rizières, c'est l'époque du battage. Soit à la main, soit avec une machine que l'on active du pied.

Puis la vallée s'élargit. Le charme s'estompe... et revient au galop à la découverte de peintures murales encadrant une porte de bois monumentale et célébrant le Paysan et le Combattant. Une « nationale » nous tend les bras. Le long de la route, des meubles de bambou par milliers. Un fauteuil à bascule coûte 35 RMB (2) avant marchandage. A Guangzhou, gigantesque sous-préfecture, il faut avoir vu la rue Gangjiang et son architecture néoclassique. Façades jaunes vif, colonnes à l'antique, galeries, encorbellements, moulures et étoile rouge!

25 août

20 heures. Nuit noire: 38°. Ils sont quatre. Avec quatre éventails pour tenter d'éloigner cette chaleur humide qui étouffe la ville. Quatre vrais grognards, édentés parfois, « durs de la feuille », placés dans un hospice de l'Armée populaire de libération. Parmi eux, deux forts en gueule videaient bien leur sac si leur hôte « était étranger. Ils la trouvent un peu saumâtre, ces héros délassés passés demi-soldes. Dur, dur, l'hospice et les jours sans fin après les hauts faits et la gloire. Conciliabules. Mieux vaut raconter des anecdotes. La première: celle du strip-tease forcé de certains soldats rouges priés par des minorités agissantes de laisser chemise et pantalon au passage d'une gorge. Sinon, gare aux pluies de javalois.

Le deuxième conteur évoque son chef bien-aimé: un certain très jeune général nommé Lin Biao et le jour où il dégaina son pistolet en pleine réunion, tira pour rappeler à l'ordre un soldat indiscipliné. Le coup passa si près que l'éclaboussure faillit bien être décernée. Le troisième fait rire l'assemblée en expliquant avec force détails l'art d'accommoder sa ceinture... Quant au quatrième, il préfère entonner les cris de guerre que l'on scandait avant l'attaque pour effrayer l'ennemi et se donner du cœur au ventre.

De notre envoyé spécial

Victor Charcaux
Lire la suite page 16

(1) Les « minorités nationales » représentent plus de cinquante ethnies différentes et environ 8 % de la population chinoise, majoritairement han. Soit une minorité d'environ 100 millions de personnes réparties le plus souvent dans des régions excentrées.
(2) 1 RMB = 1 franc au taux officiel: environ 0,70 F au marché noir.

SÉJOURS REMISE EN FORME

Cet automne, ressourcez-vous aux Célestins.

Au cœur de Vichy, le luxe et le confort d'un Palace 4 étoiles et tous les bienfaits d'un nouveau centre de balnéothérapie - cosmétologie.

Pour vous: un diagnostic beauté-forme personnalisée.

vos programmes de soins et de détente avec chaque jour:

balnéothérapie (jet tonifiant, hydromassage...), soins et conseils beauté, sauna, hammam, jacuzzi, musculation... Pour lui: une formule remise en forme tonique (massage) 4 mains, training personnalisé... ou détente-loisirs (tennis, golf, billard...). Un week-end ou une semaine qui vous apporteront équilibre et vitalité.

LES CELESTINS

LES CELESTINS • HOTEL STEIGENBERGER

Renseignements et réservation au 05 600 333 (numéro vert)

FORFAIT EXCEPTIONNEL D'OUVERTURE

à partir de 2200F

*Offre valable jusqu'au 30/09/94. 2 jours/2 nuits en demi-pension. Supplément single 200F. Boissons non comprises.

JAN 16 1994

Bridge

n° 1552

TALENT
ET RÉGULARITÉ

Dans ce match entre « conventionnels » et « naturalistes », les enchères conventionnelles ont pris l'avantage, mais c'est le jeu de la carte de l'Américain Wolff qui a été l'autorité décisive.

♠ 82	♥ 83	♦ 84	♣ 85
♠ 83	♥ 84	♦ 85	♣ 86
♠ 84	♥ 85	♦ 86	♣ 87
♠ 85	♥ 86	♦ 87	♣ 88
♠ 86	♥ 87	♦ 88	♣ 89
♠ 87	♥ 88	♦ 89	♣ 90
♠ 88	♥ 89	♦ 90	♣ 91
♠ 89	♥ 90	♦ 91	♣ 92
♠ 90	♥ 91	♦ 92	♣ 93
♠ 91	♥ 92	♦ 93	♣ 94
♠ 92	♥ 93	♦ 94	♣ 95
♠ 93	♥ 94	♦ 95	♣ 96
♠ 94	♥ 95	♦ 96	♣ 97
♠ 95	♥ 96	♦ 97	♣ 98
♠ 96	♥ 97	♦ 98	♣ 99
♠ 97	♥ 98	♦ 99	♣ 100

Ann. : S. don. N.S. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Wolff	Branco	Hamman	Chagas
2 0	3 0	3 0	3 0
2 5 A	3 0	3 0	3 0
3 0	3 0	3 0	3 0
4 0	3 0	3 0	3 0

(2 0 : tricolore conventionnel; les autres enchères étaient également artificielles.)

Branco, en Ouest, entama tout, ce qui est logique contre un tricolore. Wolff prit l'entame et joua tout de suite le 7 de Trèfle. Branco fit la brillante défense de prendre avec l'As et de continuer tout. Wolff prit avec le Valet de Carreau et fit une première coupe à Trèfle, mais il n'y avait pas de reprise au mort (à Pique ou à Cœur) pour faire une deuxième coupe à Trèfle. Il essaya donc l'impossible au Roi de Cœur, qui échoua, et Branco s'empressa de faire tomber le dernier atout de Sud en jouant Carreau. Comment Wolff a-t-il pu quand même gagner CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Réponse

Il restait l'espoir d'une bonne répartition à Pique, ce qui n'était pas le cas. Wolff trouva cependant la ouzienne levée : il tira As Roi de Pique (au cas où le Valet tomberait), réalisa l'As de Cœur, coupe un Cœur (pour isoler la garde à Cœur d'Est) et présenta le cinquième atout pour obliger Chagas à s'incliner :

♠ 10 5 4 D ♠ 9 7 10
♠ 4 4 5 ♠ 9 7 10

Sur le 5 de Carreau, la défausse

d'Est libère le 4 de Pique ou le 5 de Cœur...

On voit en tout cas que le bon contrat est 3 Carreaux, et vous pouvez y parvenir sans difficulté avec les enchères suivantes : S. 1 0 ; N. 3 0 ; S. 4 SA ; N. 5 0 ; S. passe...

CORDE RAIDE
POLONAISE

Les Polonais ont gagné, avec une nette avance, le récent championnat d'Europe de Menton. En revanche, leur victoire dans le précédent championnat du monde (Bermuda Bowl) de 1991 a été acquise de justesse, et c'est notamment le chelien suivant qui a fait pencher la balance dans le match contre les Brésiliens.

♠ 44	♥ 65	♦ 65	♣ 763
♠ 45	♥ 66	♦ 66	♣ 764
♠ 46	♥ 67	♦ 67	♣ 765
♠ 47	♥ 68	♦ 68	♣ 766
♠ 48	♥ 69	♦ 69	♣ 767
♠ 49	♥ 70	♦ 70	♣ 768
♠ 50	♥ 71	♦ 71	♣ 769
♠ 51	♥ 72	♦ 72	♣ 770
♠ 52	♥ 73	♦ 73	♣ 771
♠ 53	♥ 74	♦ 74	♣ 772
♠ 54	♥ 75	♦ 75	♣ 773
♠ 55	♥ 76	♦ 76	♣ 774
♠ 56	♥ 77	♦ 77	♣ 775
♠ 57	♥ 78	♦ 78	♣ 776
♠ 58	♥ 79	♦ 79	♣ 777
♠ 59	♥ 80	♦ 80	♣ 778
♠ 60	♥ 81	♦ 81	♣ 779
♠ 61	♥ 82	♦ 82	♣ 780
♠ 62	♥ 83	♦ 83	♣ 781
♠ 63	♥ 84	♦ 84	♣ 782
♠ 64	♥ 85	♦ 85	♣ 783
♠ 65	♥ 86	♦ 86	♣ 784
♠ 66	♥ 87	♦ 87	♣ 785
♠ 67	♥ 88	♦ 88	♣ 786
♠ 68	♥ 89	♦ 89	♣ 787
♠ 69	♥ 90	♦ 90	♣ 788
♠ 70	♥ 91	♦ 91	♣ 789
♠ 71	♥ 92	♦ 92	♣ 790
♠ 72	♥ 93	♦ 93	♣ 791
♠ 73	♥ 94	♦ 94	♣ 792
♠ 74	♥ 95	♦ 95	♣ 793
♠ 75	♥ 96	♦ 96	♣ 794
♠ 76	♥ 97	♦ 97	♣ 795
♠ 77	♥ 98	♦ 98	♣ 796
♠ 78	♥ 99	♦ 99	♣ 797
♠ 79	♥ 100	♦ 100	♣ 798
♠ 80	♥ 101	♦ 101	♣ 799
♠ 81	♥ 102	♦ 102	♣ 800
♠ 82	♥ 103	♦ 103	♣ 801
♠ 83	♥ 104	♦ 104	♣ 802
♠ 84	♥ 105	♦ 105	♣ 803
♠ 85	♥ 106	♦ 106	♣ 804
♠ 86	♥ 107	♦ 107	♣ 805
♠ 87	♥ 108	♦ 108	♣ 806
♠ 88	♥ 109	♦ 109	♣ 807
♠ 89	♥ 110	♦ 110	♣ 808
♠ 90	♥ 111	♦ 111	♣ 809
♠ 91	♥ 112	♦ 112	♣ 810
♠ 92	♥ 113	♦ 113	♣ 811
♠ 93	♥ 114	♦ 114	♣ 812
♠ 94	♥ 115	♦ 115	♣ 813
♠ 95	♥ 116	♦ 116	♣ 814
♠ 96	♥ 117	♦ 117	♣ 815
♠ 97	♥ 118	♦ 118	♣ 816
♠ 98	♥ 119	♦ 119	♣ 817
♠ 99	♥ 120	♦ 120	♣ 818
♠ 100	♥ 121	♦ 121	♣ 819
♠ 101	♥ 122	♦ 122	♣ 820
♠ 102	♥ 123	♦ 123	♣ 821
♠ 103	♥ 124	♦ 124	♣ 822
♠ 104	♥ 125	♦ 125	♣ 823
♠ 105	♥ 126	♦ 126	♣ 824
♠ 106	♥ 127	♦ 127	♣ 825
♠ 107	♥ 128	♦ 128	♣ 826
♠ 108	♥ 129	♦ 129	♣ 827
♠ 109	♥ 130	♦ 130	♣ 828
♠ 110	♥ 131	♦ 131	♣ 829
♠ 111	♥ 132	♦ 132	♣ 830
♠ 112	♥ 133	♦ 133	♣ 831
♠ 113	♥ 134	♦ 134	♣ 832
♠ 114	♥ 135	♦ 135	♣ 833
♠ 115	♥ 136	♦ 136	♣ 834
♠ 116	♥ 137	♦ 137	♣ 835
♠ 117	♥ 138	♦ 138	♣ 836
♠ 118	♥ 139	♦ 139	♣ 837
♠ 119	♥ 140	♦ 140	♣ 838
♠ 120	♥ 141	♦ 141	♣ 839
♠ 121	♥ 142	♦ 142	♣ 840
♠ 122	♥ 143	♦ 143	♣ 841
♠ 123	♥ 144	♦ 144	♣ 842
♠ 124	♥ 145	♦ 145	♣ 843
♠ 125	♥ 146	♦ 146	♣ 844
♠ 126	♥ 147	♦ 147	♣ 845
♠ 127	♥ 148	♦ 148	♣ 846
♠ 128	♥ 149	♦ 149	♣ 847
♠ 129	♥ 150	♦ 150	♣ 848
♠ 130	♥ 151	♦ 151	♣ 849
♠ 131	♥ 152	♦ 152	♣ 850
♠ 132	♥ 153	♦ 153	♣ 851
♠ 133	♥ 154	♦ 154	♣ 852
♠ 134	♥ 155	♦ 155	♣ 853
♠ 135	♥ 156	♦ 156	♣ 854
♠ 136	♥ 157	♦ 157	♣ 855
♠ 137	♥ 158	♦ 158	♣ 856
♠ 138	♥ 159	♦ 159	♣ 857
♠ 139	♥ 160	♦ 160	♣ 858
♠ 140	♥ 161	♦ 161	♣ 859
♠ 141	♥ 162	♦ 162	♣ 860
♠ 142	♥ 163	♦ 163	♣ 861
♠ 143	♥ 164	♦ 164	♣ 862
♠ 144	♥ 165	♦ 165	♣ 863
♠ 145	♥ 166	♦ 166	♣ 864
♠ 146	♥ 167	♦ 167	♣ 865
♠ 147	♥ 168	♦ 168	♣ 866
♠ 148	♥ 169	♦ 169	♣ 867
♠ 149	♥ 170	♦ 170	♣ 868
♠ 150	♥ 171	♦ 171	♣ 869
♠ 151	♥ 172	♦ 172	♣ 870
♠ 152	♥ 173	♦ 173	♣ 871
♠ 153	♥ 174	♦ 174	♣ 872
♠ 154	♥ 175	♦ 175	♣ 873
♠ 155	♥ 176	♦ 176	♣ 874
♠ 156	♥ 177	♦ 177	♣ 875
♠ 157	♥ 178	♦ 178	♣ 876
♠ 158	♥ 179	♦ 179	♣ 877
♠ 159	♥ 180	♦ 180	♣ 878
♠ 160	♥ 181	♦ 181	♣ 879
♠ 161	♥ 182	♦ 182	♣ 880
♠ 162	♥ 183	♦ 183	♣ 881
♠ 163	♥ 184	♦ 184	♣ 882
♠ 164	♥ 185	♦ 185	♣ 883
♠ 165	♥ 186	♦ 186	♣ 884
♠ 166	♥ 187	♦ 187	♣ 885
♠ 167	♥ 188	♦ 188	♣ 886
♠ 168	♥ 189	♦ 189	♣ 887
♠ 169	♥ 190	♦ 190	♣ 888
♠ 170	♥ 191	♦ 191	♣ 889
♠ 171	♥ 192	♦ 192	♣ 890
♠ 172	♥ 193	♦ 193	♣ 891
♠ 173	♥ 194	♦ 194	♣ 892
♠ 174	♥ 195	♦ 195	♣ 893
♠ 175	♥ 196	♦ 196	♣ 894
♠ 176	♥ 197	♦ 197	♣ 895
♠ 177	♥ 198	♦ 198	♣ 896
♠ 178	♥ 199	♦ 199	♣ 897
♠ 179	♥ 200	♦ 200	♣ 898
♠ 180	♥ 201	♦ 201	♣ 899
♠ 181	♥ 202	♦ 202	♣ 900
♠ 182	♥ 203	♦ 203	♣ 901
♠ 183	♥ 204	♦ 204	♣ 902
♠ 184	♥ 205	♦ 205	♣ 903
♠ 185	♥ 206	♦ 206	♣ 904
♠ 186	♥ 207	♦ 207	♣ 905
♠ 187	♥ 208	♦ 208	♣ 906
♠ 188	♥ 209	♦ 209	♣ 907
♠ 189	♥ 210	♦ 210	♣ 908
♠ 190	♥ 211	♦ 211	♣ 909
♠ 191	♥ 212	♦ 212	♣ 910
♠ 192	♥ 213	♦ 213	♣ 911
♠ 193	♥ 214	♦ 214	♣ 912
♠ 194	♥ 215	♦ 215	♣ 913
♠ 195	♥ 216	♦ 216	♣ 914
♠ 196	♥ 217	♦ 217	♣ 915
♠ 197	♥ 218	♦ 218	♣ 916
♠ 198	♥ 219	♦ 219	♣ 917
♠ 199	♥ 220	♦ 220	♣ 918
♠ 200	♥ 221	♦ 221	♣ 919
♠ 201	♥ 222	♦ 222	♣ 920
♠ 202	♥ 223	♦ 223	♣ 921
♠ 203	♥ 224	♦ 224	♣ 922
♠ 204	♥ 225	♦ 225	♣ 923
♠ 205	♥ 226	♦ 226	♣ 924
♠ 206	♥ 227	♦ 227	♣ 925
♠ 207	♥ 228	♦ 228	♣ 926
♠ 208	♥ 229	♦ 229	♣ 927
♠ 209	♥ 230	♦ 230	♣ 928
♠ 210	♥ 231	♦ 231	♣ 929
♠ 211	♥ 232	♦ 232	♣ 930
♠ 212	♥ 233	♦ 233	♣ 931
♠ 213	♥ 234	♦ 234	♣ 932
♠ 214	♥ 235	♦ 235	♣ 933
♠ 215	♥ 236	♦ 236	♣ 934
♠ 216	♥ 237	♦ 237	♣ 935
♠ 217	♥ 238	♦ 238	♣ 936
♠ 218	♥ 239	♦ 239	♣ 937
♠ 219	♥ 240	♦ 240	♣ 938
♠ 220	♥ 241	♦ 241	♣ 939
♠ 221	♥ 242	♦ 242	♣ 940
♠ 222	♥ 243	♦ 243	♣ 941
♠ 223	♥ 244	♦ 244	♣ 942
♠ 224	♥ 245	♦ 245	♣ 943
♠ 225	♥ 246	♦ 246	♣ 944
♠ 226	♥ 247	♦ 247	♣ 945
♠ 227	♥ 248	♦ 248	♣ 946
♠ 228	♥ 249	♦ 249	♣ 947
♠ 229	♥ 250	♦ 250	♣ 948
♠ 230	♥ 251	♦ 251	♣ 949
♠ 231	♥ 252	♦ 252	♣ 950
♠ 232	♥ 253	♦ 253	♣ 951
♠ 233	♥ 254	♦ 254	♣ 952
♠ 234	♥ 255	♦ 255	♣ 953
♠ 235	♥ 256	♦ 256	♣ 954
♠ 236	♥ 257	♦ 257	♣ 955
♠ 237	♥ 258	♦ 258	♣ 956
♠ 238	♥ 259	♦ 259	♣ 957
♠ 239	♥ 260	♦ 260	♣ 958
♠ 240	♥ 261	♦ 261	♣ 959
♠ 241	♥ 262	♦ 262	♣ 960
♠ 242	♥ 263	♦ 263	♣ 961
♠ 243	♥ 264	♦ 264	♣ 962
♠ 244	♥ 265	♦ 265	♣ 963
♠ 245	♥ 266	♦ 266	♣ 964
♠ 246	♥ 267	♦ 267	♣ 965
♠ 247	♥ 268	♦ 268	♣ 966
♠ 248	♥ 269	♦ 269	♣ 967
♠ 249	♥ 270	♦ 270	♣ 968
♠ 250	♥ 271	♦ 271	♣ 969
♠ 251	♥ 272	♦ 272	♣ 970
♠ 252	♥ 273	♦ 273	♣ 971
♠ 253	♥ 274	♦ 274	♣ 972
♠ 254	♥ 275	♦ 275	♣ 973
♠ 255	♥ 276	♦ 276	♣ 974
♠ 256	♥ 277	♦ 277	♣ 975
♠ 257	♥ 278	♦ 278	♣ 976
♠ 258	♥ 279	♦ 279	♣ 977

Saveurs, souvenirs et bonne humeur

Il y a plus d'un quart de siècle, nous allâmes, quelques amis gourmands et moi, retrouver à Alviçac-les-Eaux, dans le Lot, Alice Vayssouze qui, ancienne collaboratrice du cher Raymond Oliver au *Grand Vefour* – alors phare parisien du bien-manger, – s'était installée aubergiste en cette station. Ce fut une bonne occasion de promenade dans les environs. C'est alors que je fis connaissance, à Gramat, des excellents fromages de M^{me} Pégouré (1); que je découvris le *Château de Roumégouse*, un des premiers « Relais et Châteaux », toujours de qualité aujourd'hui (notez l'adresse : à Rignac près de Gramat; tél. : 65-33-63-81); que j'arrivai enfin à Lacapelle-Marival. Là régnait, dans l'hôtel familial, avec sa maman, un jeune cuisinier : Lucien Vanel. C'est ainsi que j'appris que sa tante, la sœur de sa « mamie », n'était autre que la mère Pannetier ! Débarquée toute jeune à Paris, M^{me} Lucie Pannetier s'était installée rue Falguère à l'enseigne des *Bonnes Choses* du Quercy, et chez qui, avec Curonsky, nous nous régaliions d'un des meilleurs cassoulets parisiens. Un cassoulet qui avait peut-être

inspiré Anatole France pour nous « raconter » celui de la mère Clémence. M^{me} Pannetier disparue, sa maison devint, signe des temps, aux *Bonnes Choses* du Vietnam !

Lucien Vanel se révélait remarquable cuisinier, fidèle du folklore tout en sachant ajouter aux mets un petit quelque chose que nous appellerons « l'esprit et l'humour » Vanel. Nous lui conseillâmes de viser plus haut, et c'est ainsi que quelques années plus tard nous inaugurons (avril 1973, vingt ans déjà !) le restaurant Vanel de Toulouse. Chez Vanel (que Lucien vient aujourd'hui d'abandonner pour prendre sa retraite) reste, avec *Les Jardins de l'Opéra*, l'un des pôles gourmands de la ville aux toits roses (2).

Lucien Vanel, retraité actif, vient de publier un merveilleux ouvrage : *Saveurs et humeurs* (Editions Daniel Briand, 31280 Panayrac). Un livre « pas comme les autres », mêlant recettes, anecdotes, conseils, d'inspiration. Et le tout truffé de textes de « copains », d'André Daguin à Pierre Perret. Avec aussi quelques... humeurs. Exemple, ce client qui, buvant son cahors, lui



déclara : « Vous devriez le servir chambre ! » ; et Vanel de rétorquer : « Effectivement, votre avis me paraît sincère, mais je puis vous assurer que, dorénavant, ce vin de Cahors, jeune, fruité, léger, nous continuerons à le servir frais. » Et il rapporte aussi ce dîner au cours duquel nous retrouvâmes des amis dans un restaurant « chic » de la région et où, selon ses termes, « le chef avait imaginé de servir une soupe de poissons de roche alors qu'un tourin bourru aurait certainement mieux fait l'affaire ». L'avais-je ingénument demandé à la serveuse : « Cette soupe de poissons, c'est du Liebig ou du Pindox ? » Et la naïve enfant de me répondre : « Une minute, Monsieur, je vais vérifier l'étiquette ! »

Les recettes de Lucien Vanel ne sont certes pas à « mettre en boîte », elles ! Des saint-jacques purées de cresson (entre parenthèses, notons qu'il propose d'élimer le corail, qui est, aux coquilles « ce que le zircon est au diamant » et que l'on peut donc « détruire sans état d'âme à cause de son goût insipide et farineux ») au foie de veau aux raisins de « mamie Vanel », de la compote de

lapin aux pruneaux et lingots à l'huile à la galette de truffe aux oignons brûlés, du civet de homard au banyuls au « cache-museau », un très ancien dessert d'autrefois. Le cher Vanel n'était point de ces « nouveaux cuisiniers » devenus « stars » et, en conclusion, il se réjouit du fait que « quelques bolognais viennent de redécouvrir les mérites du pain bien levé, doré et croûté à souhait ». Ainsi la nouvelle cuisine est-elle en train de virer sa cuti, et Vanel assure : « Je ne serais pas surpris de voir bientôt le cassoulet de fèves aux couennes fraîches, les feuilles d'épinards servies à l'unité et les carottes anémiques en janes... Faire et rester simple demeure aujourd'hui, comme hier, une affaire très compliquée. »

La Reynière

(1) Vous les pourrez trouver à Paris au Restaurant du Marché, 39, rue de Dantzig, Paris-15^e; tél. : 45-33-23-72.

(2) A Toulouse, notez aussi l'épicerie (ignote des guides) La Pégouré (262, avenue de l'Ardenne; tél. : 61-49-29-10), où Paul Bonnet et son épouse, Claudine, en salle, proposent un bien bon et solide cassoulet (fabuleux, truffé de lard d'oie), Terrasse ombragée l'été.

Semaine gourmande

Les Petites Sorcières

Un mini-restaurant au décor de tissu fleuri (dîners aux chandelles), avec quelques tables sur le trottoir, ici « paisible ». L'accueil de Carole et la cuisine de Christian Teule créent un climat convivial. Bonne et honnête carte : des gougères au parmesan escortant la salade de canard fumé au dos de saumon à la purée de pommes de terre à l'huile d'olive, de la tourtière d'agneau provençale au ragout de lapin aux fèves et petits oignons. Desserts agréables. Vins en pichet. Aux déjeuner, un « menu-carte » à 120 F. A la carte, compter 200 F-230 F.

► Les Petites Sorcières, 12, rue Liancourt, Paris-14^e; tél. : 43-21-95-68. Fermé samedi et dimanche. CB.

L'Aiguère

C'est toujours une des attractions gourmandes de l'arrondissement, avec une cuisine signée Pascal Viallet et une « ambiance piano » aux dîners. Originalité des raviolis d'escargots à l'embeurré d'ortie blanche, qualité du foie gras mi-cuit (avec un verre de Lillet blanc), saveur du rouget barbet poêlé minute entouré de rouelles de moelle à la fleur de sel, qualité du tournedos « Yella » (spécialité maison), crème brûlée classique et aspic de fraises au muscat de Samos, etc. Quelque 300 vins de France. Menus : 115 F et 175 F aux déjeuner. A la carte, compter 350 F-400 F.

► L'Aiguère, 37 bis, rue de Montreuil, Paris-11^e; tél. :

43-72-42-32. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : 31, rue Chanzy. CB-AE-DC.

Chez Françoise

L'histoire de Johnny Hallyday patron-pas patron éphémère pourrait être un bon coup de pub, mais le vieux rendez-vous du sous-sol invalides mis en vedette pendant des années par Turanne Rousseau n'en a pas besoin. Après des ratés successifs, ce sont depuis quelques mois les frères Mousset (du Bistrot, 121, rue de la Convention) qui sont à la barre (avec au « piano » le chef André Jalbert). Carte classique et largement variée (spécialités : tête de veau gribiche, rognon de veau gratin dauphinois, andouillette de Cambrai grillée aux herbes, côte de bœuf béarnaise, crêpes Suzette). Avec le fameux « menu parlementaire » (160 F) de bons choix de plats, et un menu vin et café compris (200 F). A la carte, compter 250 F-300 F.

► Chez Françoise, aérogare des Invalides Paris-7^e; tél. : 47-05-49-03. Tous les jours. Parking : aérogare (voiturier). CB-AE-DC.

Le Cristolien à Créteil

Alain Donnard a bien réussi dans cette proche banlieue « moderne » et d'affaires. Les bons plats simples et classiques de sa carte se retrouvent presque tous dans le « menu-carte » (195 F), et le tartare de merlu sur lit d'épinards, la marmite du pêcheur, la

joue de bœuf aux olives, le navarin d'agneau, la volaille de Loué aux morilles, jusqu'à l'île flottante aux pralines roses, sont à apprécier.

► Le Cristolien, 29, avenue Pierre-Brossolette, 94000 Créteil; tél. : 48-98-12-01. Fermé samedi midi et dimanche. Parking. CB-AE.

Chez Jean

Un bistrot? Non, « le » bistrot! Celui dont on se demande si c'est un souvenir ou un rêve. Une mini-salle de quelque trente couverts couverts serrés, sur nappes et avec serviettes en papier, un comptoir derrière lequel le patron veille à tout, jongle avec les carafes de vin et surveille les entrées. Car ici l'ardoise du déjeuner est simple : choix d'entrées (ce sont elles qu'en assiette vous irez choisir sur le comptoir!), quelques plats (boudin noir, tripes provençales, chili con carne, entrecôte pommes gratinées (avec supplément), fromage ou dessert. M. Jean, qui fut journaliste à la *Journée vinicole* a su choisir sa cave. Madame est en cuisine. Un service bon enfant et féminin complète le tout. Le soir, à la carte, compter 120-150 F. Ou ça? Dans une rue presque difficile à trouver du XX^e arrondissement, dépayssante à souhait. Entre les métros Gambetta et Ménilmontant. Pour une retrouvaille avec un Paris quasi oublié, cela vaut le voyage.

► Chez Jean, 38, rue Boyer (20^e). Tél. 47-97-44-58 tous les jours.

Appellations incontrôlées

VOUS l'avez remarqué comme moi, les cartes des restaurateurs proposent aujourd'hui des « plats-mystères », appellations farfelues qui croient faire rêver le client (je citerais une fois encore le « héret basque retour d'Amérique » et les « demoiselles d'un naturel gourmand » d'un chef dont le patron bien avisé s'est rapidement séparé). Mais, plus grave à mon sens est l'usage par les chefs de classiques appellations déformées – par fantaisie ou par goût d'épate? – qui, en fait, trompent le client. J'ai évoqué le fait à propos des carpaccios, qui, de création comme de logique, ne sauraient être que de bon à cause notamment de la couleur lie-de-vin de celui-ci traité adéquatement et qui est la couleur de base des toiles du célèbre peintre italien Carpaccio. A la rigueur un carpaccio de thon rouge ou de saumon est admissible, mais un carpaccio de blanc de veau ou de colin est grave erreur, je dirais plus tromperie!

C'est Escottier qui, dans ses *Souvenirs* et à propos de la pêche Melba, dont il fut le créateur, en donne la recette et conclut : « La pêche Melba se compose de pêches tendres, mûres à point, de glace à la vanille et de purée de framboise sucrée... Certains prennent la liberté de remplacer la purée de framboise par de la fraise ou de la gelée de groseille... D'autres suggèrent de décorer avec de la crème Chantilly. Les résultats

obtenus ne conservent de la pêche Melba que le nom et ne sauraient satisfaire en aucun cas le palais d'un connaisseur. »

Et, disons-le franchement, le client est ainsi abusé, sinon volé!

De même un peu partout les crêpes Suzette, créées on le sait sur la Côte d'Azur et baptisées en l'honneur d'une compagne du futur Edouard VII, sont présentées flambées. Or le *Répertoire de la cuisine* (le fameux *Gringoire et Saulnier*, – mais au fait combien de chefs s'y réfèrent?) est formel : les crêpes Suzette sont simplement fourrées d'un « appareil » de beurre ou pomme, sucre en poudre, suc de mandarine et un peu de curaçao!

ON pourrait citer des tas d'exemples. Le navarin, tenez! Le Petit Larousse nous dit qu'il s'agit d'un ragout de mouton préparé avec des pommes de terre, navets et carottes, et que son nom vient de la bataille de Navarin (1827). Mais le Petit Robert, plus justement, nous assure que le nom vient de la déformation plaisante de « navet » (fleur de navet, eût dit mon « pote » Simonin), et le Larousse gastronomique précise que le mot navarin est antérieur à la bataille et que, si un ragout de mouton sans navets n'est point un navarin, l'on peut proposer un navarin de poulet, voire de lotte, si les navets figurent dans le ragout.

Il en est de même avec les

interprétations de cuisines étrangères. Commandez en France (j'en trouve quelquefois sur les cartes) une *Wiener Schnitzel* et l'on vous servira une escalope panée ornée de croissillons de filets d'anchois, d'œufs durs hachés, de câpres, voire d'une petite tomate décorative... Alors qu'un proverbe viennois nous dit qu'une jeune mariée doit pouvoir s'asseoir sur le *Schnitzel* sans tacher sa robe blanche! Car la caractéristique – et le talent du chef – pour ce plat est de nous proposer l'escalope fondante sous une carapace de panure extrêmement sèche!

Je pensais à ces choses en lisant cette semaine dans un grand hebdomadaire français l'éloge d'un... ils disent chef!... et sa recette de clafoutis au melon et lard fumé! Or le Petit Robert précise justement que le mot vient de *clafir*, terme pétois des pays du Centre, qui signifie, venu lui-même du latin *clafigare*, fourrer et désigne depuis toujours là-bas un gâteau aux cerises du Limousin, cerises noires piquées sur le fond beurré du plat avant d'être recouvertes de pâte épaisse, puis cuites au four.

Un peu plus de sérieux, messieurs les chefs et restaurateurs, et peut-être vos déconvenues actuelles prendront fin... si le client, lui, prend enfin à la lecture honnête et sage de la carte!

L. R.

Evasion

Htes-ALPES

HTES-ALPES – STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HOTEL LE CHAMOIS**
LOISIRS DE FRANCE
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Soleil, calme, toutes randonnées
dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-43-83-71 - Fax : 92-45-80-58.

PARIS

SORBONNE
HOTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur. De 300 F à 450 F
Tél. : 43-54-92-55 - Fax : 46-34-24-30.

PUBLICITÉ ÉVASION
Renseignements :
46-62-73-22

PROVENCE

3615 LUBERON
INFOS TOURISME
Parc naturel régional
du Luberon

partir au SAHARA!
UNE SEULE BONNE PISTE : l'expérience,
les idées, les guides, et les prix de
RAIDS & MÉHARÉES**
Y.Y.O. Lic. 1 68 094
l'expérience du désert
Tél. : 74-60-46-06 ou
61, rue F.-Maurier-Vial,
69400 Villefranche-s/S.
pour obtenir toute la documentation

Miettes

Produits fermiers. C'est le 15 octobre qu'ouvrira à l'Espace d'Austerlitz le premier Salon des produits fermiers. Fromages, volailles, miel et charcuteries, spécialités régionales et légumes bien de chez nous seront à l'honneur.

Etienne Bigeard, qui fit le succès du restaurant Quai d'Orsay vient de prendre l'Hôtel Caron de Beaumarchais (12, rue Vieille-du-Temple dans le 4^e).

Le Monde
RADIO
TELEVISION
Chaque samedi
numéro date dimanche-lundi

NOMADE
47, rue Montorgueil - 75001 Paris - 49-32-71-71

Le Monde
EDITIONS
AUTOUR
D'UN PLAT
Les chroniques de La Reynière
à la sauce Desclozeaux
EN VENTE EN LIBRAIRIE

Gastronomie

DODIN-BOUFFANT
Son bon rapport qualité/prix.
menu à 195 F
Poissons, crustacés, cuisine du marché
Service : 12 h 30 à 14 h 30, 20 h à 23 h
25, rue Frédéric-Sauton-9, 43-35-22-14
Fdim. Ouv. sam. - Parking (face 39, bd)
SAINT-GERMAIN.

COPENHAGUE
sur LES CHAMPS-ÉLYSÉES
FLORA DANICA, LE PATIO
SALMON, REINE, CANARD SALÉ.
142, av. des Champs-Élysées
44-13-86-26

L'INDE SUCCULENTE au
MAHARAJAH. 43-54-26-07
72, bd St-Germain 5^e - env. 160 F
CLIMATISÉ - CADRE LUXUEUX
SALON : Mariages, cocktails, réceptions.

JARRASSE
Poissons et fruits de mer. Salons.
4, avenue de Madrid. NEUILLY
46-24-07-56. Fermé dimanche.

LE DEY
Couscous et spécialités algériennes
Menu : 115 F. Tagine du jour : 70 F
109, rue Croix-Nivert, 15^e
Fdim., lun. Tél. : 48-28-81-64

LE MONTAGE GUILLAUME
Chambres - Terrasse couverte F/D
Poissons en arrivage direct
Spécialité de bouillabaisse
Menu, carte : 180 F/240 F
88, rue Tumbal-lezelle, 14^e - T. 43-22-86-15

49-32-71-71

Les fantômes de Valaam

CARÉLIE

QUITTER Saint-Petersbourg en bateau est comme un hommage rendu à cette ville de canaux et de brumes édiées au tout début du dix-huitième siècle par Pierre I^{er}, sur les rives marécageuses du delta de la Néva. Quitte Saint-Petersbourg en bateau fait aussi prendre conscience de sa proximité avec la mer Baltique et la Finlande. Sur les rives qui mènent au lac Ladoga, au nord-est de l'ancienne Leningrad, les paysages de roseaux, de pins et de bouleaux, la lumière transparente, les ciels de truite et les maisons de bois ne trompent pas. Nous sommes bien au nord de l'Europe, pas très loin du cercle polaire, là où, en juin, la nuit n'en finit pas de tomber.

La traversée, d'ouest en est, du lac Ladoga est sans repères. Sa superficie - 18 000 kilomètres carrés - ne permet pas, en effet, d'apercevoir ses berges. C'est seulement à l'approche de la baie Nikonovskaja que la terre apparaît. Le paysage, boisé et vierge de toute vie apparente, ne fait pas obstacle au regard. A quelques kilomètres de là, l'île de Valaam offre les premières traces d'habitation : des maisons et fermes de bois, une ancienne hôtellerie autrefois fréquentée par des musiciens et des élèves de l'Académie des beaux-arts de Saint-Petersbourg, qui fait aujourd'hui office d'école, quelques chapelles, la cathédrale du Sauveur avec ses cinq coupoles et le monastère Saint-Pierre, dont l'état de délabrement occulte les anciennes heures de gloire.

Située en Carélie - une région très convoitée entre Finlande et Russie (1) - l'île de Valaam connaît ses apogées aux quatorzième et quinzième siècles, période durant laquelle sont construits la quasi-totalité de ses édifices religieux. En revanche, les siècles qui suivent ouvrent une ère d'affrontements, entre Russes et Suédois d'abord, entre Finlandais et Russes ensuite, conflits qui aboutissent à la victoire définitive, en 1939, de la Russie. Pour Valaam et ses édifices religieux, c'est la ruine. En 1939, son monastère est converti en hôpital. Quelques années plus tard, la cathédrale, fermée par le régime communiste, tomba elle aussi en désuétude.

Aujourd'hui, l'île n'est plus habitée que par une cinquantaine de moines et quelque cent habitants, fils et arrière-petits-fils (ou filles) des invalides de la deuxième guerre mondiale, qui, une fois la paix revenue, choisirent d'y demeurer. La cathédrale, dépourvue des pierres précieuses qui ornaient autrefois son autel, des icônes (envoies pour la plupart en Finlande) et des fresques, effritées et en partie effacées, est actuellement l'objet d'une restauration qui, faute de moyens, marque néanmoins le pas. Entourant entièrement la cathédrale, le monastère et ses annexes (une partie des cellules sont occupées par des habitants de l'île) ressemblent à un énorme corps de ferme à l'abandon. Seuls signes de vie, la silhouette noire des moines, quelques vieillards assis sur les bancs de pierre et des groupes d'enfants. Les moines consacrent tout leur temps à la prière et au jeûne (2).



Un style de vie qu'avait déjà observé, au dix-neuvième siècle, Anatole Leroy-Beaulieu. « La population des îles n'est plus ce qu'elle fut autrefois, écrit-il dans l'Empire des tsars et les Russes. Le peuple y afflue en pèlerinage, les moines y sont relativement en petit nombre; souvent ils ne semblent plus être que les gardiens de ces forteresses religieuses jadis habitées par des milliers d'hommes. » (3). Quitte l'île de Valaam, puis le lac Ladoga, le bateau remonte ensuite la rivière Svir jusqu'au lac Onega (9 900 km²), dont il longe la rive occidentale jusqu'à Petrozavodsk, capitale de la Carélie. La seule raison de s'y attarder est, pur moment de bonheur, l'un des spectacles folkloriques présentés au théâtre carélien de la rue Gogol.

A une soixantaine de kilomètres de là, sur le lac Onega, le bateau jette l'ancre à l'île Kiji, qui, elle aussi, pâtit, durant des siècles, des conflits entre Russes et Suédois. Affaiblie par les luttes guerrières, l'île souffrit ensuite d'une politique économique dont elle ne se remetta pas. En 1770, les mesures réformatrices de Catherine II, conjuguées au renforcement du joug féodal, entraînèrent en effet la révolte des paysans. Une révolte qui touche toute la Russie, mais dont Kiji sera le centre et le symbole tragique. Le 1^{er} juin 1771, deux mille paysans y seront enrôlés et décapités à coups de canon. Au dix-neuvième siècle, Kiji n'est plus qu'un lieu de déportation pour prisonniers politiques.

Aujourd'hui, seuls une poignée d'habitants (une douzaine en hiver, une soixantaine à la belle saison) occupent encore une île où, dans un souci de conservation du patrimoine, ont été transportées, à partir de 1950, chapelles, isbas et diverses constructions de bois. Parmi ces dernières, l'église Saint-Lazare, autrefois située au monastère de Mouroum, sur la rive occidentale du lac Onega; un moulin à vent du dix-neuvième siècle provenant de Volkostrov (une petite île au nord de Kiji); la chapelle de l'archange Michel, ori-

ginaire du village de Leikozero, et deux fermes qui abritent des meubles, des éléments de décoration et des objets traditionnels.

Mais les deux véritables splendeurs de Kiji sont, sans conteste, l'église de la Transfiguration, avec ses vingt-deux bulbes, et l'église de l'Intercession, la première église en 1714, la seconde en 1764. Très rares sont en effet les églises en bois antérieures au dix-huitième siècle. La plupart ont pour ou brûlé. Celles de Kiji sont intactes. De loin, elles ressemblent à une construction d'allumettes et d'écaillures argentées. Mais dès qu'on s'en rapproche les deux églises en rondins (hautes respectivement de 27 et 35 mètres) perdent leur aspect fragile. A l'intérieur, les icônes de l'église de la Transfiguration sont postérieures à 1759 tandis que l'icône de l'église de l'Intercession rassemble des icônes antérieures (du dix-septième siècle) originaires de la région.

Posés les pieds dans l'eau, effleurée par les roseaux, la plus petite maison de l'île est appelée dans. C'est ici qu'autrefois on conduisait les jeunes mariées afin de les laver avec du lait, que l'on récupérait ensuite pour la confection du gâteau de mariage. La coutume s'est perdue, mais on continue d'en raconter l'histoire, fidèle en cela au mode de transmission orale, toujours de tradition en Carélie.

De notre envoyée spéciale
Véronique Canhapé

(1) « Le Monde Sans visa » du 15 mai 1993.

(2) L'église russe compte quatre carêmes : l'un, correspondant à l'Avent des latins, précède Noël; un autre, le Grand Carême, précède Pâques; un troisième vient avant la Saint-Pierre et un quatrième avant l'Assommoir. Le nombre des jours maigres représente environ un tiers des jours de l'année. Outre les carêmes et veilles de fêtes, les moines jeûnent encore chaque vendredi et mercredi de la semaine.

(3) L'Empire des tsars et les Russes, d'Anatole Leroy-Beaulieu, coll. « Bouquins », Robert Laffont, 150 F.

Guide

• Pour la deuxième année, les voyageurs Athénas et Tapir rouge (39, rue Marbeuf, 75008 Paris, (1) 42-56-55-00), commercialisent, en qualité d'agents généraux pour la France, des croisières fluviales en Russie. Ces dernières, originales et d'un bon rapport qualité-prix, bénéficient d'un encadrement suisse et offrent un choix de circuits insolites (Saint-Petersbourg-Moscou via la Carélie, Kiev-Odessa via le Dniepr, une Sibérie-fénelac-Baikal, un Odesse-Crimée via le delta du Danube) sur des bateaux confortables et rénovés. Une judicieuse formule pour sillonner un pays où l'infrastructure laisse encore à désirer. Parmi les circuits proposés, une croisière de Saint-Petersbourg à Saint-Petersbourg via la Carélie, les lacs Ladoga et Onega, et les îles Valaam et Kiji. Huit jours, de 5 160 F (cabine exté-

rieure à deux lits, pont principal) à 5 980 F (pont supérieur) par personne, en pension complète et excursions, avec le vol Paris-Saint-Petersbourg A/R. Derniers départs de la saison (les croisières reprendront en mai 1994 à des prix que l'on promet stables), les 26 septembre, 3 et 10 octobre.

Sur le bateau, conférences sur la Carélie et les sites visités, l'histoire de la Russie, etc. ainsi que des cours de russe. Le soir, discothèque et spectacles folkloriques (chant ou danse). Prévoir des dollars pour les dépenses à bord (boissons (non comprises dans le prix) et articles vendus à la boutique du bateau sont assez chers) et des roubles, indispensables pour les achats effectués lors des escales. Emporter des vêtements chauds (manteau, bonnet, etc.), notamment pour la visite des îles.

A signaler : une croisière analo-

gue proposée, du 13 au 20 octobre, par International Voyages Service (16, rue de l'Arcade, 75008 Paris, 42-66-10-33), à bord d'un petit bateau privé ne comportant que dix-sept cabines extérieures : 7 800 F par personne en chambre et cabine doubles, pension complète et vol régulier Air France depuis Paris.

A lire, Le Kalevala, épopée des Finnois, par Elias Lönnrot, dans la traduction de Gabriel Rabourcet (Gallimard, L'« aube des peuples »), deux tomes, 140 F chacun. Récit d'un voyage à pied à travers la Russie et la Sibérie tartare, de John Dundas Cochrane, traduction de Françoise Pirat et Pierre Maury (Éditions du Grüt, coll. « Mémoires d'hommes »), 125 F. Lettres d'un voyageur russe, de Nicolas Karamzine (Ed. Curi Voltaire), 120 F. ■

Swings au paradis

Le fairway, très étroit, longe délicatement le lac et l'épouse en courbe douce jusqu'à sa pointe extrême pour y poser le green du n° 16. La plage qui le borde sur sa droite devient ainsi le plus grand bunker naturel du monde, et le plan d'eau, à gauche, ajoute aux difficultés. Au loin, la montagne du Morne, austère et magnifique, surplombe le parcours avec dignité. Assurément, le tron le plus spectaculaire et le plus technique du Golf Club du Paradis.

Situé au sud-ouest de l'île Maurice, sur une péninsule de 150 hectares, ce « par 72 » (nombre de coups idéal pour boucler le parcours), long de 5 814 mètres - à l'origine un neuf trous - a été redessiné par David Dunlop, l'architecte-paysagiste du golf de Sun City, en Afrique du Sud. On lui doit des obstacles colorés d'arums, corbeilles d'or ou hibiscus qui jalonnent le terrain. La marina, traversée par le parcours, regorge de bougainvilliers. Les baltes se font à l'ombre de manguiers luxuriants ou de tamarisiers centenaires. Comme au départ du tron n° 7, sans doute le plus difficile, avec un dog-leg (virage brutal) qui se conclut par l'approche, très délicate, d'un green surélevé.

Quant au trou 5, il offre une vue plongeante sur un fairway encadré par des rangées de palmiers conduisant jusqu'au green. Un parcours technique, certes, mais néanmoins accessible à tous les joueurs qui auront la sagesse de privilégier la tactique et la stratégie aux dépens d'une témérité qui, sur certains trous, peut réserver de mauvaises surprises. De plus, l'initiation ou le perfectionnement sont favorisés par un encadrement aussi compétent qu'accueillant et facilités par un parcours souvent peu fréquenté.

Si les fanatiques se délecteront des nombreux et perdus obstacles d'eau, des bunkers impressionnants et des redoutables petits bras de mer à franchir, les joueurs épicuriens n'oublieront pas de profiter également du climat délicieux de l'océan Indien, de la douceur du vivre de l'île et des neuf kilomètres de plages qui longent le parcours.

En bordure de mer, à deux pas du départ, deux hôtels, le Paradis (« 4 étoiles ») et le Brabant (« 3 étoiles »), hébergent, luxueusement, des golfeurs (disposés de green-fee), qui se contentent, parfois, d'offrir accès gratuits aux divers sports nautiques. Le forfait pour sept jours/cinq nuits, en demi-pension, de Paris à Paris (Air Mauritius), s'élève à 13 900 F par personne au Paradis, à 11 200 F au Brabant.

Chaque année, le groupe Beachcomber, propriétaire des lieux, organise une semaine de compétition avec un forfait comprenant, outre les prestations décentes, un accueil et une animation sur mesure. En 1993, le Trophée Beachcomber aura lieu du 5 au 12 novembre. Forfait à l'FHôtel Paradis : 13 900 F par personne, Paris/Paris. Renseignements au (1) 42-93-94-94.

M.-C. V.

Cap sur le sixième continent

L'Antarctique! Un rêve peuplé de banquises, d'icebergs et de manchots. Un lieu qui, de tout temps, a attiré des explorateurs comme un aimant, pour en faire les héros d'une épopée qui parle de bateaux brisés par les glaces, d'hivernages forcés dans des abris de fortune, d'isolement dans la tempête. Une expérience hors du commun, que propose aujourd'hui aux communs des mortels (ceux, du moins, qui auront déboursé la modeste somme de 68 400 F minimum par personne en cabine double extérieure), le croisiériste Apsara. Spécialiste des expéditions insolites, Apsara a décidé, pour l'occasion, d'affréter un brise-glace russe, le Kapitän Khebnikov (133 mètres, cinquante-six cabines), véritable forteresse flottante seule capable, quand l'hiver s'achève, de se frayer un chemin à travers les fissures de l'épaisse banquise de l'océan austral.

Depuis Port-Stanley dans les Malouines (Falkland), le navire explore la péninsule antarctique, les îles de l'Arc de Scotia, la Géorgie du Sud et la côte sud-est de la mer de Weddell, où, sur l'île Paulet, règnent les colonies de manchots empereurs (115 centimètres de hauteur) qui, à cette époque, achèvent l'éclosion de leur progéniture. Des animaux étonnants (ils se reproduisent au cœur de l'hiver, le mâle assurant

seul la couvaison, en jeûnant quatre mois par des températures de -40°C) que l'on approchera en zodiacs et à pied avant de survoler, en hélicoptère, la banquise, les icebergs tabulaires et les chaînes de montagnes qui se dressent sur le continent blanc. Une exceptionnelle croisière d'expédition qui, du 28 novembre au 24 décembre, conduira également sur l'île de Zavodovski (où la plus importante colonie de manchots au monde - on l'estime, toutes espèces confondues, à plus de dix millions d'individus - se rassemble sur les pentes d'un volcan toujours en activité) et l'île de Géorgie du Sud, la plus belle île subantarctique pour ses paysages, sanctuaire prisé des manchots royaux, macarons et papous, des phoques à fourrure, des éléphants de mer et des albatros. Un itinéraire qui, bien que se déroulant à la meilleure période de navigation, reste toutefois soumis aux aléas du ciel, de la glace et de la mer.

Compris dans le forfait, le vol Paris-Santiago A/R en classe économique via Buenos Aires, deux nuits à Santiago, le vol spécial pour Port-Stanley, la pension complète pendant les vingt-trois jours de croisière, la présence d'accompagnateurs conférenciers et d'un médecin (le bateau est pourvu d'un hôpital), les excursions et les sorties en zodiac, une parka (mais pas les bottes) et deux heures d'hélicoptère gratuites. Renseignements dans les agences de voyages et au 1, cité Paradis, 75010 Paris, tél. : 47-70-26-55.

Bretagne Belle Epoque

Quand on entre dans le hall, l'eau semble venir à votre rencontre. Par une belle journée, on se croirait au bord d'un lac italien. Mais à marée basse, la mer reprend ses droits, et le lac Major devient la baie de Douarnenez. C'est aussi l'heure où le Grand Hôtel de la mer se souvient qu'il, à Morgat, Bretagne rima avec Belle Epoque. C'est vers 1880 qu'Armand Pengeot, célèbre industriel de Valenciennes, dans le Doubs, entendit un jeune homme de Montbéliard, Louis Richard, lui vanter les attraits de ce petit port de la presqu'île de Crozon, à la pointe du Finistère. Il voulut juger par lui-même et, tombé, à son tour, sous le charme de ce décor et de ce climat. Au point de s'y faire construire, face à la mer, une villa baptisée « Belle-Vue ». Puis d'y créer une société civile chargée d'acheter des terrains et de mettre en œuvre ses ambitions immobilières.

Ainsi naquit, en 1885, le Grand Hôtel, un établissement de 60 chambres, séparé de la mer par un vaste espace boisé et complet, de 1908 à 1912, par le Grand Hôtel de la mer, édifié sur un terrain dessiné par un jeune architecte breton, Gaston Chabot, face à une plage de sable fin, « lumineuse et féérique à certaines heures », bien abritée des vents mauvais et froids. Les défilants de l'époque évoquent également « sa pente insensible sur laquelle le flot monte avec lenteur en vagues lentes et légères propices à la baignade ».

Une baignade où la mer se goûtrait alors à petites doses (pas plus de cinq minutes et pas plus d'une vingtaine de fois dans la saison) en costumes de bain en laine, noirs ou bleu marine, deux-pièces avec manches jusqu'aux coudes, pantalons au-dessous du genou, bas noirs et espadrilles. Au sortir de l'eau, on se drapait dans de grands peignoirs blancs et on prenait un bain de pieds d'eau de mer chaude,

« pour faire la réaction ». Sans oublier le petit verre de banyuls qui vous attendait à la villa ou à l'hôtel. Un hôtel fier de son hall de lecture, de son salon de correspondance et de sa salle des fêtes et qui sera, dans l'entre-deux-guerres, le lieu des rendez-vous des stars de cinéma et des grandes familles françaises et anglaises.

Une Bretagne Belle Epoque que restituent les photographies surannées exposées sur les murs des salons et des couloirs d'un établissement qui, victime des outrages du temps, sera, en 1992, à l'initiative du conseil général, agrandi et entièrement rénové par une équipe dirigée par l'architecte quimpérois Philippe Lachaud. Une rénovation qui a su préserver, derrière la façade rose de l'édifice, la magie d'un art de vivre balnéaire dont témoigne notamment la terre battue d'un court de tennis posé dans un parc exotique de 1 hectare et demi où arbres et plantes ont été méticuleusement choisis. Un raffinement convivial qui fait du Grand Hôtel de la mer et de ses soixante-dix-huit confortables chambres le fleuron de la chaîne hôtelière de loisirs du groupe VVF (Village Vacances Famille) chargée de sa gestion et qui, sous le label Touring Hôtel, regroupe cinq autres établissements situés dans les Alpes (Arc 2000, les Deux-Alpes, Valmorel), en Corse (à Propriano) et en Guadeloupe, à Fort-Royal.

Avec, pour écorce, une presqu'île admirablement préservée (façade maritime du Parc naturel régional d'Armorique) qui, avec ses falaises, ses grottes et ses criques, compte certains des plus beaux sites du littoral breton : le cap de la Chèvre, l'île Vieille, la plage de la Pain, les récifs des Tas de pois à la pointe de Pen-Hir, etc. Un paradis pour les randonneurs et les adeptes du VTT qui, sous la conduite de guides passionnés (à l'image de Maxime Duchemin), ne se lassent pas de sillonner ces sentiers sinueux avec des à-pic vertigineux et ces chemins serpentant dans un somptueux tapis de gentils, d'ajoncs, de chardons et de bruyères. Sans oublier, pour les amoureux des sports de mer, l'exceptionnel plan d'eau d'une anse vaste et protégée, royaume du centre nautique de Crozon/Morgat (port de plaisance, BP 13, 29160 Crozon, tél. : 98-27-01-98), pépinière de navigateurs « en herbe » et base de compétition de renommée mondiale. Un domaine à admirer du sommet du Menez-Hom, belvédère où la vue s'étend de Brest à Douarnenez (dont le port-musée mérite la visite) en passant par le presque trop beau village de Locronan.

Base idéale pour organiser cette région, le Grand Hôtel (tél. : 98-27-02-09), ouvert d'avril à octobre, propose, outre des séjours en pension complète (à partir de 1 995 F par personne et par semaine en chambre double) avec découverte de la région et animation pour les enfants en périodes de vacances scolaires, des étapes d'une ou plusieurs nuits (en fonction des disponibilités) et une table de qualité. De Paris, Morgat est accessible par la route (600 km via l'autoroute océane), le train (Paris-Quimper ou Paris-Brest avec le TGV Atlantique, puis liaison bus) ou l'avion (aéroports de Brest et de Quimper).

P. F.

► A glisser dans sa poche, le remarquable guide Gallimard consacré au Finistère-Sud.

TÉLEX

Les Ecrans de l'aventure, organisés par Dijon et la Guilde européenne du raid, du 23 au 26 septembre, présenteront plus de vingt films retraçant divers exploits et expéditions. En présence, notamment, de Gérard d'Aboville, Bruno Peyron et Catherine Destivelle. Également au programme, le Prix du livre d'aventure vécu et, le 25 septembre à la FNAC locale, un colloque littéraire sur le thème des chercheurs d'or. Renseignements au (1) 43-26-97-52.

L'Orient-Express en vedette au Festival de Lille qui, du 26 septembre au 23 octobre, présentera sur ce thème des concerts, des ballets, des films et des conférences. A Lille mais aussi à Calais, Marquise-Barcel et

Tourcoing. En ouverture, un concert « Musique à grande vitesse » (du compositeur britannique Michael Nyman) coïncidant avec la première liaison TGV Paris-Lille en une heure. A cette occasion, la Maison du Nord-Pas-de-Calais propose, dimanche 26 septembre, un voyage A/R en TGV (départ à 14 h 30, retour à 23 heures) pour assister au concert : 499 F par personne avec une collation à l'Hospice Comtesse. Renseignements au 1, rue de Châteaudun, 75009 Paris, tél. : 40-16-07-07.

Sélection établie par Patrick Franck et Danielle Tramard

"pour toute la réaction". Sans
oublier le petit verre de bière
vous attendait à la villa ou à l'hôtel
Un hôtel fier de son hall de bois
de son salon de correspondance
de sa salle des fêtes et qui sera le
l'entre-deux-guerres, le luxueux
rendre-vous des stars de cinéma
des grandes familles françaises
anglaises

une Bretagne Belle Époque se
réstituent les photographes
surannées exposés sur les murs,
salon et des coiffeurs d'un
établissement qui, victime d'un
ouragans du temps, sera, en 1910,
l'initiative du conseil général,
agrandi et entièrement recon-
struit par une équipe dirigée par l'archi-
tecte quimperois Philippe Lédan. La
renovation qui a sa présence,
derrière la façade rose de l'hôte-
lérie d'un air de vivre bloqué,
tient témoignage notamment de la
bataille d'un couc de temps qui
dans un art exotique de la place
et demi sur arbres et plantes or-
nementalement choisis.
Un raffinement convivia qui de
Grand Hôtel de la mer et se so-
soixante-dix-huit colonnades
chambres le fleuron du groupe.
hôtellerie de loisirs du district
Village Vacances Famille chan-
de sa gestion et qui sont le lot
Touring Hôtel, reproche d'être
établissements situés dans les
(Ann. 2000), les Deux-
Valmored), en Course à l'impres-
en Guadeloupe, à Fort-Royal.

Avec, pour ceux, une nouvelle

Quand on entre dans le hall, l'air semble venir de loin reconnaître. Par une belle journée, on se croirait au bord d'un lac italien. Mais à marche hâssée, la mer reprend ses droits, et le Grand Hôtel de la mer se souvient qu'il a, à Morgat, Bretagne, aimé avec Belle Époque. C'est vers 1900 qu'Armand Peugeot, célèbre industriel de Valentigney, dans le Doubs, entendit un jeune homme de Muntebaillet, Louis Richard, lui vanter les attraits de ce petit port de la presqu'île de Chéron. À la pointe du ministère Il voulait jouer par là même et fonder, à son tour, sous le charme de la mer, une œuvre de civilisation et de sa faire baptisée, face à la mer, une villa baptisée à Belle-Vue. Puis d'y créa une société civile chargée d'acheter des terrains et de mettre en œuvre ses ambitions immobilières.

Assu naquit, en 1885, le Grand Hôtel, un établissement de 60 chambres, séparé de la mer par un vaste espace boisé et campé, de 1908 à 1912, par le Grand Hôtel de la mer édifié sur nouveau dessein par un jeune architecte breton, l'ingénieur l'hôtel, face à une plage de sable fin, à l'immense et éternel à certains horizons, bien absente des vents souffants et froids. Les défilants de l'époque évaquaient facilement à sa porte intensive sur laquelle le flot monte avec les vagues en majestueuses l'éclat progressif de la grande mer.

Une troupe où la mer se jouait
 alors à petits dards plus fins de
 cinq minutes et pas plus d'une
 vingtaine de fois dans la soirée en
 costumes de bain en laine, mais ou
 l'été marine, deux-deux avec
 manches jusqu'aux coudes
 pantalons au-dessous du genou, bas
 noirs et espadrilles. Au sortir de
 l'eau on se drognait dans de grandes
 peignures blanches et on prenait un
 bain de soleil à peu de mer chaude.

"pour toute la réaction". Sans
oublier le petit verre de bière
vous attendait à la villa ou à l'hôtel
Un hôtel fier de son hall de bois
de son salon de correspondance
de sa salle des fêtes et qui sera le
l'entre-deux-guerres, le luxueux
rendre-vous des stars de cinéma
des grandes familles françaises
anglaises

une Bretagne Belle Époque se
réstituent les photographes
surannées exposés sur les murs,
salon et des coiffeurs d'un
établissement qui, victime d'un
ouragans du temps, sera, en 1910,
l'initiative du conseil général,
agrandi et entièrement recon-
struit par une équipe dirigée par l'archi-
tecte quimperois Philippe Lédan. La
renovation qui a sa présence,
derrière la façade rose de l'hôte-
lérie d'un air de vivre bloqué,
tient témoignage notamment de la
bataille d'un couc de temps qui
dans un art exotique de la place
et demi sur arbres et plantes or-
nementalement choisis.
Un raffinement convivia qui de
Grand Hôtel de la mer et se so-
soixante-dix-huit colonnades
chambres le fleuron du groupe.
hôtellerie de loisirs du district
Village Vacances Famille chan-
de sa gestion et qui sont le lot
Touring Hôtel, reproche d'être
établissements situés dans les
(Ann. 2000), les Deux-
Valmored), en Course à l'impres-
en Guadeloupe, à Fort-Royal.

Avec, pour ceux, une nouvelle

admirablement perspicace et d'instinct marinier du Père nautique de l'Armée, avec ses vagues et ses grottes et ses enques, avec certains des plus beaux sites littoral breton : le cap de la Pile Vieille, la plage de la Pointe reculée des Tas, de la pointe Pen-Hir, etc. Un paradis pour les randonneurs et les adeptes à qui, sous la conduite de petits passionnés, l'image de Marie Duchemin ne se laisse pas silhouonner ses sentiers infinis des îles à pie vertigineux et éperpillés serpentant dans un sillage de génies d'aigues de châteaux de bruyères Sans oublier nos amoureuses des sports de mer.

L'exceptionnel plan d'eau d'un vaste et protégé royaume de nautique de Crozon-Morlaix est plaisance, BP 13, 29160 Crozon (tel. 98-27-88) pépinière de navateurs « en herbe » sans compétition de renommée mondiale. L'homme à aborder du samedi au dimanche matin, belvédère d'où la vue s'étend sur le Douarnenez et

Base idéale pour visiter tout le
région, le Grand Hôtel (tél. :
02-37.71.200), ouvert d'août
à octobre, propose, pour des
semaines en chambre double ou
triple, une pension complète (à partir
de 100 F par personne et par
semaine en chambre double ou
triple) pour les enfants en période de
vacances scolaires, des étages
ou plaines munis de bonnettes
dispendieuses et une table de
billard. Les Pins, Morgat et

► A glisser dans sa poche : un remarquable guide *Guillemet* consacré au Finistère-Sud.

LEN

Les Ecrans de l'Aventure,
suggérés par Disney et la Grande
Europe du Nord, du 1 au
16 septembre, présentant plus
de vingt films retraçant des
épisodes et capitaines d'exploration et
d'aventure, notamment, de Richard
d'Albanie, Bruce Peaton et
d'Arthur Westwell. Également
au programme : le Prix du Jeune
Spectateur et de 1947.
26 septembre à la R.N.M. Incidant
un colloque national sur les films
du ciné-jeu de 1947.
Renaudie
du 28 au 30 septembre.

L'Orient-Express en couleur —
Festivals de l'Est, du
15 septembre au 15 octobre,
présentent au théâtre des
opéras, des films, des films et
des conférences. A la suite de
la série "Mars, planète rouge".

[illegible]

Selection établie
par Patrick Franco
et Danielle Legendre

Les camions allemands, italiens et suédois ont de l'ailure, nous vous l'accordons. Mais un camion, c'est fait pour abattre du travail, et il en est un dont nous voudrions vous parler. Il est l'œuvre d'un constructeur qui joue depuis bon nombre d'années un rôle d'avant-garde. Par exemple, c'est à cette entreprise que nous devons le 'Turbo Intercooling', un système révolutionnaire en avance de dix ans sur la concurrence.

En 1985, ce constructeur prenait encore de l'avance avec le système 'Advanced Turbo Intercooling', plus connu sous le

nom d'ATI. L'année dernière, nouveau coup d'éclat avec une nouvelle gamme complète de camions. Et tout est prêt déjà pour répondre dès à présent aux normes d'émission Euro II qui entreront en vigueur en 1995, les plus rigoureuses jamais imposées !

Pourtant, 10 % des collaborateurs de cette entreprise se consacrent en permanence à la mise au point de véhicules toujours meilleurs, toujours plus performants. Et les résultats sont là : témoin le récent Trans Euro Test. Organisé par six grands magazines spécialisés européens,

Le comparatif ne laisse subsister aucun doute - vous l'avez deviné, le camion de notre constructeur l'emporte sur tous les tableaux : consommation, tenue de route, ligne, mais aussi et surtout appréciation des chauffeurs. Car tout est pensé pour eux dans les moindres détails. Cette volonté de perfection est omniprésente chez notre constructeur, sans relâche.

Quand on prend la mesure de l'avance de cette entreprise sur ses concurrents, dans tous les domaines, le choix d'un nouveau camion devient tout à coup très simple.

Achetez un DAF

THÉÂTRE

4.

کتابخانه ملی ایران

سنة ١٤١٤ هـ

(Publicité)

• Le Monde • Samedi 18 septembre 1993 25

EMA

NOUVEAUX

UGC Convention, 16 (45-74-71-40)
36-65-70-42) Pathe Wapex, 10
(36-65-70-22) 19 Gambetta 20
(45-74-71-40) 36-65-71-42)
JUSTINIEN TROUVE OU LE
BATAARD DE DIEU Film français de
Christian Fackher. Gaumont Les
Mille, 1 (36-65-75-55) Gaumont
Opéra, 2 (36-65-75-55) Revue
Grand Rex, 3 (42-36-83-93) 36-
65-70-23) 14 Juliet Odéon, 6 (42-
36-65-83) Bretagne, 6 (36-65-
70-37) Publika Saint-Germain, 6
(42-36-72-60) Gaumont Andes
ville, 6 (43-65-19-08) 36-65-
75-75) Publika Champs-Élysées, 6
(42-36-75-23) 36-65-75-55) Gaumont
Opéra Française, 6 (36-65-
75-55) UGC Lyon Bastille 12 (42-
43-61-60) 36-65-70-84) Gaumont
Grand Rex Italie, 13 (36-65-
75-83) Gaumont Aléa, 14 (36-
65-75-55) 14 Juliet Beauprenelle
15 (43-75-79-79) Gaumont
Convention, 16 (36-65-75-55)
Pathe Wapex, 18 (36-65-70-22)
La Gambetta, 20 (45-74-71-40) 36-
65-71-42)
RABBI Film français de Gaston
Kaboré. v.o. Espace Saint-Michel 5
(44-07-20-40) Reflet République,
11 (44-06-51-33)
TROIS FILLES Film indien de Satya-
ji Ray. v.o. Action Christine, 6 (42-
36-11-30) 36-65-70-82)

CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) Gaumont
Ambassade, 8 (43-65-19-08)
36-65-75-75) Gaumont Opéra Français,
9 (36-65-75-55) Sept Parnassiens 14
(43-70-32-20)
LA CRISE (Fr.) Cinépolis 6
(43-33-10-83)
CULINE ET DÉPENDANCES (Fr.)
Lumière, 8 (43-44-57-34)
DANS LA LIGNE DE MIRE (A. v.o.)
Forum Horizon, 1 (45-08-57-57)
36-65-70-82) Gaumont Opéra Impérial,
2 (36-65-75-55) 14 Juliet Odéon, 6
(43-75-55-83) Gaumont Hautefeuille, 6
(36-65-75-55) Gaumont Marguerite-
Cécile, 6 (36-65-75-55) UGC Saint-
Germ, 6 (43-62-20-40) 36-65-70-81) 14 Ju-
liet Odéon, 11 (42-36-83-93) Sept Par-
nassiens 14 (43-70-32-20) 14 Juliet
Beauprenelle 15 (43-75-79-79) UGC
Midi, 17 (40-65-00-16) 36-65-70-81)
v.o. Revue 21 (42-36-83-93)
36-65-70-23) UGC Montparnasse 6
(45-74-71-40) 36-65-70-14) Parc
Opéra, 9 (42-36-83-93) 36-65-70-18)
Les Nations, 12 (43-43-04-67)
36-65-71-33) UGC Lyon Bastille 12
(42-36-83-93) 36-65-70-84) Gaumont
Opéra, 13 (36-65-75-55) Mouvart,
14 (36-65-70-38) Mistril, 14
(36-65-70-41) UGC Convention, 15
(45-74-71-40) 36-65-70-47) Pathe
Wapex, 18 (36-65-70-22) Le Gam-
betta, 20 (45-74-71-40) 36-65-71-42)
DÉJÀ LA MALICE (A. v.o.) George V,
6 (43-62-20-40) 36-65-70-74) v.o.
Rev. 2 (42-36-83-93) 36-65-70-23)
George V, 6 (43-62-20-40)
18 Rex 10 (41) UGC Convention, 15
(43-61-60) 36-65-70-83) Les Mon-
parnassiens 14 (43-70-32-20) Mistril 14
(36-65-70-41) Grand Pavée, 15
(43-61-60) Saint-Lambert 15
(43-61-60)
DRACULA (A. v.o.) Cine Beaubourg, 3
(42-36-83-93) Saint-Lambert 15
(43-61-60)
L'ENFANT LION (Fr.) Forum Horizon
1 (45-08-57-57) 14 (42-36-83-93)
36-65-70-82) UGC Montparnasse, 6
(45-74-71-40) 36-65-70-14) Cinépolis
6 (43-33-10-83) 36-65-70-74) 12
Opéra 6 (43-74-95-40) 36-65-70-40)
Dante 14 (42-36-83-93) Grand Rex, 15
(43-61-60) Saint-Lambert 15
(43-61-60) Studio 28, 15
(43-61-60)
ÉPOUSE ET CONCUBINES (A. v.o.)
v.o. 12 (43-61-60) 36-65-70-23)
Cinéma, 6 (43-44-57-34)
ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE
(A. v.o.) Cine Beaubourg, 3 (42-36-
83-93) 36-65-70-74) 12
Saint-Lambert 15 (43-61-60)
FANFAN (Fr.) Forum Horizon 1
(45-08-57-57) Grand Rex, 15
(43-61-60)
HOMME DE CUIR Film français de
1933-34-35-36)
LE PLEIN (A. v.o.) Forum Horizon 1
(45-08-57-57) 14 (42-36-83-93)
Opéra 6 (43-74-95-40) 36-65-70-40)
14 (42-36-83-93) 36-65-70-81) 14 Ju-
liet Odéon, 11 (42-36-83-93) Sept Par-
nassiens 14 (43-70-32-20) Mistril 14
(36-65-70-41) Grand Rex, 15
(43-61-60) Saint-Lambert 15
(43-61-60)
MÉLÉES POUR MICH (A. v.o.)
v.o. 12 (43-61-60) 36-65-70-23)
Cinéma, 6 (43-44-57-34)
HENRY V (Fr.) Forum Horizon 1
(45-08-57-57) 14 (42-36-83-93)
Opéra 6 (43-74-95-40) 36-65-70-40)
14 (42-36-83-93) 36-65-70-81) 14 Ju-
liet Odéon, 11 (42-36-83-93) Sept Par-
nassiens 14 (43-70-32-20) Mistril 14
(36-65-70-41) Grand Rex, 15
(43-61-60) Saint-Lambert 15
(43-61-60)

Schindler 800
Schindler 300
Schindler 200
Schindler 100

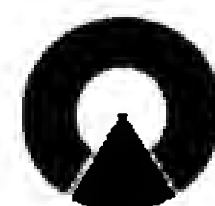
Schindler

De nouvelles gammes de produits de portée mondiale.

La qualité ne connaît pas de frontières. Déjà valable pour nos produits existants, cet adage s'applique tout naturellement à nos développements les plus récents : Schindler 100 — notre gamme d'ascenseurs économiques et de qualité, Schindler 200 — notre gamme de produits

révolutionnaire pour l'installation dans des immeubles existants, Schindler 300 — notre nouvelle génération d'ascenseurs caractérisée par une flexibilité inégalée dans le domaine de l'esthétique et des choix techniques et enfin Schindler 800 — notre gamme futuriste de

modèles panoramiques. Innover, c'est sortir des sentiers battus. C'est pourquoi Schindler est constamment à la recherche de nouveaux horizons. Aujourd'hui déjà, Schindler offre des possibilités pratiquement illimitées dans le domaine des ascenseurs.



Schindler

The Elevator and Escalator Company

Schindler Management Ltd., CH-6030 Ebikon-Lucerne, Switzerland

ÉCONOMIE

BILLET

D'une protestation à l'autre

D'une manifestation à l'autre, d'une mobilisation des campagnes à l'autre... Alors que l'opération imprudemment baptisée « blocus de Paris » par ses organisateurs, la Coordination rurale et le MODEF (d'inspiration communiste), n'a, à l'évidence, pas eu le succès escompté - les syndicats « officiels » (FNSEA et CNJA) préparant leur journée, qui pourrait bien en durer deux, les 20 et 21 septembre pour rappeler, vigoureusement s'il le faut, les engagements pris pendant la campagne électorale par les futurs députés ou ministres - la Commission européenne, dans un document de travail répondant aux quatorze questions posées par la France le mois dernier, reconnaît l'existence de problèmes de compatibilité entre le préaccord de Blair House et la politique agricole commune (PAC).

La Commission reconnaît le bien-fondé de certaines craintes de Paris

M. Balladur réunira, dimanche 19 septembre, les quatre ministres (affaires étrangères, agriculture, affaires européennes, industrie) concernés par le dossier du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) afin de leur donner « les dernières instructions du gouvernement français » avant la tenue du Conseil européen extraordinaire qui réunira les ministres des affaires étrangères et de l'agriculture lundi 20 septembre à Bruxelles. Au cours d'une réunion de presse tenue à Matignon jeudi 16 septembre, M. Balladur, après avoir donné des informations, a déclaré au sujet de l'éventuelle renégociation du préaccord agricole de Blair House : « Nous ne sommes pas hostiles à tout mais nous ne sommes pas prêts à tout accepter. » De son côté, la Commission européenne, dans un document de travail répondant aux quatorze questions posées par la France le mois dernier, reconnaît l'existence de problèmes de compatibilité entre le préaccord de Blair House et la politique agricole commune (PAC).

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Dans cette période de tension qui précède la réunion conjointe des ministres des affaires étrangères et de l'agriculture du 20 septembre, les dirigeants de la Commission européenne, sir Leon

Brittan (chargé des relations économiques extérieures) en tête, confirment que, selon leur analyse, le préaccord de Blair House conclu avec les États-Unis en novembre 1992, est compatible avec la réforme de la politique agricole commune (PAC). Le scepticisme ainsi manifesté par Bruxelles quant à la nécessité de rouvrir le dossier pour obtenir des amendements autres que mineurs, a valu une mise en garde assez sèche de Matignon au collège européen.

Pourtant, les réponses que vient de publier la Commission aux quatorze questions que lui avaient posées la France sont loin d'étayer sa position et apportent, au contraire, de l'eau au moulin des Français. Elles révèlent que la supposée compatibilité du préaccord de Blair House, contestée par Paris, devient, en raison de la manière dont il est tenu compte, dans la gestion de la PAC, des fluctuations monétaires, mais aussi de la position prise par les États-Unis à propos des engagements à prendre à l'importation (accès au marché), de plus en plus aléatoire.

Les services de René Steichen, le commissaire compétent, reconnaissent ainsi que les craintes exprimées sont fondées, autrement dit qu'il existe un risque sérieux, si l'on veut honorer les engagements de Blair House, d'avoir à adopter de nouvelles mesures pour réduire la production.

Cela est déjà programmé pour le vin et pour la viande bovine, quoiqu'il en soit, observe Bruxelles, la réforme, qui favorise une production plus extensive, porte ses fruits : les excédents achetés par les organismes publics d'intervention ont été ramenés de 529 000 tonnes au cours des huit premiers mois de 1992 à 154 000 tonnes durant la même période de 1993.

Mais la nécessité de réduire la production, d'ailleurs, que prévoit le préaccord de Blair House, est probable aussi dans le cas des autres grands produits et notamment des céréales : les hausses des prix en euros, qui provoquent les fluctuations monétaires, ont pour conséquence d'accroître l'écart entre les prix mondiaux et les prix de la CEE. « Il en résulte que les possibilités d'exporter sans restitutions (subventions) diminuent. Cela vaut principalement pour les céréales, les porcs et la volaille. » Par ailleurs, l'adaptation des prix agricoles, établis en monnaie nationale aux nouveaux taux de change, entraîne dans plusieurs pays membres (Royaume-Uni, Italie, Espagne, Portugal), des hausses de prix intérieurs de l'ordre de 10 % à 15 %.

Ces hausses de prix ont pour résultat d'annuler, en partie, les effets attendus des baisses de prix en euros décidées dans le cadre de la réforme, admet la Commission. En d'autres termes, la production communautaire devenant, du fait de ces hausses de prix, moins compétitive, la fameuse « reconquête du marché intérieur », en particulier par rapport aux aliments du bétail importés des deux Amériques, deviendra plus aléatoire alors que la production s'en trouvera encouragée. La Communauté se trouvera embarrassée d'excédents au-delà des quantités que « Blair House » autorise à exporter à l'aide de subventions.

Les silences
de la Commission

Comment fera-t-on l'ajustement ? Comment réduira-t-on la production ? La Commission, sachant les États membres divisés, se garde bien de se prononcer. Il existe, explique Bruxelles, deux possibilités : baisser les prix, en sachant que si l'on compense ces diminutions auprès des agriculteurs cela coûtera cher au budget européen, dont les disponibilités sont limitées, ou bien agir sur les quantités, c'est-à-dire réduire les quotas (là où ils existent : lait et viande bovine) ou augmenter le taux de jachère. Augmenter la jachère (ce que les Américains appellent *set aside*), soit déjà, dans le cadre de la réforme de la PAC, 15 % de la surface cultivée de l'exploitation ! Voilà le vrai chiffon rouge que nos agriculteurs ne supportent pas.

L'attitude prise par l'Allemagne sur ces questions est préoccupante :

Le « testament » d'Helmut Schlesinger

Le président de la Bundesbank est satisfait de l'assainissement opéré en Allemagne

Le président de la Bundesbank, Helmut Schlesinger, qui, à soixante-neuf ans, va laisser son fauteuil, le 1^{er} octobre, à Hans Tietmeyer, a tiré, lors de sa dernière conférence de presse, jeudi 16 septembre, un bilan positif de la situation monétaire allemande, trois ans après la réunification.

FRANCFORT

de notre correspondant
« La situation monétaire allemande se normalise », a expliqué M. Schlesinger. La masse monétaire rentre peu à peu dans son lit, et l'inflation - « dont nous ne sommes en aucune façon satisfaits » - est « sur le bon chemin ». Il a bien sûr fallu, pour obtenir ce résultat, en passer par une phase restrictive, mais au bout du compte, note M. Schlesinger, les taux d'intérêt sont revenus de plus de 9 % à la mi-1991 à 6 % aujourd'hui. Avec une inflation canonisée entre 4 % et 3,5 %, le coût réel de l'argent, désormais très bas en Allemagne, correspond « aux besoins actuels » de l'économie. Même si la reprise n'est pas encore au rendez-vous, le fond de la récession est atteint, assure le président de la « Bundesbank ».

Cet assainissement, observe M. Schlesinger, a été obtenu sans dévaluation du mark. La monnaie allemande est restée stable. Dans un sens comme dans l'autre, puisqu'à la mi-septembre le mark a grossi de la même valeur vis-à-vis de la moyenne des autres monnaies qu'au début de l'année. La tempête monétaire de cet été ne s'est donc pas traduite par un relèvement du mark qui eût pénalisé les exportations allemandes.

En somme, trois ans après la réunification, M. Schlesinger estime qu'une saine digestion est en cours. Le résultat a-t-il été acquis au prix de la mort du système monétaire européen ? M. Schlesinger repousse l'accusation. A ses yeux, le SME n'est pas mort. Entre la monnaie la plus faible, la couronne danoise, et la plus forte, le florin néerlandais, le glissement n'est que de 7 % ce qui reste faible, estime-t-il. Et M. Schlesinger de rappeler que la récession aux États-Unis et même en Europe n'a pas trouvé son origine dans les taux d'intérêt allemands. Elle préexistait et le boom en Allemagne a, au contraire, permis aux autres pays d'y exporter.

Quant aux problèmes du SME, ils ne sont pas davantage imputables à la Bundesbank, mais sont « inhérents à tout système de changes fixes ». Un « choc » sur un pays ne peut être absorbé que de deux façons, plaide le président : soit ce pays modifie son taux de change, soit il monte ses taux. La Bundesbank, conformément à ses statuts, a choisi la seconde solution. Il n'y avait d'ailleurs pas d'alternative possible. « Un mark ramolli ne profiterait à personne », ni

en Allemagne ni hors d'Allemagne. Interrogé sur l'idée préconisée par le ministre belge des finances, Philippe Maystadt, de consolider le SME en dotant l'Europe d'une double ancre, le mark et l'écu (celui-ci étant fixé au mark, mais fluctuant par rapport aux autres monnaies), M. Schlesinger juge impraticable la gestion d'une monnaie-pari comme l'écu : « une quantité abstraite », dit-il.

M. Schlesinger a conclu sa conférence par une réflexion de fond. Si de nombreux pays souffrent tant des taux à court terme, c'est qu'ils financent leurs investissements avec des crédits courts au lieu d'emprunts longs. L'Allemagne, qui, grâce à la Bundesbank, a refusé de céder à la mode des nouveaux instruments financiers (comme les fonds communs), est épargnée. M. Schlesinger donne là sa solution à l'économie spéculative et à l'instabilité extrême des taux de change. « Le problème vient de cette tendance à socialiser les risques » partout à l'œuvre, a-t-il conclu.

ÉRIC LE BOUCHER

GRAND PALAIS

avenue Winston-Churchill

FIGURATION
CRITIQUE 93de 11 heures à 19 heures
jusqu'au 28 septembreFace gare
Saint-Lazare
15, place
du Havre.
43.87.34.64.tous les
vêtements des
hommes forts
et hommes
grands

Rafal

Alain Duhamel
analyse la vie politique
chaque matin.

7 h 25

EUROPE 1

هناك أميرة في الحب

ÉCONOMIE

La recapitalisation des entreprises publiques

Bull, Air France et Aérospatiale se partageront une quinzaine de milliards de francs

Le gouvernement français prévoit des dotations en capital d'un «montant considérable» pour «certaines entreprises du secteur public». C'est Édouard Balladur qui l'a promis, jeudi 16 septembre, le jour même où Bull, Thomson, la SNECMA, Giat Industrie, sociétés contrôlées par l'État annonçaient ou confirmaient des réductions d'effectifs massives et après qu'Air France a annoncé un plan de suppressions d'emploi sévère. Le message est clair. Le collectif budgétaire avait déjà porté à 16 milliards de francs l'enveloppe consacrée par les pouvoirs publics aux dotations en capital. Et il n'est pas question, ici, de prêter le flanc à la critique. L'État ne reste pas inactif, a voulu signifier M. Balladur, même s'il entend privilégier.

Même ? C'est précisément parce qu'il entend privilégier que l'État doit, sur fond d'arbitrages budgétaires passablement difficiles, consacrer des sommes importantes à ses devoirs d'actionnaire. Et jouer les

urgences. Pechiney qui souffre avec son aluminium, Thomson qui espère régulièrement pour son électronique grand public, Usinor Sacilor qui supporte une conjoncture détestable dans la sidérurgie ne peuvent espérer grand chose. Les priorités sont fixées. D'abord «deux incendies à éteindre» : Bull et Air France, dont les situations financières sont éminemment plus critiques. Auxquels il faudra probablement rajouter l'Aérospatiale qui figure au premier rang des priorités du ministère de la défense. A eux trois, ces groupes publics pourraient consommer une bonne quinzaine de milliards de francs.

Quant aux autres, les recapitalisations nécessaires emprunteront d'autres chemins que la voie budgétaire. Côté des alliances, par exemple, sur lequel travaille activement le ministère de l'Industrie. Le rapprochement évoqué de Pechiney et de la riche CNR pourrait bien en fournir une excellente illustration.

C. M.

Selon le premier ministre

«Le débat national sur l'aménagement du territoire doit déboucher sur un projet fédérateur»

En précisant les modalités de déroulement du débat sur l'aménagement du territoire, qui débouchera au printemps 1994 sur la discussion d'une loi d'orientation, le premier ministre, Édouard Balladur, a indiqué jeudi 16 septembre à Paris que, «pour bien montrer la détermination du gouvernement», il avait décidé de proroger de plusieurs mois le moratoire (qui devait prendre fin le 31 octobre) suspendant toute fermeture de services ou organismes publics dans les zones rurales.

Le lancement de la campagne destinée à mobiliser l'ensemble du pays pour savoir «quelle France (nous) souhaitons... à l'horizon 2015 et quel pays nous aurons à transmettre en héritage aux prochaines générations» aura lieu vendredi 15 octobre, à Nantes, dans les Pays de la Loire (dont le conseil régional est présidé par Olivier

Guichard, RPR, pionnier de cette politique), où se rendra le premier ministre. Charles Pasqua, ministre d'État en charge de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, et Daniel Hoefel, ministre délégué, se rendront dans toutes les régions, et le gouvernement a indiqué - ce qui marque une inflexion importante par rapport au passé - qu'il voulait «mieux prendre en considération» les départements et régions d'outre-mer.

Le débat se déroulera en trois phases, a précisé le premier ministre :

- la première, aux niveaux local et régional, est destinée à solliciter les réflexions de tous les partenaires «et aucune question ou proposition n'est taboue», a précisé Charles Pasqua. Elle s'achèvera à la fin de l'année;
- au premier trimestre 1994 aura lieu la phase nationale pendant

COMMERCE

La préparation d'un projet de loi sur la concurrence

La grande distribution au banc des accusés

responsabilité de tous les maux de l'industrie française.

De fait, les deux journées d'auditions qu'il a présidées les 14 et 15 septembre l'ont définitivement convaincu de la complexité des questions soulevées par les pratiques concurrentielles dont tout le monde souhaite qu'elles soient loyales, tout en sachant fort bien qu'elles se résument le plus souvent à un pur rapport de forces.

Pendant deux jours, représentants de la grande distribution mais aussi petits commerçants, artisans, agriculteurs et industriels ont pu donner leurs analyses sur les dysfonctionnements de la concurrence. Pendant deux jours, la grande distribution s'est retrouvée en position d'accusée et, invitée à s'exprimer, elle a été amenée à se défendre. Autres temps, autres mœurs : après avoir joué un rôle-clé dans la lutte contre l'inflation - toute sa logique étant basée sur les prix bas - on lui reproche en temps de crise et de déflation d'être trop puissante et, pour parler clair, d'étrangler les fournisseurs («le Monde-l'Economie» du 29 juin).

Comment ? Pour être admis sur les rayons d'un distributeur, les fournisseurs sont parfois amenés à payer purement et simplement. Une fois le référencement obtenu, ils n'ont aucune garantie de commande. S'ils se montrent récalcitrants, ils risquent diverses brimades aboutissant au retrait de fait de leurs produits des rayons. Les conditions générales d'achat - obtenues après d'âpres négociations - sont remises en cause sous divers prétextes (anniversaire, reprise de magasins, promotions). Les règles en vigueur sont contournées : un exemple de fausse facture a été cité dans la pomme de terre pour

contourner l'interdiction de la revente à perte; l'application de la nouvelle réglementation des délais de paiement a pu s'accompagner de demandes de ristournes supplémentaires ou de débats byzantins sur les dates de valeur, d'encaissement, etc.

Pourtant, ici et là, au cours des auditions, on a pu sortir du manichéisme. Par exemple, lorsque le président de l'Union nationale des syndicats de détaillants en fruits, légumes et primeurs a reconnu que «tout le monde s'est trompé dans la filière», y compris les producteurs qui ont cru que la grande distribution leur assurerait du volume sans voir qu'elle exercerait, en fait, une pression sur les prix.

Où quand Jean-Louis Descours, PDG du groupe André, a rappelé que «la capitalisation des grandes affaires de l'agroalimentaire était beaucoup plus forte que celle des grands groupes de distribution», mettant un bâton dans les affirmations d'un représentant du monde agricole selon lequel, «depuis cinq ans, les gains de productivité agricole ont été absorbés par l'industrie agroalimentaire et surtout la grande distribution». De son côté, Jean-Paul Charié résume : «C'est vrai qu'on peut considérer que le dysfonctionnement de la concurrence vient du comportement des clients. Mais j'ai toujours dit que les fournisseurs avaient été les premiers à proposer des remises discriminatoires.»

Pas d'économie administrée

Quoi qu'il en soit, les fournisseurs ont réclamé un réajustement des rapports de force entre les négociateurs. «C'est une relation de maître à valet», s'est

exclamé un représentant des industries mécaniques. «Nous ne sommes pas les filiales des groupes industriels», s'est récrié de son côté Michel-Edouard Leclerc. Une démarche législative est-elle la meilleure façon d'améliorer ce rapport de force ? Si oui, doit-elle aller au-delà de l'annonce de grands principes ? «Essayons de régler le problème sans revenir à une économie administrée», a prévenu le PDG d'André.

On verra ce qui sortira finalement de ces travaux et quelle sera la version définitive du projet de loi actuellement en cours d'élaboration (le Monde du 2 septembre), étant entendu que l'on retrouve au niveau des ministères les lignes de fracture entre commerce et industrie. Une chose est sûre : l'ampleur même du débat, ajoutée au gel des implantations des grandes surfaces, doit sonner comme un signal pour la grande distribution, dont élus et pouvoirs publics attendent manifestement un autre comportement. Il ne faut pas oublier néanmoins un acteur économique, dont on parle finalement assez peu : le consommateur. «Ce qui est déterminant pour le consommateur, c'est le prix», a rappelé Reine-Claude Mader, présidente de l'Institut national de la consommation. Mais le consommateur est aussi un «travailleur» (salarié, employé, patron), intéressé au premier chef par le sort des entreprises : «On doit l'informer sur les conséquences des actes d'achat. Mais en dernier ressort, c'est à lui de décider», a-t-elle souligné, en rappelant l'échec, par le passé, du «made in France», un thème qui connaît un regain de faveur.

FRANÇOISE VAYSSÉ

SOCIAL

Supplique pour l'emploi

Suite de la première page

«Les entreprises publiques ne doivent ménager aucun effort pour éviter, dans toute la mesure du possible, les licenciements», a déclaré le premier ministre. Ce qui est conforme aux propos qu'il tient régulièrement depuis son discours d'investiture, en avril, et qui peut apparaître comme une sévère condamnation des pratiques des dirigeants de ces groupes. Mais le premier ministre suit parfaitement qu'il s'agit, en l'oc-

currence, de plans sociaux. Lesquels ne comportent pas de licenciements secs, puisqu'ils sont dotés de mesures d'accompagnement, et qu'il se garde bien de couvrir d'opprobre.

La solution ultime

Il en est de même pour son exhortation adressée aux chefs d'entreprise du secteur privé, qui ne devraient

«se résoudre à des réductions d'emplois qu'après que toutes les autres voies eurent été explorées». La formule a déjà été beaucoup employée, ces derniers temps, sans oublier la supplique pour que «l'ensemble des responsables économiques et sociaux de notre pays fassent preuve de courage et d'imagination».

Dès lors, maître d'humanisme - «une économie moderne et humaine ne peut se fixer comme seul objectif la recherche obsédée de la productivité financière» - le propos du premier ministre devrait avoir l'effet d'un onguent. Il calmera peut-être la douleur mais n'empêchera pas le mal, ni sa propagation. A moins que...

Le premier ministre veut croire que le projet de loi quinquennal pourrait enclencher une dynamique et chercher, par anticipation, avant son adoption définitive, à en accélérer l'effet. Ce qui supposerait une mobilisation du patronat trop timoré, même si, lui aussi gêné par la mauvaise image donnée lors de ce «mercredi noir» pour l'emploi, François Perrot, président du CNPF, a une fois de plus souligné que les suppressions d'effectifs «ne doivent pas être une solution de facilité, mais la solution ultime». Une chose est toutefois certaine : M. Balladur ne se rendra pas aux arguments de Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière qui propose «un gel des licenciements» pendant six mois. Un moratoire ne ferait que retarder des échéances. Douloureuses. M. Balladur réunira lundi 20 septembre les ministres de tutelle des entreprises publiques.

ALAIN LEBEAUME

M. Strauss-Kahn (PS) : le gouvernement est «responsable de l'accélération du chômage». - Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, a affirmé, jeudi 16 septembre, lors du «Grand O'Fut-la Croix», que le gouvernement est «responsable de l'accélération du chômage, dont les vagues de licenciements sont la traduction», car il a commis «une manifeste erreur de politique économique, qui a consisté à sous-estimer la situation, à vouloir serrer les boulons».

A. L.

A Nantes puis à Paris

Le CNPF poursuit sa campagne en faveur de l'apprentissage

NANTES

de notre envoyé spécial

A Nantes, vendredi 10 septembre, le CNPF a repris son tour de France commencé en juillet pour mobiliser les chefs d'entreprise en faveur de l'apprentissage et, plus globalement, de la formation en alternance des jeunes. Intitulée «Cap pour l'avenir», la campagne devait se poursuivre, jeudi 16 septembre à Paris, en compagnie de Michel Giraud, ministre du travail, à l'adresse des patrons de l'Île-de-France.

A chaque étape, comme en Pays de Loire, le discours de François Perrot, président du CNPF, et de Victor Scherrer, vice-président, tout spécialement chargé d'orchestrer l'opération, ne change pas.

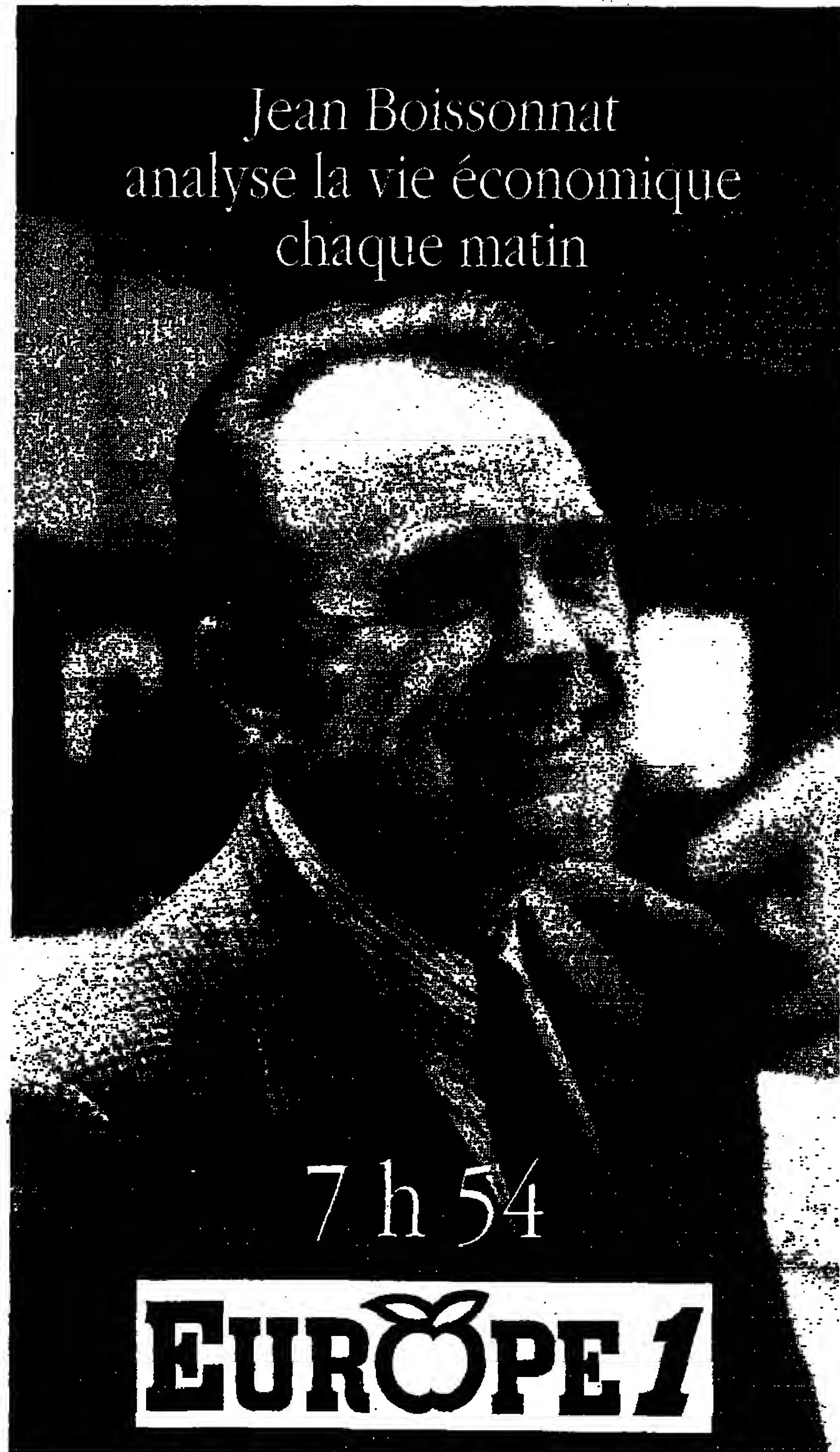
Il s'agit de démontrer que le patronat est capable de «répondre à l'appel du gouvernement», qui veut multiplier par deux le nombre des apprentis. «L'opinion publique attend de vous une réponse (...), elle attend à bon droit de vous de faire l'effort maximum», répète donc M. Perrot, bien décidé à balayer les réticences.

Selon un scénario bien réglé, son intervention est soutenue par plusieurs orateurs, dont, cette fois, Dominique de Calan, secrétaire

général de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), qui prononcera un vibrant plaidoyer pour l'apprentissage, allant jusqu'à affirmer : «Embaucher un apprenti n'est pas aujourd'hui une charge pour l'entreprise, n'ayez pas de crainte !» Puis viennent des témoignages de dirigeants locaux, censés apporter une illustration des initiatives prises sur le terrain. Ce qui n'est pas toujours aussi probant. Si les Chantiers de l'Atlantique se félicitent d'avoir rouvert leur centre d'apprentissage à Saint-Nazaire, des chefs d'entreprise sont plus réservés. «Je suis d'accord pour m'engager, dès que la conjoncture le permettra», dit l'un d'eux.

Heureusement pour le succès de la manifestation, des engagements plus formels sont pris. La métallurgie se propose de recruter un apprenti pour 100 salariés «ou un par entreprise qui n'a pas d'apprenti». Le bâtiment promet d'en accueillir 10 000 de plus dans l'année. Quant à l'industrie agroalimentaire, qui l'annonce pour la première fois, elle promet, pour 1993-1994, un objectif d'augmentation de 30 % du nombre des contrats, ceux-ci devant passer de 7 000 à 10 000.

Jean Boissonnat
analyse la vie économique
chaque matin



7 h 54

EUROPE 1

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

[illegible]

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

M^e MONTPARNASSE
128 m² 2 RM 000 F

Imm. récent, 2 ét. solai, iv. dble, 2 chbres, cuis., bain, balcon 10 m², pers., part.
77, bd Edgar-Gauche
samedi, dimanche 14 h 17 h

PRÉS LUXEMBOURG
2 récept., 4 chambres,
3 bains, cuisine p. de t.,
vue solai 2 services,
box location. 47-20-02-84

7^e arrdt

PRÉS ALMA,
3 récept., 4 chambres,
3 bains, cuisine p. de t.,
solai, 3 serv./jardinet,
part. location. 47-20-02-84

15^e arrdt

PRIX INTÉRESSANT,
M^e JAVEL VUE SEINE,
Imm. récent, bon sord., 19 ét.,
120 m², iv. 3 chbres, cuis., bain,
logie part., 16 r. balai,
samedi, dimanche 14 h 17 h

92

Hauts-de-Seine

NEUILLY, M^e P. Neuilly,
235 m² 6 LE M^e

Imm. récent, 11 ét., 4 ét.,
iv. dble, 5 p., cuis., 2 bains,
2 wc, cuis. à l'aparc et l'air,
184, av. Ch.-de-Gaulle,
samedi, dimanche 14 h 30-17 h

NEUILLY 80 M^e
Deuxième 9^e arr., terrasse
2 950 000 F 47-04-58-18

viagers

Bon 15^e, viager occupé,
1 ét., beau 70 m² sec., 7 ét.,
s/parc, 550 000 F p. ans.
Tél. : 43-00-00-67

Achetez à particulier
VIAGERS LIBRE OU OCCUPÉ
pour placement 42-42-25-23

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-55-17-50

DEMANDES D'EMPLOI

Trilingue français, allemand,
anglais, 20 ans expérience
internationale dans l'import-export.
Achats et logistique. Je suis votre collaborateur idéal
pour vous sécher, vous remplacer
efficacement en France et à l'étranger et faire vos transactions.
Tél. : 42-23-02-60

D. 12 ANS EXP. BANCAIRE :
finance, marketing, informatique,
anglais, ITX, du qui parait.
Tél. : 43-50-55-02

JF, dynamique, esprit de synthèse,
DUT Tech de Co, allemand courant
et, poss. d'ASSISTANT MARKETING,
Paris + IP.
Tél. : (16) 44-24-78-82

Félicette Le Mateur
JH 28 ans, diplômée en
généraliste, assist. pers.
Agée 18 et 10.
Carte nr 0000 Le Monde Pub.
15-17, rue du Colonel-P. Avie,
75802 Paris Cedex 15

Étudiante lettres modernes
français, chère, centre social
société et bacheliers
chambre de bonne.
Paris centre.
Tél. : 80-09-08-82

L'AGENDA

Tableaux

50 toiles GAVIEN 100 000 F.
Neudo 19 ans. avenue, Neuilly-
sur-Seine. Tél. : 46-40-07-35

Vacances.

tourisme.

HOME D'ENFANTS JURA

(500 m altitude
près frontière suisse)
Agencement jeunesse et Sports.
Vivés et Liliane accueillent vos
enfants dans une ancienne
ferme XVI^e s., confortablement
renovée. 2 ou 3 enfants
par chambre avec 6 lits,
vue. Séjour sur milieu des
placards et forêts. Accueil
volont. limité à 15 enf., idéal
en cas de 1^e adaptation.
Ambiance familiale et chaleur.
Activ. : VTT, jeux collect.,
peinture a/bois, tennis, poney,
initiat., échecs, fabric. du pain.
2 150 F semaine/enfant.
Tél. : (16) 81-35-12-51

ASSOCIATIONS

Appels

ASSOCIATION ACCUEIL
ET PROMOTION

BÉNÉVOLES

pour activités Alpha
et juridique. Formation
essais. Contact Lij 10/17 h
43-55-48-15/43-38-53-42

Cours

COURS D'ARABE
JOURNÉE, SOIR, SAMEDI
TS NV, INTENSIF, EXTENSIF
AFAC - Tél. : 42-72-20-88

Carte l'atou self-défense
CEROLE CHARLEMAINT
17 r. Garibaldi, Paris-8^e
M. P. BOISY, prof. fédéral
P. VIGNERON, monteur féd.
Tél. : 47-39-27-28
ou 46-34-02-67

Sessions et stages

Le Centre international
de formation européenne
organise à Aoste/Italie
du 28-10 au 7-11-1993
un stage pour enseignants
sur « L'enseignement dans
une Europe sans frontières » :
formation et mobilité.
Séjour gratuit, Remb.
partiel frais voyage.
Renseignements : CIFE
10, av. des Fleurs NICE
Tél. : 93-37-15-16.

Le Centre international
de formation européenne
organise un stage à Mont-
le-Hor (près Paris) du 4
au 10-10-1993 pour les
jeunes sur « Emploi et
formation professionnelle
dans la perspective de
l'union économique et
monétaire ». Droit d'entrée
440 F. Séjour gratuit.
Remb. 70 % voyage, René.
CIFE 10, av. des Fleurs
NICE, Tél. : 93-37-15-18.
Fax 93-37-18-00

Handwritten signature: *Handwritten signature*

MÉTÉOROLOGIE

[illegible]

Le vent sera faible ou modéré, de secteur est ou sud-est.

(Document publié avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

ORGANISE PAR LE GIFFE.
45 32 12 75

prêtre du paradis à Nancy et à Grancy (Seine-Saint-Denis), avant de devenir aumônier national de la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne). Il a cessé d'exercer son ministère de prêtre en 1972. Il est notamment l'auteur d'*Approches matérielles de la Bible* (Cerf, 1976), des douze volumes des *Hommes de la Fraternité*, d'*Adèle l'Obscure* (Seuil, 1989), de *Haut-le-pied* (autobiographie publiée en 1989 à La Découverte). Il est aussi le coauteur avec Guy Gilbert d'un livre à succès *Un prêtre chez les loubards* (Stock, 1978).

WEEK-END D'UN CHINEUR

Une pierre dans votre jardin

14 heures : mobilier, objets
d'art : Lille. 14 h 30 : tableaux
(Charente-Maritime), Fressen-
naville (Somme)

Ici et là

**Ile-de-France
et environs**

Corbeil, 14 heures : Extrême-Orient : la Marianne Saint Hi

Orient, La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : mobilier, tableaux

Plus loin

● **Samedi 18 septembre**

Arles, 15 heures : ateliers
Boccard ; Cahors, 10 heures et

Foires et Salons

Paris (parc Floral), **Paris** (place des Petits-Pères dans le 2^e), **Paris** (rue de l'École-de-Médecine, Salon de la bibliophilie), **Cagnes-sur-mer**, **Rennes**, **Blois**, **Montargis**, **Le Havre**, **Arles**, **Chartres**, **Roscoff**, **Pons** (Charente-Maritime), **Fressen-ville** (Somme)

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 18 septembre

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

L'affaire B.

MAIS que veut vraiment la société B. ? Qui est vraiment son patron ? Pourquoi, oui, pourquoi a-t-il choisi le scandale ? Et quels sont les sens, la portée, les enjeux de ses affiches publicitaires ? « Envoyé spécial » avait recruté le ban et l'arrière-ban des sociologues, des juristes, des journalistes pour s'interroger sur les campagnes commerciales d'un fabricant de textile italien qui, après avoir affiché sur les murs des photographies de réfugiés albanais, de sexes d'enfants et de l'épave d'un bateau de la mer, exhibe depuis quelques jours aux regards des passants et aux lecteurs de certains journaux des portraits et des pubis tatoués « HIV positive » (HIV est le nom du virus du sida).

Toutes ces campagnes ont-elles seulement des fins commerciales, s'interrogeait Paul Nihon ? « Pas si simple », assurait-il, mystérieux et prometteur.

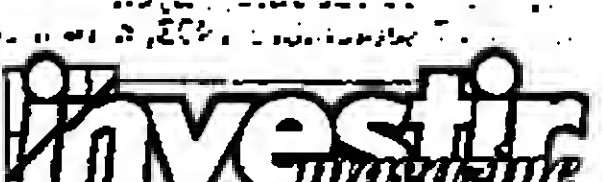
Dans cette affaire, ce qui choque, n'est pas la stratégie du fabricant italien. Elle est impudique. Tenter par tous les moyens de transformer une campagne publicitaire en événement. Et de faire ainsi glisser le nom de sa firme des pages de publicité surcouvrant les espaces d'information des télévisions et des journaux, en annexant à son service les plus spectaculaires souffrances.

Car pour faire parler il faut

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ signalé dans « Le Monde » radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 17 septembre

TF 1



PRIVATISATIONS

BAISSE DES TAUX



à partir du samedi avec l'hebdo

20.00 Journal et météo.

20.45 Magazine : Mystères. Le Révolutionnaire. Le trésor de Rommel. Les démons de Carmen. Edgar Cayce.

22.45 Magazine : Tout est possible. Présenté par Jean-Marc Morandini.

23.55 Série : Paire d'as. 0.50 Journal et Météo.

FRANCE 2

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Magazine : Bouillon de culture. Invités : Alexandre Soljenitsyne ; Jean-Claude Casanova, directeur de la revue Commentaire et éditorialiste à l'Express ; André Glucksmann, philosophe et écrivain ; Bernard Guetta, journaliste, chroniqueur politique à France-Inter. Des questions de Valéry Giscard d'Estaing, Henri Troyat et Jacques Ruffin ont été enregistrées.

22.20 Téléfilm : Le Premier Cercle. De Sheldon Larry.

FRANCE 3

20.45 ■ Magazine : Thalassa. Alertes salées.

21.45 Magazine : Faut pas rêver.

22.45 Journal et Météo.

23.10 Magazine : Passions de jeunesse. Invité : Antoine Finy.

0.05 Court métrage : Bonjour, je vais à Toulouse, de Jacques Mitsch.

0.20 Continentales.

CANAL PLUS

20.35 Téléfilm : Dose mortelle. De Joyce Bunuel.

22.00 Documentaire : La Petrovka 38. De Gilles Delenoy et Dimitri de Kockko.

22.50 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Terminator 2, le jugement dernier. ■ Film américain de James Cameron (1991).

ARTE

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Magazine : Transit. De Daniel Lacoste.

21.50 Documentaire : Larry Adler. De Joachim Kruck.

22.40 Documentaire : Dans l'île du mort Désert. De Jean-Antoine et Philippe Desnos.

23.30 Documentaire : Inédits. 2. L'Ecole continue.

M 6

20.35 Magazine : Capital.

20.45 Téléfilm : Sale journée pour un flic. D'Alan Metzger.

22.25 Série : Mission impossible.

23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital. Un Tour en or.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio archives. Conférence pour l'information.

21.32 Musique : Black and Blue. Les fils de la jungle. Invité : Paul Bonk-moun.

22.40 Les Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 16 septembre à Montreuil) : Ouverture du Vaisseau fantôme, de Wagner ; Totentanz, de Liszt ; Symphonie fantastique, de Berlioz.

23.09 Jazz club. En direct du New Morning, à Paris.

TF 1

14.20 La Une est à vous.

17.30 Magazine : Trente millions d'amis.

18.00 Divertissement : Les Roucasseries.

18.30 Divertissement : Vidéo gag.

19.00 Série : Beverly Hills.

20.00 Journal, Tiercé et Météo.

20.40 Divertissement : Les Grosses Têtes.

22.30 Hommage à Raymond Burr. L'officier des ambitions perdues.

0.10 Magazine : Formule foot.

0.50 Journal et Météo.

0.55 Magazine : Le Club de l'enjeu.

FRANCE 2

13.25 Magazine : Géopolis.

14.15 Magazine : Animalia.

15.20 Magazine : Samedi sport. A 15.25, Tiercé, en direct d'Evry ; A 15.40, Magazine, Terre de foot ; A 17.00, Football (match de 2^e division) : Rennes-Marseille.

18.55 INC.

18.55 Magazine : Frou-frou. Invité : Anémone.

19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Magazine : C'est votre vie. Par Frédéric Mitterrand.

22.25 Les Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes.

22.30 Variétés : Taratata.

23.50 Journal, Journal des courses et Météo.

FRANCE 2

15.10 Série : La loi est la loi.

15.55 Série : Starsky et Hutch.

18.55 Disney Parade.

18.00 Des millions de copains. Magazine : 7 sur 7.

19.00 Invité : Valéry Giscard d'Estaing.

20.00 Journal, Tiercé et Météo.

20.40 Cinéma : La Maison assassinée. ■ Film français de Georges Lautner (1987).

22.40 Magazine : Ciné dimanche.

22.50 Cinéma : FIST. ■ Film américain de Norman Jewison (1978).

1.05 Journal et Météo.

1.10 Magazine : Le Vidéo Club.

1.25 Opéra : Mignon. Musique d'Ambrósio Thomas ; livret de Barbier et Carré. Avec la Madrigal de Compiegne.

FRANCE 2

14.55 Série : ENG.

15.50 Dimanche Martin (suite).

17.25 Documentaire : Cousteau. à la redécouverte du monde.

18.30 Magazine : Stade 2.

19.30 Série : Maguy.

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

FRANCE 3

14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. A 14.35, Tiercé à Long-

0.15 Magazine : La 25^e Heure.

FRANCE 3

14.00 Série : Les Mystères de l'Ouest.

15.55 Série : Matlock.

17.40 Magazine : Montagne. Claude Lorus, géologue. Reportage : Le peuple puni.

18.25 Jeu : Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.

20.05 Feuilleton : Une famille pas comme les autres.

20.45 ■ Téléfilm : L'Interdiction. De Jean-Daniel Verhaeghe, d'après Balzac.

22.10 Journal et Météo.

22.35 Jamais sans mon livre. Invité : Jean Roudot (Des horribles illustres) ; Alain Rey, maître d'œuvre, avec Josette Rey-Dobos, du Petit Robert ; Françoise Guchin, directrice du Musée d'Orsay, à propos de l'exposition des chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes ; Bernard Frank, spécialiste de la littérature japonaise, présente Chita et le Japon de Lafcadio Hearn, de Jonathan Cott.

23.30 Magazine : Musique sans frontières. Destination : les Amis.

0.15 Continentales Club.

CANAL PLUS

14.00 Sport : Golf. 3^e journée du Trophée Lancôme, en direct.

15.30 Sport : Athlétisme. France-Finlande-Italie. 1^{re} journée, en direct d'Evry.

17.05 Sport : Football américain. En clair jusqu'à 20.30.

18.00 Décade pas Bunny.

18.55 Série animée : Chipie et Cie.

19.05 Dessin animé : Les Simpson.

19.30 Flash d'informations.

19.35 Magazine : Le Plein de super.

20.30 Téléfilm : Faux et usage de faux à la cour d'Angleterre. De John Schlesinger.

CANAL PLUS

15.35 Dessin animé : Les Simpson.

16.00 Sport : Golf. 3^e journée du Trophée Lancôme, en direct.

16.55 Sport : Athlétisme. France-Finlande-Italie. 2^e journée, en direct d'Evry.

18.15 Sport : Football. Championnat de France Angers-Nantes, en direct.

En clair jusqu'à 20.35.

20.30 Le Journal du cinéma. Cinéma : Luna Park. ■ Film franco-roumain de Pavel Lounguine (1992).

20.35 Flash d'informations.

22.25 Magazine : L'Équipe du dimanche. L'Équipe du monde de football. Actualité.

0.55 Cinéma : Truly, Madly, Deeply. ■ Film britannique d'Anthony Minghella (1990) (v.o.).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00.

17.00 Cinéma : Le Lâche. ■ Film indien de Satyajit Ray (1965, v.o., redif.).

18.10 Court métrage : Ya Nabil. De Mohamed Zou (redif.).

18.40 Cinéma d'animation : Snark.

19.00 Série : TV Squash.

19.35 Magazine : Mégamix.

20.30 8 1/2 Journal.

20.45 Soirée thématique : Au cœur de l'Europe, Prague, cœur troublé.

21.40 Documentaire : Les Allumés... Rodéo à Ormaiz, la course su-

22.05 Flash d'informations.

22.15 Magazine : Jour de foot. Extraits des matches de la 9^e journée du championnat de France de D1.

23.00 Cinéma : Maniac Cop 2. ■ Film américain de William Lustig (1990).

0.25 Cinéma : FX2, effets très spéciaux. ■ Film américain de Richard Franklin (1991) (v.o.).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00.

17.00 Magazine : Transit (redif.).

18.10 Série : TV Squash (redif.).

19.00 Magazine : Via Regio. L'Europe et ses paysans. Andalousie, Lituanie, Loz.

19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités américaines et allemandes de la semaine du 18 septembre 1993.

20.20 Chronique : Les Dessous des cartes. Afghanistan (redif.).

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Documentaire : D'Est. De Chantal Akerman.

22.35 Téléfilm : Aimée. De Petr Janak.

0.15 Documentaire : Jazz in the Night.

M 6

14.45 Sport : Moto. Départ du Bol d'or, en direct du Castellet.

15.25 Série : Département S.

16.30 Série : Amicalement vôtre.

17.25 Série : Le Saint.

18.20 Série : Les Incorruptibles.

19.15 Magazine : Turbo. Spécial Bol d'or.

19.54 Six minutes d'informations. Météo, Bol d'or.

20.00 Série : Loin de ce monde.

20.35 Magazine : Stars et couronnes.

20.50 Feuilleton : La Fureur des anges. La vie continue, de Nuzz Kulik (2^e et 4^e épisodes).

0.00 Sport : Moto. Le Bol d'or.

M 6

15.10 Magazine : Culture rock. Le sage de James Brown.

15.40 Magazine : Fréquentstar.

16.35 Série : L'Aventurier.

17.00 Série : Airport unité spéciale.

18.05 Série : Booker.

19.00 Série : Flash.

19.54 Six minutes d'informations. Météo.

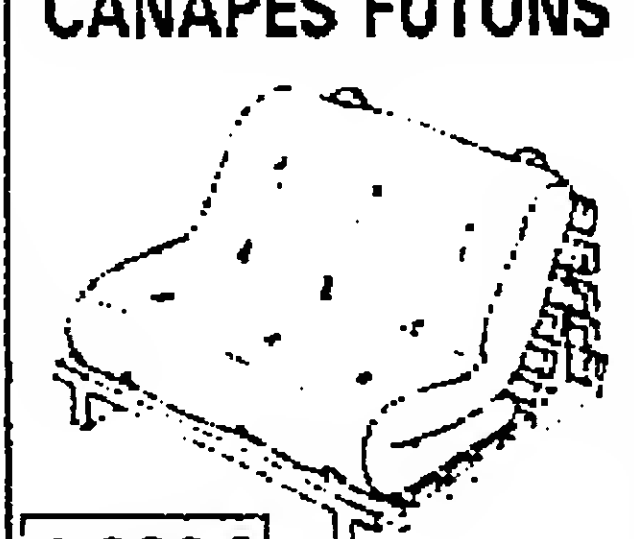
20.00 Série : Loin de ce monde.

20.35 Sport 6 (et à 0.55).

20.45 Téléfilm : L'Enfant déchiré. De Michael Tuchner.

22.25 Magazine : Culture pub. Spécial Indo.

CANAPÉS FUTONS



1 990

PROMO RENTRÉE

du 15 au 30 sept.

LOGGIA

Le spécialiste du gain de place

MEZZANIMS • RANGEMENTS • POUSSINS • CANAPÉS FUTONS

30, bd Saint-Germain (75001) 48 34 69 74 4 rue Saint-Hippolyte (75001) 40 26 13 55 11, rue Chateaubault (75001) 42 60 26 45

0.10 Série : Soko, brigade des stupes.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. José Levy, styliste.

20.45 Avignon 93. Régis et décombre, de Jean-Marc Piemme.

22.35 Musique : Opus. Ricardo Vives.

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Soirée lyrique. A 20.30, opéra (donné le 22 mai au Grand Théâtre de Genève) Boris Godounov, de Moussorgski, par les Chœurs de Chœur de la Suisse Romande.

23.00 Maestro. Kyril Kondrachine, par Georges Boyer. Symphonie n° 6 en si mineur, de Tchaïkovski.

0.05 Les Fantaisies du voyageur.

22.55 Téléfilm : Le Secret d'Emmanuelle. De Francis Leroy.

0.20 Six minutes premières.

0.30 Magazine : Fax'O.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. La Maison des sorcières ; Cousinons la cuisine.

22.25 Poésie sur parole. Concert (donné le 8 mars au Théâtre de la Ville, à Paris) : musique traditionnelle du Pakistan.

22.35 Musique : Concert.

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 3 octobre 1992 au Havre) : Turangalila-symphonie, de Messiaen, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. Valérie Harman-Claudio, ondes Martenot, Roger Mureau, piano.

22.03 L'Oiseau rare.

23.00 Autoportrait. Par Thérèse Salvat. Michel Chon, compositeur.

0.05 Atelier de création.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 3 octobre 1992 au Havre) : Turangalila-symphonie, de Messiaen, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. Valérie Harman-Claudio, ondes Martenot, Roger Mureau, piano.

22.03 L'Oiseau rare.

23.00 Autoportrait. Par Thérèse Salvat. Michel Chon, compositeur.

0.05 Atelier de création.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 3 octobre 1992 au Havre) : Turangalila-symphonie, de Messiaen, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. Valérie Harman-Claudio, ondes Martenot, Roger Mureau, piano.

22.03 L'Oiseau rare.

23.

Pour lutter contre le Sud-Est asiatique

Les industriels du textile souhaitent la création d'une zone de libre-échange euro-nord-américaine

Industriels américains et européens du textile vont-ils faire cause commune contre l'offensive des pays du Sud-Est asiatique? Leurs représentants ont conclu, dimanche 12 septembre à Boston, un accord surprise où les responsables d'outre-Atlantique ont accepté, pour la première fois, la perspective d'un abaissement de certains de leurs droits de douane comme le réclamaient leurs partenaires européens. Une initiative spectaculaire qui bouleverserait les négociations du GATT et pourrait déboucher sur une vaste zone de libre-échange euro-nord-américaine dans le textile et l'habillement.

C'est en marge d'une réunion du World Economic Forum, à Boston, qu'industriels américains et européens du textile et de l'habillement, ont jeté les bases, dimanche 12 septembre, d'une alliance surprise dont les pays à bas salaires d'Asie du Sud-Est, notamment, pourraient faire les frais.

Après des discussions « longues et difficiles, mais franches et cordiales », comme le confie Guy Arnould, secrétaire général de l'ELTAC qui regroupe les trente plus grandes sociétés européennes du secteur, les représentants des deux rives de l'Atlantique ont réussi à dépasser leurs différends.

Les professionnels se sont, en effet, mis d'accord sur le principe d'une réduction générale des tarifs douaniers frappant les produits du textile et de l'habillement. Cette réduction s'étendrait, notamment, aux fameux « pics » tarifaires américains, ces droits de douane de 15 à 40 % frappant certains produits « sensibles » importés d'Amérique.

Elle donnerait ainsi satisfaction à l'une des plus vieilles revendications des industriels européens. « Nous ne sommes pas allés dans le détail, explique Guy Arnould, mais nos interlocuteurs

américains se sont engagés à défendre auprès de leur gouvernement cette politique d'abaissement des droits qu'ils combattaient jusqu'ici. » Une représentante de l'administration américaine, Jennifer Hillman, assistait à la réunion et aurait jugé, selon M. Arnould, « l'initiative heureuse et recevable ».

S'il est repris à son compte par Washington et Bruxelles, ce projet pourrait déboucher sur l'un des principaux points de discussion des négociations du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce). Mais ce désarmement tarifaire ne serait pas sans contrepartie.

La disparition des quotas

Industriels américains et européens ont, en effet, en l'idée de le lier à un deuxième volet, associant libre accès au marché et disparition des quotas textiles dans les dix années à venir.

Cette disposition serait particulièrement gênante pour les pays à bas salaires qui, à l'image de l'Inde, du Pakistan ou de la Chine, ont fermé leur propre marché aux importations d'origine occidentale. Elle les contraindrait, soit à réduire leurs barrières douanières ou non tarifaires, soit à renoncer au bénéfice du démantèlement des quotas. « Cela aboutirait en réalité à un gel des quotas », reconnaît Dominique Jacomet, vice-président de l'Union des industries textiles (UIT).

Industriels américains et européens ont ainsi amorcé une machine de guerre contre leurs dangereux concurrents. C'est sans doute pourquoi leurs représentants à Boston ont souhaité ne pas faire dépendre le résultat de leur nouvelle alliance de la conclusion éventuelle, d'ici le 15 décembre, des négociations du GATT : ils se sont mis d'accord pour discuter entre eux — et en marge de l'organisation internationale — de la mise en place d'une véritable zone de libre-échange entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Une initiative spectaculaire pour laquelle des

réunions de travail ont déjà été programmées en vue d'un memorandum commun.

On n'en est pas encore là. Côté américain, l'accord de Boston n'a été signé, pour l'instant, que par les instances dirigeantes de l'American Textile Manufacturers Institute (ATMI) ; il doit encore être ratifié par les industriels « adhérents de base », ce qui n'est pas encore garanti. Et il reste aussi à préciser quels « pics » tarifaires les fabricants du Middle West sont prêts à sacrifier à leur nouvelle alliance. « Lorsque l'on entrera dans les détails, les discussions pourraient bien être vives », remarque un professionnel. Les gouvernements, eux-mêmes, risquent d'être déstabilisés dans leur approche respective des négociations du GATT.

Rien n'est donc joué. Mais en passant à une offensive concertée, les professionnels des deux rives de l'Atlantique s'efforcent concrètement, pour la première fois depuis longtemps, de changer un rapport de force qui leur était défavorable jusqu'ici.

PIERRE-ANGEL GAY

Trois mois après le changement de contrôle

Le Conseil des Bourses de valeurs impose une OPA sur « les Dernières Nouvelles d'Alsace »

Nouveau rebondissement dans l'affaire des *Dernières Nouvelles d'Alsace* (DNA) : près de trois mois après l'acquisition par la Société alsacienne de médias (filiale commune du groupe Hersant et de la SCI de Jean-Marc Vernes) d'un bloc de titres lui conférant 51 % du capital des droits de vote des DNA, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) qui a examiné, au regard de la réglementation boursière, la situation créée par cette transaction, a imposé à l'acquéreur de

lancer une offre publique d'achat simplifiée sur le titre du quotidien réalisable par garantie de cours.

La décision du CBV est fondée sur l'article 5-3-6 du règlement général qui reprend l'article 15 de la loi du 2 août 1989. Aux termes de ces articles, une garantie de cours peut être imposée sur une « société dont les titres sont négociés sur le marché hors-cote », comme pour ceux qui sont inscrits à la cote officielle ou sur le second marché.

Toutefois, il y a quelques mois, le Conseil avait eu l'occasion de préciser, dans la transaction Legrand-Baco, que Legrand avait été dispensé de lancer une OPA puisque les titres Baco avaient été retirés du relevé quotidien du hors-cote faute de transactions suffisantes et, en conséquence, n'étaient plus considérés comme négociés.

Le titre DNA a été retiré à l'issue de la séance du 30 juin, mais la Société des Bourses françaises n'avait pas porté les faits à la connaissance du public et du marché. En conséquence, ce manque de diligence a permis au Conseil d'observer que la date du 30 juin ne pouvait lui être opposable.

Cette décision est lourde de conséquences, puisque la société de Jean-Marc Vernes ou le groupe Hersant devrait déboursier 227 millions de francs supplémentaires pour indemniser les actionnaires minoritaires qui, en l'occurrence sont, cette fois-ci, des banques parmi lesquelles on trouve notamment, le Crédit lyonnais, le Crédit mutuel et le CIAL (le Monde du 16 septembre).

Michel Pébereau invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

Michel Pébereau, président-directeur général de la Banque nationale de Paris, sera l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 19 septembre à 18 h 30. Le patron de la première banque du secteur public prochainement privatisée sera interrogé par Erik Izraelwicz pour le Monde et Jean-Yves Hollinger pour RTL. Le débat, animé par Olivier Mazerolle, aura pour thèmes le rôle des banques dans la situation économique actuelle et l'utilité des privatisations voulues par le gouvernement et sa majorité parlementaire.

► Le Grand Jury RTL-le Monde est diffusé via le câble sur Paris Première le dimanche de 20 heures à 21 heures.

Remous après la mutation d'un journaliste de la Une

« Porte ouverte » à TF1

La mutation d'un journaliste, considérée par beaucoup comme une sanction, a été à l'origine de plusieurs assemblées générales ces derniers jours à la rédaction de TF1.

Au départ, une histoire de reportage sur les orphelins de Roumanie, suggéré par Patrick Poivre d'Arvor, semble-t-il, à partir de renseignements émanant, et confié à John-Paul Lepers, un journaliste rompu à ce type de reportage et connaissant le pays. Il en rapporte trois « sujets » nuancés, relatifs au drame et la réalité... qui ne passeront jamais à l'antenne, les présentateurs s'y opposant.

Quelques jours après ses demandes d'explication, John-Paul Lepers apprend sa mutation au journal du matin, qui signifie pour lui la fin des reportages. La rédaction s'émue de ce qu'elle interprète comme une sanction.

La direction nie l'existence de tout lien entre ce reportage en Roumanie et une mutation qu'elle affirme justifiée par les seuls besoins du travail, pour remplacer par des statutaires

les journalistes pigistes des éditions du matin. Elle défend ses prérogatives de déplacer un salarié, et refuse les solutions (de rotation d'autres journalistes) avancées par les délégués syndicaux ou de la société des journalistes. Réunions, assemblées, délégations se succèdent.

A la menace évoquée d'une « motion de défiance », le PDG de l'entreprise, Patrick Le Lay, répond par téléphone (en demandant explicitement que le haut-parleur soit branché) que les signataires d'une telle motion seraient « la porte grande ouverte ». La journaliste concernée, qui a refusé de commenter sa situation, n'a pas signé, jeudi 16 septembre, sa feuille d'affectation, et a négocié son départ-licenciement.

D'autres journalistes — en insistant tous pour s'exprimer sous le sceau de l'anonymat — font de cet incident un symptôme de la rigidité des relations au sein de la rédaction de TF1, qui paraît s'être accentuée depuis les luttes de pouvoir « au sommet » de l'automne dernier (le Monde du 2 novembre).

bre), qui avaient abouti à l'éviction de quelques « fortes têtes ».

Ils ironisent amèrement sur le message de la direction de l'information, début septembre, qui assurait « il faut se parler davantage », traitant des « perspectives existantes » et annonçant que « A la Une », le seul magazine impliquant largement la rédaction, serait « fondé » avec d'autres dans les soirées du mercredi.

Ils notent que, une fois encore, après avoir grogné, la rédaction a balaisé la tête. Et que, une fois encore à TF1, un problème se règle à coups d'indemnités.

Pour Gérard Carreyrou, le directeur de l'information, tout cela n'est qu'une tempête dans un verre d'eau. « Il n'y a pas de prisonnier dans la tour de TF1, nous a-t-il déclaré. Ceux qui ne font pas confiance aux dirigeants, ceux qui ne sont pas d'accord avec la politique de la maison, la porte leur est ouverte. »

M.-C. I.

Cinquième partie du championnat du monde d'échecs

Temps mort

Nulla en cent minutes de jeu : voici le verdict de la cinquième partie du championnat du monde d'échecs disputée jeudi 16 septembre à Londres. Un temps mort après quatre rencontres assez mouvementées. Kasparov, qui jouait avec les blancs, abandonnait l'ouverture 4 pour d4 et la partie espagnole pour une nimmindienne.

On s'attendait à ce que Short soit surpris ; au contraire, l'Anglais avait peaufiné sa préparation et jouait, tel un métrologue, à la cadence moyenne d'un coup toutes les trente-neuf secondes.

Le challenger donnait un pion, puis deux, pour se développer plus vite et augmentait sa pression sur le cavalier blanc cloué en c3. Le champion du monde se défendait avec précaution, pendant beaucoup de temps, et dévrait son cavalier en roquant au 18^e coup, scellant ainsi une partie plutôt pacifique.

Nigel Short, toujours mené de trois points au score (4-1), avait besoin de se refaire une santé psychologique après deux défaites consécutives et il y est parvenu. Cependant, les bookmakers londoniens, plus terre à terre, ne lui accordent qu'une cote de 12 contre 1 et refusent même les paris donnent Kasparov gagnant ! Prochaine partie samedi 18 septembre.

P. B.

Blancs : KASPAROV Noirs : SHORT			
Cinquième partie Défense nimmo-indienne			
1. e4	C6	10. e3 (41)	De5 (6)
2. d4	d5	11. Fd3	Fd8
3. Cc3	Fb4	12. Fd3	Cd6
4. Dc2	d5	13. Fxd4	Cxd5
5. e5	e5	14. Fxd5 (63)	Fd8 (10)
6. Fd3 (6)	16 (2)	15. Cc3	Fxd3
7. Fd4	d5	16. Fd3	Cd3 +
8. dxc3	d5	17. dxc3	Td8 (11)
9. Fg3	Cd4	18. dxc3 (89)	Nulle

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

ENTRAÎNEMENTS DALE CARNEGIE®
Leader mondial de la Formation
Stages de qualité dans 30 villes en France pour Sociétés, Administrations, Particuliers
Stage : Société Wayne, 2 rue de Marly 78150 Le Chesnay Tél. 1.39.54.61.06

CONFÉRENCES GRATUITES
« L'Art de Communiquer »
30 CHAMPS ÉLYSÉES, 75008
Imm. « Club Med », 7ème étage
de 15h30 à 17h15
les 20, 21 et 22 Septembre
et de 18h précises à 20h45
les 22, 23 et 24 Septembre

SOMMAIRE

AU COURRIER DU MONDE... 2

ÉTRANGER

L'accord israélo-palestinien : le Fath et Hamas annoncent une trêve... 3
Afrique du Sud : le parti zoulou Inkatha n'est pas décidé à reprendre les négociations sur l'avenir du pays... 3
Russie : le retour d'Egor Gaidar au gouvernement... 5
La préparation des élections législatives en Pologne... 6
La fin de la visite de M. Mitterrand au Kazakhstan... 6

ESPACE EUROPÉEN

Les Pays-Bas face aux sirènes de l'extrême droite • Durcissement anti-immigration en Autriche • La proposition à Anvers sous haute surveillance • Tribune : « Requiem pour la diplomatie préventive », par Benoit Mustajir... 7 et 8

POLITIQUE

Valéry Giscard d'Estaing compte sur le débat européen pour ressourcer l'UDF... 10
La fédération socialiste du Nord invite Michel Rocard à ne plus assurer lui-même la direction du PS... 10

SOCIÉTÉ

Les causes de la catastrophe de la gare de Lyon font l'objet d'un nouveau examen... 13
« Quelle histoire ! », par Claude Sarraute : « L'ABC des fêtes »... 13

CULTURE

Un livre sur Erik Satie et Jean Cocteau... 22
Robert Charlebois au Casino de Paris... 22

ÉCONOMIE

GATT : Bruxelles reconnaît en partie le bien-fondé des critiques françaises... 25
40 000 emplois pourraient être supprimés en 1993 et 1994 chez Delmar-Benz... 28
Vie des entreprises... 28

SANS VISA

Sur les pas de la Longue Marche
Escapes • Table... 15 à 20

Services

Abonnements... 8
Annonces classées... 28
Carnet... 30
Jeux... 18
Marchés financiers... 28 et 29
Météorologie... 30
Radio-télévision... 31
Spectacles... 24
Week-end d'un chineux... 30
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa »
folioté 15 à 20
Le numéro de « Monde » daté 17 septembre 1993 a été distribué à 449 512 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : des trains dans la campagne bretonne

La SNCF a confié à une société privée le soin d'exploiter une ligne qui relie Guingamp à Carhaix. Mais cette solution, si elle satisfait les usagers bretons, ne semble pas avoir convaincu des élus locaux d'autres régions de l'Hexagone. Également au sommaire de ce supplément de huit pages : un dossier sur les assistantes sociales et une enquête à Font-Romeu.

هذه امه لاني

La France la sol

Le Vatican

MARIE CARIE
Les jeudis de